



MARDI 30 MARS 2021

SCIENCE et POLITIQUE : *si l'objectif de la science est de se rapprocher du vrai, en politique, au contraire, l'objectif est de se rapprocher du faux.*

- ▶ **Quand un culte du cargo échoue...** . (Tim Watkins) p.1
- ▶ **Santé, richesse et ce qui tue la plupart d'entre nous** . (Charles Hugh Smith) p.4
- ▶ **Comment la révolution de fracturation hydraulique tue l'industrie pétrolière et gazière américaine** . (Justin Mikulka) p.9
- ▶ **La fête comme si c'était 1984** . (James Howard Kunstler) p.20
- ▶ **Les variantes de COVID atteignent une vitesse d'évasion** . (Kurt Cobb) p.22
- ▶ **L'Ever Given bloque toujours le canal de Suez : le point sur la situation** . p.23
- ▶ **Selon les experts, le marché du cuivre est confronté à une pénurie d'approvisionnement alimentée par la diminution des découvertes** . p.25
- ▶ **Le dico de ma fille et l'obscurantisme** . (Sylvestre Huet) p.27
- ▶ **Écologie, collapse : mieux vaut en rire qu'en pleurer** . (Cyrus Farhangi) p.30
- ▶ **Ce pays qu'on enchaîne** . (Maxime Tandonnet) p.37
- ▶ **Covid-19, niveau de mortalité et darwinisme** . (Biosphere) p.38
- ▶ **Surpopulation humaine, éléphants sur la fin** . (Biosphere) p.39
- ▶ **NIOUZES ÉNERGÉTIQUES 29/03/2021** . (Patrick Reymond) p.40

\$ SECTION ÉCONOMIE \$

- ▶ **Blocage du canal de Suez c'est 10 milliards de dollars par jour !** . (Charles Sannat) p.48
- ▶ **États-Unis: Défaut de paiement de la dette à venir** . p.51
- ▶ **Plus je vieillis, plus je trouve le Keynésianisme débile** . (Charles Gave) p.52
- ▶ **Faut-il avoir peur de l'État ?** . (Michel Santi) p.56
- ▶ **La politique de relance aux États-Unis est injustifiée** . p.58
- ▶ **Covid, de l'échec à la guerre des vaccins** . (Bruno Bertez) p.62
- ▶ **La grande illusion de la lutte contre la désinformation** . (Bruno Bertez) p.63
- ▶ **La Bourse, concurrent pervers de l'investissement** . (Bruno Bertez) p.64
- ▶ **Les lockdowns sont plus dévastateurs économiquement que la distanciation sociale volontaire** . p.66
- ▶ **Le courant dominant se trompe** . (Jim Rickards) p.73
- ▶ **Le trou est déjà trop profond** . (Brian Maher) p.76
- ▶ **Les leçons d'investissement que nous avons oubliées** . (Bill Bonner) p.80

▲ RETOUR ▲

<<>> <<>> <<>> <<>> (0) <<>> <<>> <<>> <<>>

.Quand un culte du cargo échoue...

Tim Watkins 23 mars 2021

THE CONSCIOUSNESS OF SHEEP

The storm is coming - will you be ready?



Les cultes du cargo ont été une caractéristique des croyances des insulaires du Pacifique depuis au moins aussi longtemps que les navires à voile européens et chinois ont échangé des marchandises à travers l'océan. Comme l'a écrit Peter M. Worsley dans un article de 1959 :

"Dans toute la Mélanésie, les hommes primitifs attendent un Messie noir qui leur apportera une largesse de 'cargaison' (marchandises européennes)....

"...l'arrivée des Blancs était acceptée, voire saluée, car elle signifiait l'accès au bœuf haché et aux cigarettes, aux chemises et aux lampes à pétrole, au whisky et aux bicyclettes. Elle signifiait également l'accès au savoir qui se cachait derrière ces biens matériels, car les Européens apportaient des missions et des écoles ainsi que des marchandises."

Les commentateurs politiques ont toutefois coopté l'expression "culte du cargo" pour désigner une politique malavisée visant à obtenir un résultat sans comprendre le processus par lequel ce résultat est effectivement atteint. À titre d'exemple, pendant la Seconde Guerre mondiale, l'armée américaine a construit des pistes d'atterrissage et des docks sur les îles dont elle avait besoin, afin de créer une chaîne logistique permettant à ses forces de progresser vers les Philippines et le Japon. Après la guerre, elles ont été maintenues comme stations de ravitaillement et pour les atterrissages d'urgence. Le résultat est que les dollars américains affluent dans les îles dotées de pistes d'atterrissage et peuvent être échangés contre des technologies modernes et des biens de consommation. Les gouvernements des îles dépourvues de pistes d'atterrissage et de docks ont conclu à tort que la clé de la prospérité était de construire les leurs. C'est ainsi que beaucoup d'efforts ont été déployés pour une récompense inexistante, car les avions et les navires chargés de marchandises n'arrivaient pas.

À la fin des années 1980, les partis de centre gauche des deux côtés de l'Atlantique ont compris qu'ils avaient perdu. Les administrations Reagan-Thatcher-Mitterrand avaient renversé le consensus d'après-guerre et l'avaient remplacé par un néolibéralisme caractérisé par une ingérence minimale du gouvernement dans l'économie, si ce n'est par l'affaiblissement des derniers syndicats. Au moment où le gouverneur Clinton et Tony Blair ont pris la tête de leurs partis respectifs, il n'était plus possible de revenir en arrière, par exemple en s'engageant à dépenser beaucoup d'argent pour les infrastructures et à soutenir par l'État des industries qui pourraient autrement s'installer à l'étranger. En effet, dans les années 1990, bon nombre de ces industries avaient déjà déménagé en Asie, et celles qui ne l'avaient pas fait avaient simplement été autorisées à fermer.

Les partis de centre-gauche se retrouvent alors face à un problème. Leur base de militants et d'adhérents s'est éloignée des anciens syndicats de l'après-guerre. Au lieu de cela, la base d'adhérents et de militants était

devenue distinctement de la classe moyenne et métropolitaine. Cela s'est reflété dans les programmes politiques élaborés au début des années 1990. Cependant, pour gagner des élections nationales, ils devaient d'une manière ou d'une autre conserver le soutien de leur ancienne base ouvrière. Et pour ce faire, ils devaient proposer des politiques qui promettaient de les sortir des privations des années Thatcher-Reagan. C'est ainsi qu'est né le culte néolibéral de l'enseignement supérieur.

Constatant que les industries et les pays les plus prospères du monde des années 1990 comptaient une forte proportion de diplômés, la gauche néolibérale en a conclu que la solution pour les classes ouvrières et les régions rurales ex-industrielles, délabrées et de petite taille était d'envoyer leurs jeunes étudier dans l'une des nombreuses universités créées. Au Royaume-Uni, le gouvernement Blair avait pour objectif de faire passer la moitié des élèves qui quittaient l'école par le système universitaire. Pour ce faire, il a dû convertir en université chaque école polytechnique, chaque établissement d'enseignement supérieur et chaque établissement d'enseignement postobligatoire des petites villes. Mais alors qu'avant les années 1990 - où environ dix pour cent des jeunes allaient à l'université - l'État avait pu subventionner l'éducation, pour faire passer cinquante pour cent des étudiants dans le système, il a été obligé de réduire les bourses d'entretien et d'introduire des frais d'inscription. Comme on pouvait s'y attendre, les gouvernements successifs ont augmenté les frais d'inscription alors qu'ils avaient promis qu'ils resteraient bas.

Pour ajouter au malheur des étudiants, les anciennes écoles polytechniques et les anciens collèges d'éducation physique et d'enseignement supérieur avaient fourni un enseignement et une formation à la population locale. Les universités, en revanche, ont été créées pour accueillir des étudiants venus de partout, tant au niveau national qu'international. Les administrateurs des universités ont vite compris que la fourniture de logements pour les étudiants pouvait constituer un système de Ponzi. Chaque étudiant recevait un chèque de 9 000 £ du gouvernement pour financer ses frais de scolarité. Ce seul montant incitait à entasser autant d'étudiants que possible dans un amphithéâtre. Mais 9 000 £, c'est une goutte d'eau dans l'océan comparé au montant que les étudiants devaient emprunter pour payer leur logement pendant leurs trois années d'université. C'est ainsi que les universités se sont alliées à des promoteurs immobiliers pour profiter de la faille du droit de l'urbanisme qui exempte les logements étudiants des normes de construction britanniques.

Des tours d'habitation géantes destinées aux étudiants ont rapidement commencé à défigurer le paysage de toutes les villes et de tous les centres urbains du pays, les administrateurs des universités ayant compris que plus ils pouvaient accueillir d'étudiants, plus ils s'enrichiraient.

Comme dans le cas des insulaires du Pacifique à la fin des années 1940, il s'agissait de beaucoup d'efforts et de beaucoup d'argent pour un faible rendement. Avant la pandémie, la Grande-Bretagne comptait quelque 20 à 30 universités prospères dont les cours étaient demandés dans le monde entier et qui avaient établi des partenariats fructueux avec des entreprises de pointe. Le problème est qu'il s'agit des mêmes universités et des mêmes cours qui produisaient ces résultats avant la réforme de l'éducation de Blair. Les collèges de deuxième et troisième niveaux qui s'étaient convertis en universités faisaient un travail correct en produisant des diplômés. Mais au lieu de créer de nouvelles industries et de nouveaux emplois pour les diplômés, ils ont créé une inflation des qualifications. Les emplois qui étaient auparavant accessibles à toute personne ayant obtenu de bonnes notes au GCSE ou au A level sont devenus des emplois réservés aux diplômés, tandis que les véritables emplois de diplômés sont devenus la chasse gardée des titulaires de masters et de doctorats.

À l'autre bout de l'échelle de l'emploi, avant les fermetures et les restrictions, la Grande-Bretagne comptait certains des baristas, hamburgers, tireurs de pintes et changeurs de feuilles les plus qualifiés au monde... précisément les emplois qui ont pratiquement disparu l'année dernière. Pendant ce temps, les régions dont le parti travailliste avait besoin pour gagner les élections ont continué à s'appauvrir. À tel point que, par désespoir, on peut supposer qu'elles ont voté en grand nombre pour les conservateurs en 2019, rendant impossible la formation d'un gouvernement travailliste pour les années à venir.

Les Tories sont cependant dans une position étrangement similaire à celle des Blairites dans les années 1990.

L'ascension de Boris Johnson avait toutes les caractéristiques d'un coup de palais, conçu pour écarter les anciens Tories du Brexit doux et transformer le parti en un acte d'hommage au UKIP. Comme Blair dans les années 1990, ils ont dû élaborer une plate-forme politique destinée à attirer une base électorale plus large que celle que May ou Cameron avaient pu obtenir.

La promesse de "faire le Brexit" a sans doute permis aux Tories de Johnson d'obtenir une majorité bien plus importante qu'ils ne l'auraient cru possible. Mais ce faisant, elle les a obligés à ramasser la patate chaude des anciennes régions industrielles, des régions balnéaires délabrées et des petites villes rurales qui sont en déclin depuis près d'un demi-siècle, dont le sort a considérablement empiré après 2008 et qui risquent de s'en sortir encore plus mal après les restrictions liées à la pandémie. Gagner 50 sièges du mur rouge au détriment des travaillistes est une chose ; apaiser 50 députés d'arrière-ban dont les emplois dépendent désormais de l'amélioration de la situation économique de ces endroits est beaucoup plus difficile.

C'est pourquoi, à l'instar de nombreux habitants des îles du Pacifique, les conservateurs ont parcouru le monde à la recherche des éléments qui semblent contribuer à la prospérité des États concurrents et ont décidé que les ports francs et les centres d'exportation faisaient partie des caractéristiques des quelques économies nationales encore en croissance. L'idée est que si cette infrastructure est mise en place, les entreprises exportatrices à forte valeur ajoutée suivront sûrement. C'est ainsi que Belfast, Cardiff, Édimbourg et - pour des raisons qui ne sont pas immédiatement évidentes - Darlington, seront les bénéficiaires des nouveaux centres d'exportation de l'État, tandis que l'aéroport d'East Midlands, Felixstowe et Harwich, la région Humber, la région urbaine de Liverpool, Plymouth, Solent, Thames et Teesside deviendront des ports francs échappant aux taxes.

Cité par la BBC, Justin Urquhart-Stewart, cofondateur de Seven Investment Management et de la plateforme d'investissement Regionally, pointe du doigt la faille évidente dans la réflexion du gouvernement :

"Le truc qui leur échappe, c'est que le concept est bon, mais en fait, ce qu'il faut, c'est créer les entreprises, encourager les exportations et ensuite fournir les conseils en matière d'exportation... Les capitales des trois nations et Darlington ne sont pas nécessairement là où se trouvent les industries."

En vérité, même cette objection est optimiste ; car "le concept est bon" uniquement pour le monde d'avant 2020. Confrontés aux chocs de la chaîne d'approvisionnement à la suite des blocages et des restrictions imposés par les gouvernements du monde entier, les importateurs repensent et simplifient leurs processus commerciaux. Ainsi, si les exportations devraient se poursuivre dans une large mesure, la tendance post-pandémique sera probablement de ramener chez soi le plus de produits manufacturés possible. Cela signifie que l'exportation de biens va devenir beaucoup plus compétitive dans les années à venir... ce qui n'est pas sans poser problème à un pays principalement axé sur la consommation comme le Royaume-Uni.

Une fois de plus, il y a un risque énorme que la Grande-Bretagne soit sur le point de dépenser une grande partie de son énergie et de ses ressources décroissantes dans un culte du cargo qui ne peut pas, en soi, créer les biens d'exportation que le marché mondial plus large voudra. Cela pourrait, bien sûr, permettre aux exportateurs existants d'éviter un peu plus d'impôts, ce qui rendrait la livre encore plus faible sur les marchés internationaux des devises. Mais tout comme le Royaume-Uni compte aujourd'hui des millions de diplômés inutiles, dans une décennie, nous pourrions bien nous retrouver avec des milliers de conseillers en exportation, sans aucun exportateur à conseiller.

▲ RETOUR ▲

.Santé, richesse et ce qui tue la plupart d'entre nous

Charles Hugh Smith Samedi 27 mars 2021



*SuperDollarMan
(Montage photo par J-P)*

Si la santé est une richesse, et c'est très certainement la forme la plus élevée de richesse, alors nous serions bien inspirés de prendre en charge notre santé-richesse en termes de comportements que nous pouvons modifier durablement.

Notre correspondant de longue date, J.F. (MD), a récemment partagé un graphique fascinant classant les principales causes de décès aux États-Unis (données de 2016, avant la pandémie) par rapport aux recherches sur Google et à ce que rapportent les médias (voir le graphique ci-dessous). Notez que ces données ne sont pas une enquête demandant aux gens de classer les principales causes de décès, mais elles reflètent les sujets de santé sur lesquels ils étaient intéressés à en savoir plus via des recherches sur le Web.

La couverture médiatique de chaque cause de décès n'est pas non plus une représentation de ce que les médias présentent comme les principales causes de décès ; il s'agit plutôt d'un reflet de la quantité de couverture médiatique de chaque cause de décès.

Je fais ces précisions parce que cela m'a rappelé un graphique similaire qui décrit trois points de vue différents sur l'inégalité des richesses aux États-Unis : (voir graphique ci-dessous)

1. La répartition réelle de la richesse
2. Ce que les personnes interrogées pensent être la répartition réelle de la richesse.
3. Ce que les personnes interrogées pensent être la répartition idéale des richesses.

Cette enquête a fait grand bruit dans les médias lorsqu'elle a été publiée il y a quelques années, car l'inégalité des richesses était beaucoup plus extrême que ce que les gens pensaient et ce qu'ils considéraient comme idéal.

Inégalité économique : C'est bien pire que vous ne le pensez : Le grand fossé entre nos croyances, nos idéaux et la réalité.

Voici la recherche source : (Mauvaises) perceptions de l'inégalité

Et voici une présentation typique de la recherche qui montre à quel point l'inégalité des richesses est devenue extrême aux États-Unis : La classe moyenne détient désormais moins de richesses que les 1 % les plus riches.

Pour en revenir au tableau des causes de décès, notez la disparité remarquable entre la principale cause de décès, les maladies cardiaques, et la recherche et la couverture médiatique des maladies cardiaques. Alors que les maladies cardiaques sont à l'origine de près d'un tiers de tous les décès, les résultats des recherches et les couvertures médiatiques ne représentent qu'une infime partie du total des recherches/couvertures.

Le cancer a un profil plus élevé, apparaissant dans les recherches de manière quelque peu proportionnelle à son classement comme deuxième cause de décès, également environ un tiers. La couverture médiatique du cancer était modeste mais bien plus importante que celle des maladies cardiaques.

Il n'est pas surprenant que les causes de décès les plus dramatiques et les plus tragiques - le suicide, l'homicide et le terrorisme - aient attiré la plus grande couverture médiatique et un pourcentage de recherches plus important que les pourcentages réels des causes de décès.

Cela peut refléter la plus grande couverture médiatique, l'intérêt humain pour les situations de vie et de mort et peut-être **l'inclinaison souvent notée de nos perceptions du risque vers le dramatique** (terrorisme, accidents d'avion, attaques de requins, etc.) plutôt que vers le banal (maladies cardiaques).

J'ai remarqué un "chaînon manquant" intéressant dans les données sur les causes de décès : aucune mention n'est faite de l'affaiblissement des facultés par l'alcool comme cause de décès, alors que l'alcool est clairement un facteur de décès par maladie, homicide et accident de la route.

J.F. a fait remarquer que la moitié des homicides sont liés à la consommation d'alcool : Des politiques fortes en matière d'alcool contribuent à réduire les homicides liés à l'alcool (sciencedaily.com)

"Aux États-Unis, entre 40 et 50 % des homicides impliquent la consommation d'alcool, que ce soit par la victime ou par l'auteur, et plus de la moitié impliquent des personnes dont les facultés sont fortement affaiblies par l'alcool, ce qui signifie que leur taux d'alcoolémie est égal ou supérieur à 0,08 %, la limite légale pour conduire."

Environ 30 % de tous les accidents mortels impliquant un véhicule sont également liés à l'alcool.

Cela signifie que l'affaiblissement des facultés par l'alcool est une influence causale directe dans 8 000 meurtres et entre 10 000 et 12 000 décès sur la route chaque année, plus les 95 000 personnes qui meurent chaque année de maladies liées à l'alcool - soit un total d'environ 115 000 personnes par an.

Si l'on inclut le tabagisme comme cause principale des maladies respiratoires (160 000 décès par an, soit la quatrième cause) et du cancer du poumon (142 000 décès par an), le tabac et l'alcool sont des facteurs clés dans plus de 300 000 décès par an, juste derrière les maladies cardiaques et tous les cancers.
Décès dus à la consommation excessive d'alcool aux États-Unis (CDC)

Quelles sont les principales causes de décès aux États-Unis ? [What are the leading causes of death in the US?](#)

En revanche, la consommation de cannabis n'a aucun effet statistique sur la mortalité. Bien que diverses autorités continuent de prétendre que le cannabis est une "drogue d'initiation", l'alcool n'est pas une drogue d'initiation ; c'est une cause majeure de décès en soi. La substance légale tue 115 000 consommateurs par an, et la substance illégale (annexe 1, aussi dangereuse que l'héroïne selon notre gouvernement fédéral) n'a aucun impact discernable sur la mortalité.

Les effets du cannabis et des cannabinoïdes sur la santé : The Current State of Evidence and Recommendations for Research. (NCBI) :

"Après ajustement des facteurs de confusion, y compris la consommation d'alcool, le tabagisme et les facteurs

démographiques, les personnes qui ont déclaré avoir consommé du cannabis, mais pas d'autres substances (c'est-à-dire la cocaïne, l'héroïne, les hallucinogènes, les inhalants), au départ, n'étaient pas exposées à un risque accru de mortalité toutes causes confondues par rapport aux personnes qui ont déclaré ne pas avoir consommé de cannabis ou d'autres substances au départ."

"Après avoir pris en compte les facteurs de confusion potentiels, Andreasson et Allebeck (1990) n'ont trouvé aucune association statistiquement significative entre la consommation de cannabis et la mortalité."

La prohibition de l'alcool n'a pas fonctionné comme prévu, et la prohibition du cannabis non plus. L'éducation à la santé publique, les opportunités économiques et les choix plus sains sont les clés de la politique, pas les peines de prison de 10 ans.

Cela soulève la question suivante : quelle est l'importance du rôle du comportement dans les causes de décès ? Bien qu'il s'agisse d'un calcul inexact pour des raisons évidentes, il a été estimé qu'environ 2/3 de notre santé et de notre longévité résultent de nos comportements et de notre environnement, et qu'un tiers seulement est le résultat de la génétique.

Le faible taux de recherche et de médiatisation des maladies cardiaques suggère qu'elles sont acceptées comme un bruit de fond plutôt que comme la première cause de décès, qui peut être largement évitée par des moyens comportementaux : le régime alimentaire et la forme physique.

De nombreux cancers ont également des facteurs comportementaux. Il est bien établi que les carences en matière d'alimentation et de condition physique augmentent considérablement les risques de nombreux cancers.

J.F. est médecin et il me rappelle que l'hypertension artérielle est un indicateur clé du risque cardio-vasculaire. Vous avez probablement entendu cela de la bouche de votre médecin et dans la littérature ou les recherches sur la santé.

Dans des articles précédents, j'ai parlé des découvertes remarquables qui ont été faites sur l'impact profond du microbiome sur notre santé. Toutes les recherches sur l'importance du microbiome aboutissent à la même conclusion : plus l'alimentation est variée et riche en fibres, mieux c'est.

La santé mentale pourrait dépendre des créatures présentes dans l'intestin

Le microbiome se développe grâce à un régime alimentaire diversifié composé d'aliments réels (non transformés) riches en fibres. Le lien entre richesse et santé est bien établi, et si une grande partie de la corrélation est attribuée au coût élevé des aliments sains, les haricots et le riz brun ne sont pas chers, pas plus que les légumes ethniques de saison. Élargir notre façon de faire les courses et de cuisiner ne doit pas nécessairement coûter une fortune. Au contraire, une fois que l'argent gaspillé en fast-food (garbage in, garbage out) est dépensé pour de la vraie nourriture (en supposant que chaque once est consommée plutôt que jetée), les dépenses alimentaires des ménages pourraient bien diminuer de façon spectaculaire.

Effets de l'alimentation sur la diversité du microbiome intestinal humain

Comment le régime alimentaire occidental a fait dérailler notre évolution : Les hamburgers et les frites ont presque tué notre microbiome ancestral.

J'ai également évoqué les effets positifs spectaculaires d'un exercice physique régulier et modeste. De manière générale, la règle 80/20 (**la distribution de Pareto**) s'applique à l'exercice : les premiers 20 % d'un exercice régulier génèrent 80 % des résultats positifs. Par exemple, le fait de marcher 3 km par jour génère la plupart des avantages obtenus en marchant plus de 3 km supplémentaires.

Comme nous le savons tous, l'astuce consiste à prendre des habitudes de remise en forme qui s'apparentent au brossage des dents - ou mieux encore, bien sûr, à trouver des types de remise en forme qui nous plaisent.

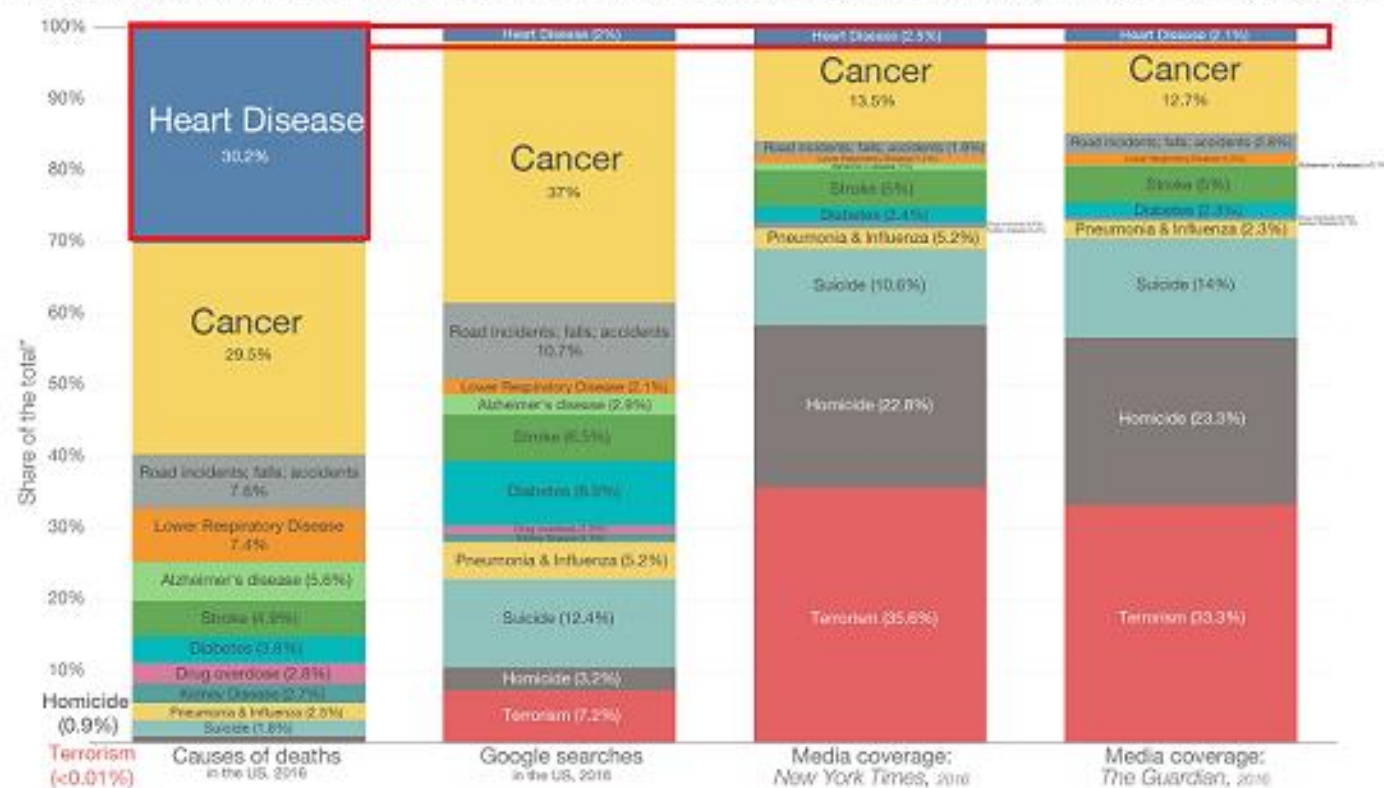
Si la santé est une richesse, et c'est très certainement la forme la plus élevée de richesse, alors nous serions bien inspirés de prendre en charge notre richesse-santé en termes de comportements que nous pouvons modifier durablement et qui augmenteront notre richesse-santé à long terme. (Ou, en d'autres termes, que pouvons-nous faire pour réduire les facteurs de risque qui sont sous notre contrôle).

Nos choix et nos habitudes ont un impact énorme sur notre santé et nos risques sanitaires. Même des changements modestes peuvent avoir des résultats positifs qui changent la vie au fil du temps, une fois qu'ils deviennent notre nouveau point de référence.

Causes of death in the US

Our World
in Data

What Americans die from, what they search on Google, and what the media reports on



*This represents each cause's share of the top ten causes of death in the US plus homicides, drug overdoses and terrorism. Collectively these 13 causes accounted for approximately 88% of deaths in the US in 2016. Full breakdowns of causes of death can be found at the CDC's WONDER public health database: <https://wonder.cdc.gov/>

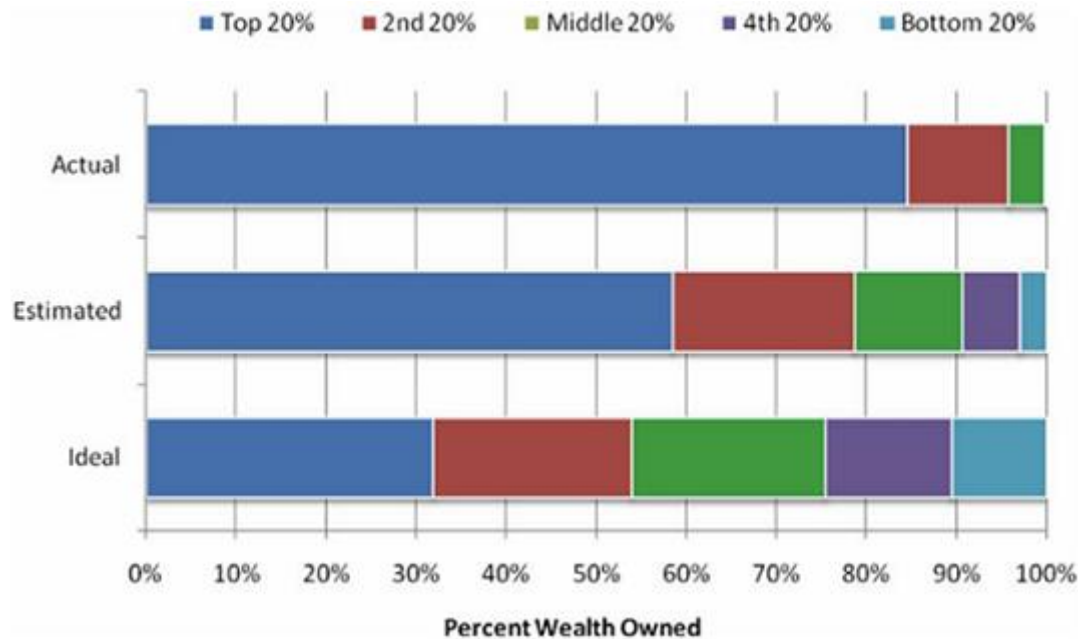
Based on data from Shen et al (2018) - Deaths: reality vs. reported. All data available at: <https://openstax.org/r/24-github-io/changes-deaths>

All data refers to 2016. Not all causes of death are shown. Shown is the data on the ten leading causes of death in the United States plus drug overdoses, homicides and terrorism.

All values are normalized to 100% so they represent their relative share of the top causes, rather than absolute counts (e.g. "deaths" represents each cause's share of deaths within the 13 categories shown rather than total deaths). The causes of death shown here account for approximately 88% of total deaths in the United States in 2016.

This is a visualization from OurWorldInData.org, where you find data and research on how the world is changing.

Licensed under CC-BY by the authors Hannah Ritchie and Max Roser.



▲ RETOUR ▲

Comment la révolution de fracturation hydraulique tue l'industrie pétrolière et gazière américaine

Par Justin [Mikulka](#) – Le 22 décembre 2020 – Source [DeSmog](#)



Torchage du gaz naturel dans le Permien. Crédit : Justin Hamel

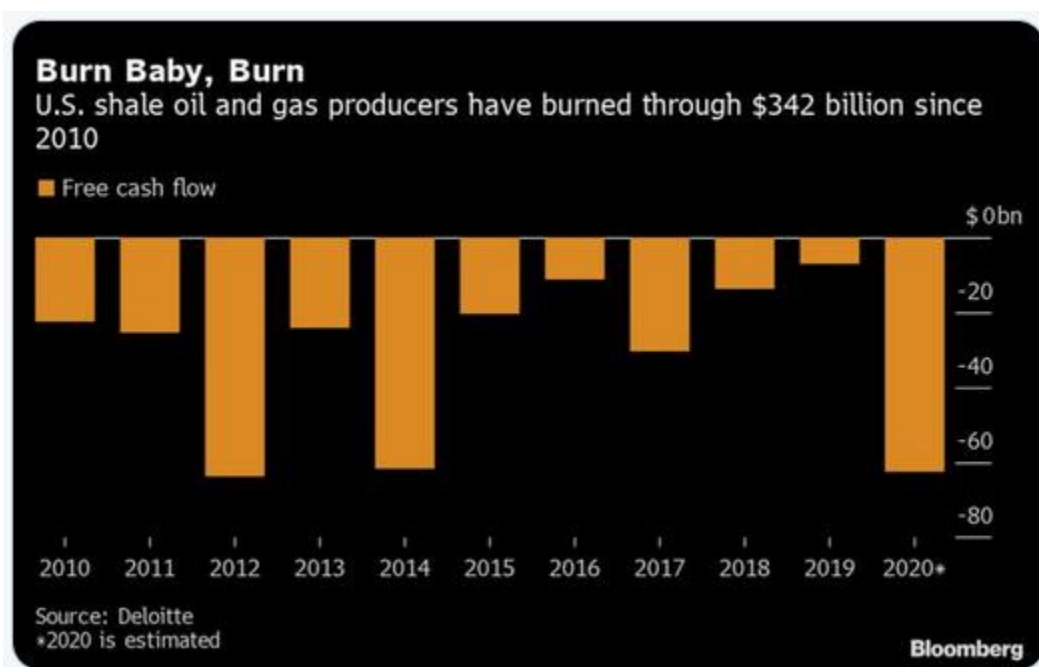
Après plus d'une décennie du miracle américain de la fracturation hydraulique tant vanté, l'industrie pétrolière et gazière américaine doit faire face à des années de pertes et de chute de la valeur des actifs, ce qui lui a porté un sérieux coup financier. Et ce, malgré le fait que cette révolution a permis une production record de pétrole et de gaz au cours de la dernière décennie, avec un [pic en 2019](#).

Bien que la pandémie ait fait du tort à l'industrie, les entreprises ont également bénéficié de renflouements [excessifs](#) dans le cadre de programmes d'aide à la [lutte contre la pandémie](#), mais ces renflouements constituent une aide financière d'urgence pour l'industrie en difficulté.

L'industrie pétrolière et gazière a toujours eu besoin d'énormes sommes d'argent pour explorer et produire du pétrole et du gaz, mais jusqu'à présent, l'industrie avait réalisé des retours sur ces investissements.

L'industrie a fait un énorme pari sur la fracturation des dépôts de schiste pour libérer les réserves de pétrole et de gaz de ce schiste. Cela a fonctionné du point de vue de la production ; l'industrie a produit des quantités record de pétrole et de gaz. La différence est que, contrairement à la production traditionnelle de pétrole et de gaz, le coût de production du pétrole et du gaz par fracturation était supérieur à ce que le marché était prêt à payer pour cela.

En conséquence, l'industrie américaine de la fracturation a perdu plus de 300 milliards de dollars. Elle était censé être l'avenir de l'industrie pétrolière et gazière américaine – au lieu de cela, elle a porté un coup financier majeur à l'industrie, ce qui a probablement accéléré la transition énergétique du pétrole et du gaz vers un avenir moins carboné.



@NatBullard

Rappel à l'approche de la fin de 2020 : le pétrole et le gaz de schiste américain est une industrie de – 342 milliards de dollars de cash-flow depuis 2010.

Les pertes sont stupéfiantes

En avril 2018, alors que beaucoup prédisaient un brillant avenir financier pour l'industrie américaine de la fracturation, DeSmog a lancé une série sur les finances de l'industrie de la fracturation avec l'article « [Le secret de la grande bulle de la fracturation américaine](#) ». Cet article mettait en évidence les pertes énormes de l'industrie américaine de la fracturation, qui s'élevaient à l'époque à environ un 250 milliards de dollars.

Plus de deux ans plus tard, le Washington Post publiait un article sur « [le boom du pétrole de schiste](#) » et actualisait les pertes à ce jour à 300 milliards de dollars – notant que si la pandémie a aggravé les choses, « les faiblesses du secteur remontent à de nombreuses années ».

Fin 2019, avant que la pandémie ne frappe, Chevron a passé par pertes et profits 11 milliards de dollars, dont la majorité était [liée aux actifs](#) de fracturation dans la production gazière. Cette tendance s'est poursuivie dans le secteur en 2020 avec des réductions de valeur historiques des actifs de fracturation restants et, en juin, le cabinet comptable Deloitte a estimé que le secteur pourrait bientôt amortir [300 milliards de dollars supplémentaires](#).

C'est ce que la révolution de la fracturation a apporté à l'industrie pétrolière et gazière américaine : une dévastation financière.

Deloitte a publié une analyse des finances de l'industrie au milieu de l'année 2020 et le vice-président de Deloitte, Duane Dickson, a [déclaré](#) à CNBC qu'« une vague de dépréciations pourrait provoquer la plus profonde consolidation que l'industrie ait jamais connue au cours des six à douze prochains mois ». (Les [dépréciations](#) sont une autre façon de désigner les dépréciations de la valeur des actifs qui doivent être déclarées comme des pertes par l'entreprise).

Cette contraction historique de l'industrie pétrolière et gazière américaine est directement liée à la révolution de la fracturation et les dommages risquent d'être permanents – et les entreprises qui survivront à cette série de faillites seront accablées d'énormes dettes, ce qui rendra encore plus difficile la construction d'une croissance future ou d'un flux de trésorerie positif.

Les luttes d'Exxon

Le coup financier que l'industrie de la fracturation a encaissé après plus d'une décennie de mauvais investissements pèse particulièrement sur une grande entreprise : ExxonMobil. En 2009, la société détenait le titre de [plus grand producteur](#) de gaz aux États-Unis. Mais en août, la compagnie Exxon a été sortie de l'indice [Dow Industrial Average](#). Et en décembre, le géant pétrolier a dressé une liste des entreprises américaines « [zombies](#) » – des entreprises qui empruntent plus d'argent qu'elles n'en gagnent.

Tout a commencé il y a une décennie, lorsque Exxon produisait du gaz naturel mais voulait participer au boom du gaz de schiste par fracturation. Cette idée a conduit à l'acquisition par Exxon de XTO, une société de fracturation du gaz de schiste, pour [41 milliards de dollars](#). Avec cette acquisition, Exxon pariait gros sur le potentiel financier futur de l'industrie américaine du gaz de schiste. Un pari qui s'est avéré être l'un des pires investissements de l'histoire de l'industrie pétrolière et gazière américaine.

« Ce qu'ils n'avaient pas prévu, c'est que le succès de la fracturation conduirait en fin de compte à une offre excédentaire qui ferait paraître le prix d'achat [de XTO] élevé avec le recul », a [expliqué](#) Phil Flynn, analyste du Price Futures Group, à S&P Global en 2019.

Le succès de la fracturation à produire de grandes quantités de pétrole et de gaz est également ce qui a fait baisser les prix du pétrole et du gaz. La fracturation n'était déjà pas rentable lorsque les prix du pétrole et du gaz étaient beaucoup plus élevés, mais lorsque les prix ont chuté, les pertes se sont accélérées.

Si vous aviez dit il y a quatre ans : « J'ai une super idée d'investissement pour vous – prenez la moitié de votre argent, brûlez-le, prenez l'autre moitié de votre argent et mettez-le sous un matelas »... cela aurait été une idée terrible, une stratégie d'investissement terrible – sauf qu'elle aurait fait mieux que ce que l'industrie pétrolière et gazière américaine a fait au cours des quatre dernières années », a [expliqué](#) Clark Williams-Derry, analyste pour l'Institute for Energy Economics and Financial Analysis (IEEFA), lors d'une conférence sur l'énergie fin 2020.

L'acquisition de XTO par Exxon est un excellent exemple de la façon dont la recherche de profits toujours plus importants par l'industrie pétrolière et gazière l'a aveuglée sur la réalité des finances de la fracturation.



En gros titre : Exxon a raté le boom des schistes, a dépensé trop d'argent dans des projets et a vu sa dette passer à 50 milliards de dollars alors que son action s'effondrait. Pendant ce temps, Exxon est passée du statut de mastodonte de pétrole à celui de société médiocre.

Mais l'exemple d'Exxon illustre également comment la fracturation a été excellent à deux égards.

La première est l'extraction d'énormes quantités de gaz naturel et de pétrole des gisements de schiste. Et ces puits de pétrole produisent également beaucoup de gaz (connu sous le nom de [gaz associé](#)), même si les compagnies pétrolières n'en veulent pas. Ce manque de valeur pour le gaz associé a conduit les producteurs à le brûler ([torchage](#)) ou à le rejeter dans l'atmosphère.

Trop de gaz de fracturation a fait baisser les prix du gaz. À la mi-2019, les prix du gaz naturel américain au Texas sont passés en [dessous de zéro](#) parce qu'on produisait plus de gaz qu'on ne pouvait en vendre. Pour remédier à ce déséquilibre du marché, les producteurs de pétrole auraient dû cesser de forer d'autres puits de pétrole – qui sont responsables du gaz associé – ce que les producteurs ne sont pas disposés à faire.

La deuxième chose pour laquelle la fracturation s'est avérée efficace est la destruction du capital des investisseurs. L'industrie a perdu plus de 300 milliards de dollars au cours de la dernière décennie.

En novembre, Exxon a annoncé qu'elle allait amortir [20 milliards de dollars](#) de son investissement dans XTO. Et il est probable qu'il y en aura d'autres, car les premières estimations indiquaient que la réduction de valeur serait de 30 milliards de dollars. Certains analystes financiers ont [même accusé](#) Exxon de fraude parce qu'elle n'avait pas correctement déprécié les actifs de XTO. Lorsque les entreprises ne réduisent pas la valeur de leurs actifs avec précision, elles peuvent induire les investisseurs en erreur quant aux risques financiers réels qu'ils courent à l'avenir, ce qui peut constituer une forme de fraude financière.

Rex Tillerson, PDG d'Exxon lors de l'acquisition de XTO, a commenté cette transaction l'année dernière [en disant](#) : « Nous avons probablement payé trop cher ».

Mais on pourrait dire la même chose de la majorité de [l'argent investi](#) dans la fracturation aux États-Unis. Même la légende de l'investissement, Warren Buffett, a été attirée à investir 10 milliards de dollars dans l'[acquisition](#) du producteur permien Anadarko par Occidental en 2019 – une opération de l'ampleur de la [prise de contrôle](#) de XTO par Exxon et peut-être tout aussi, sinon plus, dévastatrice sur le plan financier.

Le sur-paiement des actifs des compagnies travaillant dans la fracturation aux États-Unis a paralysé financièrement l'industrie pétrolière et gazière américaine. En août, Exxon a annoncé qu'elle [arrêtait](#) les

contributions à son plan d'indemnisation des employés. En octobre, Exxon a annoncé qu'elle [réduisait](#) de 15 % sa main-d'œuvre au niveau mondiale. Dans le même temps, Exxon a [emprunté](#) 23 milliards de dollars supplémentaires en 2020.

Et il n'y a pas qu'Exxon qui a été touchée. Il y a dix ans, Chesapeake Energy était le deuxième plus grand producteur de gaz aux États-Unis derrière Exxon. Chesapeake a existé grâce au succès de la fracturation du méthane (gaz naturel) aux États-Unis ; le PDG de la société, Aubrey McClendon, a reçu [100 millions de dollars](#) en 2009.

Mais aujourd'hui, en 2020, le titre de « [pionnier du schiste](#) » de Chesapeake Energy fait la une des journaux en raison de la faillite de la société.

Alors qu'Exxon et Chesapeake Energy sont parmi les plus grands exemples d'entreprises ayant succombé à la surenchère de la révolution de la fracturation, l'industrie est au milieu d'une [série de faillites](#), et les dommages à long terme causés à l'industrie sont loin d'être terminés.

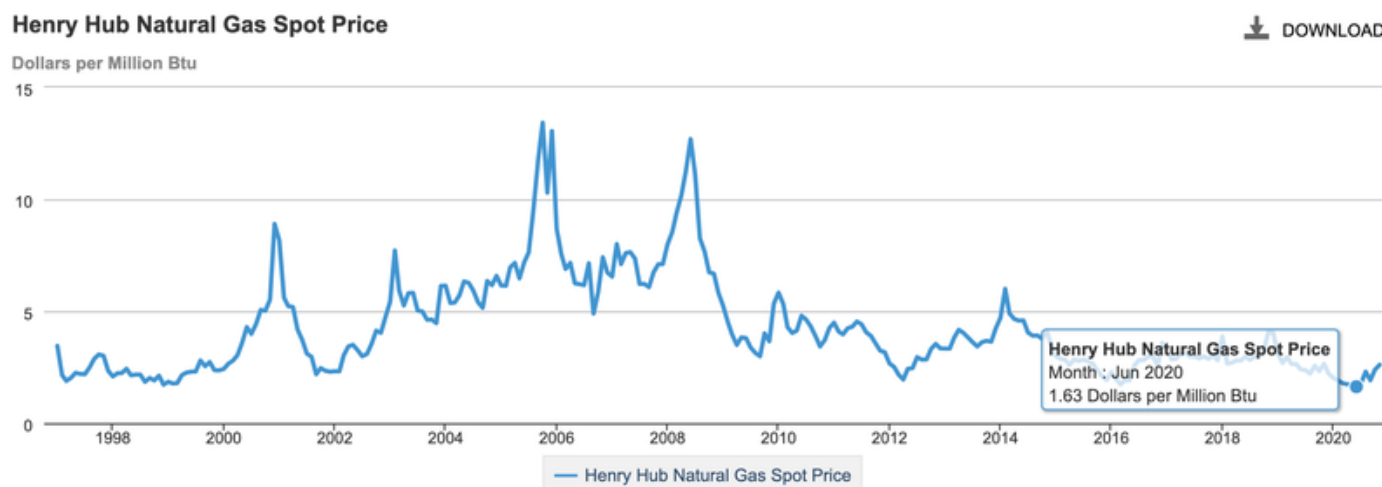
Les espoirs du GNL

Nombre des grands problèmes auxquels l'industrie de la fracturation est confrontée peuvent être liés au gaz, par opposition à la production record de pétrole qui a résulté du boom de la fracturation.

L'industrie avait raison sur le potentiel de production de gaz naturel issu de la fracturation, et Wall Street était heureux de [prêter](#) l'argent nécessaire pour que cela se réalise. Pendant ce temps, de nombreux dirigeants se sont [enrichis](#) au cours du processus.

Quand Exxon a acheté XTO, elle a misé gros sur une hausse des prix du gaz naturel. Mais Exxon a produit trop de gaz – et le reste de l'industrie de la fracturation a fait de même. Cela a entraîné une baisse des prix du gaz. Cette augmentation de la production de gaz a essentiellement saboté le pari de l'industrie sur les prix du gaz.

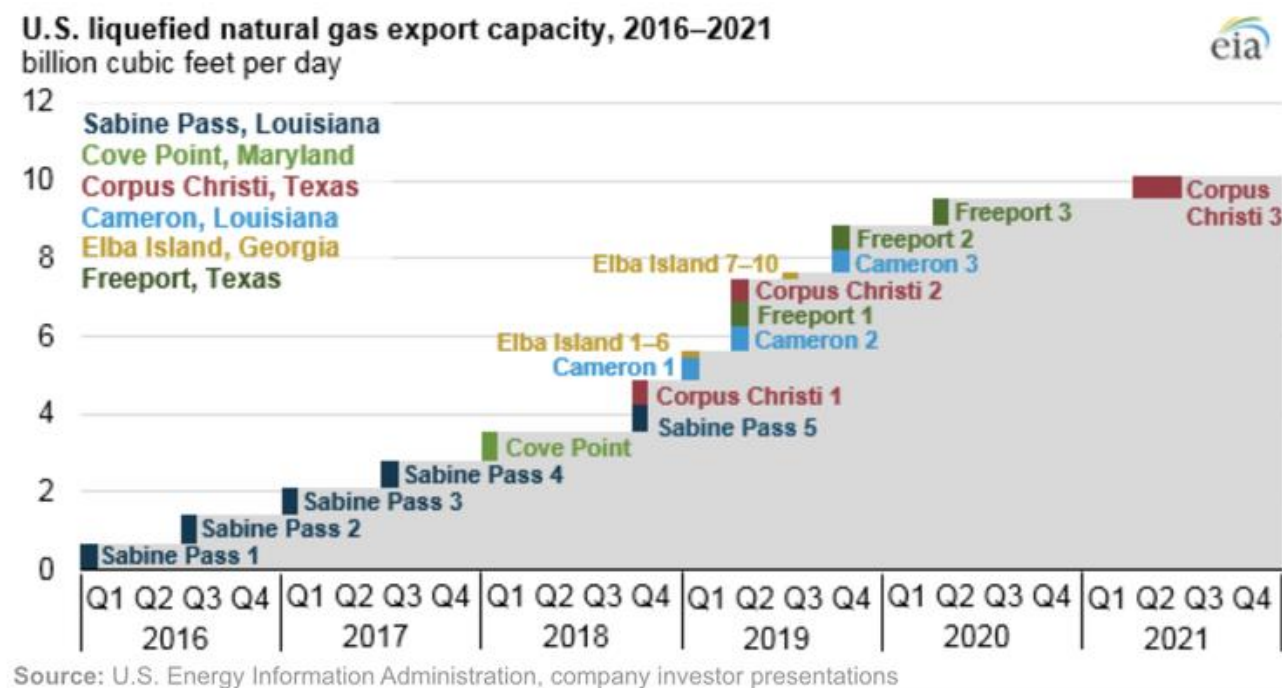
Cette production record a fait chuter les prix du gaz à moins de 2 dollars par million de British Thermal Units (MBtu). Pourtant, les analystes estiment que l'industrie américaine a besoin d'un [prix minimum](#) de 2,50 \$ par MBtu pour atteindre le seuil de rentabilité. Novembre 2020 est le seul mois où les prix ont été supérieurs à 2,50 \$/MBtu en 2020, les prix atteignant un minimum de 1,63 \$/MBtu [en juin](#).



Prix du gaz naturel aux États-Unis. Crédit : [Energy Information Administration](#)

Pour tenter de compenser ce problème de surproduction, l'industrie pétrolière et gazière a élaboré un plan il y a quelques années. Il s'agissait de prendre tout le gaz naturel excédentaire, de le liquéfier et de le vendre au monde entier sous forme de gaz naturel liquéfié (GNL). Cela a déclenché une énorme vague d'investissements dans les terminaux d'exportation de GNL, dont la capacité commença à [augmenter rapidement](#) en 2016.

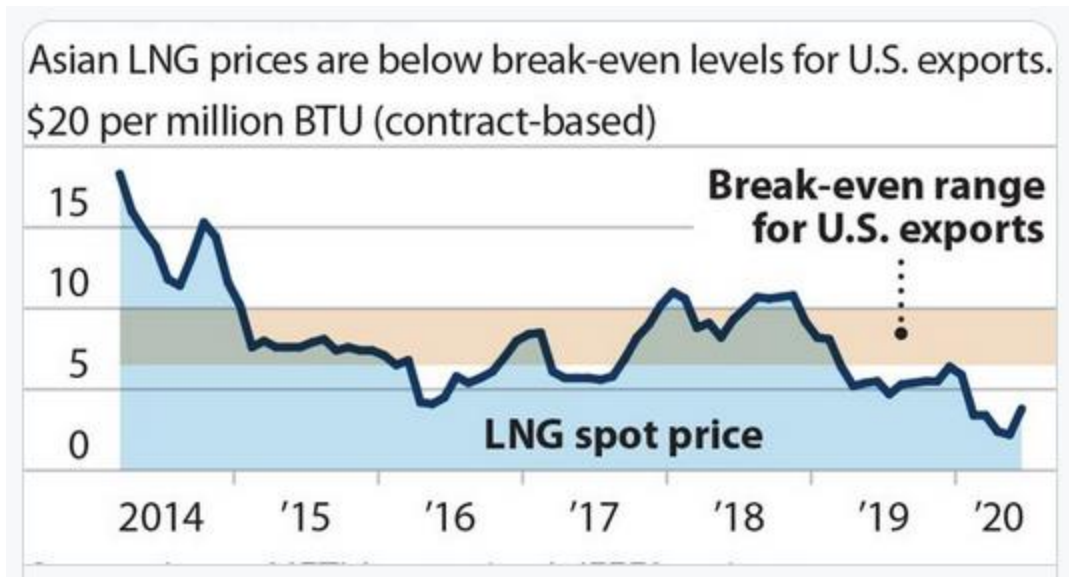
U.S. liquefied natural gas export capacity to more than double by the end of 2019



Expansion prévue de la capacité d'exportation de GNL des États-Unis. Source : [EIA](#)

Mais tout comme le marché du gaz américain, le marché mondial était également inondé de gaz naturel et de GNL. En janvier 2020, Bloomberg a [publié](#) l'article « Le GNL mondial en passe de connaître une année terrible alors que l'offre inonde le marché » qui a mis en évidence le problème.

Les prix ont chuté en 2020 et les investissements dans le GNL américain ont [pratiquement disparu](#) en 2020.



Rapport de l'IEEFA : « Bien que le GNL soit devenu le produit énergétique mondial le moins performant pendant la pandémie de coronavirus – pire que le charbon ou le pétrole – ses problèmes sont antérieurs au ralentissement économique ».

Les prix du GNL ont toutefois rebondi fin 2020 en raison des récentes baisses de production des principaux fournisseurs mondiaux comme le Qatar et l'Australie, suite à des travaux de maintenance non planifiés et aux mauvaises conditions météorologiques qui ont interrompu les [exportations](#) de l'Algérie. En réponse, les États-Unis [exportent](#) des quantités record pour répondre à cette demande, mais comme les prix ont augmenté, certains pays ont [cessé d'acheter](#).

Cette pénurie d'approvisionnement actuelle est probablement une situation temporaire due à une dynamique à court terme, mais elle illustre la sensibilité aux prix à laquelle est confrontée l'industrie du gaz naturel. Lorsque les prix augmentent trop, il existe des alternatives moins chères au GNL.

La concurrence des énergies renouvelables

Dans le même temps, les énergies renouvelables bon marché l'emportent sur le gaz.

Un nouveau rapport publié en décembre par les analystes du secteur Wood MacKenzie [prédit](#) que « plus de 75 % des nouveaux approvisionnements mondiaux en gaz naturel liquéfié pourraient être menacés par la concurrence des énergies renouvelables ».

En décembre, l'Energy Information Administration (EIA) a [prédit](#) que la part de l'électricité produite par le gaz naturel aux États-Unis diminuerait « en réponse à une augmentation prévue du prix du gaz naturel livré aux producteurs d'électricité ». L'EIA prévoit que le pourcentage d'électricité américaine produite à partir de gaz naturel pourrait passer de 39 % en 2020 à 34 % en 2021 en raison d'une hausse des prix. Et l'EIA prédit que les énergies renouvelables, et un retour au charbon dans certains endroits, remplaceront cette part de marché.

Cela met en évidence un problème fondamental auquel est confrontée l'industrie du gaz. Les prix actuels sont trop bas pour que l'industrie puisse gagner de l'argent. Mais lorsque les prix augmentent à des niveaux où l'industrie pourrait gagner de l'argent, le gaz n'est plus économiquement compétitif parce que les énergies renouvelables sont moins chères à l'heure actuelle.

Alors que les prix du gaz augmentent et que les prix des énergies renouvelables continuent de baisser, l'industrie gazière américaine se trouve dans une situation sans issue.



L'énergie solaire est désormais « l'électricité la moins chère de l'histoire », confirme l'AIE

Une analyse récente de l'Institut d'économie et d'analyse financière de l'énergie (IEEFA), par exemple, a révélé que les producteurs de gaz de schiste dans la région des Appalaches aux États-Unis ont perdu 500 millions de dollars supplémentaires au cours du troisième trimestre de 2020.

L'industrie gazière américaine souffre également des hivers [plus chauds](#) que connaissent les États-Unis – un réchauffement dû en partie à la combustion de combustibles fossiles et au méthane [libéré](#) par l'industrie du gaz naturel. Le réchauffement climatique fait baisser les prix du gaz car la demande de chauffage est moindre.

L'IEEFA, qui a suivi le déclin de l'industrie, a récemment résumé la réalité de ce que la « [révolution du schiste](#) » a fait : « La révolution du schiste a fait des États-Unis le producteur de gaz le plus prolifique du monde. Pourtant, en termes financiers, le boom de la production de gaz a été un véritable fiasco financier ».

Il n'est pas facile de rembourser la dette

Malgré tout, à ce jour, l'industrie pétrolière et gazière américaine continue à produire de grandes quantités de pétrole et de gaz par fracturation – et elle continue à perdre de l'argent en le faisant. Les entreprises qui le font ont contracté de grandes dettes pour y parvenir.

Le PDG et propriétaire majoritaire de Continental Resources, Harold Hamm, a été l'un des partisans les plus visibles de la fracturation hydraulique, héritant même du titre de « [Roi du Schiste](#) » après le précédent roi de la fracturation, [Aubrey McClendon](#).

Continental a été le [principal producteur](#) de la zone de schiste de Bakken dans le Dakota du Nord, et en 2017, Hamm a déclaré que la politique de Continental était : « [absolument pas de nouvelles dettes](#) ».

Mais au deuxième trimestre 2020, le site d'investissement Seeking Alpha a noté que la dette de Continental est [passée](#) de 5,3 milliards de dollars à 6 milliards de dollars, notant que cette dette était « insoutenable ». Simply Wall Street, un autre site d'investissement, a [conclu](#) en octobre qu'« il semble que Continental Resources ait trop de dettes ».

Au cours des cinq dernières années, Whiting Petroleum a toujours été l'un des [principaux producteurs](#) de pétrole dans le Bakken derrière Continental, et pourtant il a [fait faillite](#) en 2020 parce qu'il ne [pouvait pas rembourser sa dette](#).

Le remboursement de la dette est également rendu plus difficile lorsqu'il y a de moins en moins de sites de production solides. Comme l'a [expliqué](#) DeSmog, au cours de la dernière décennie, l'industrie de la fracturation a foré et fracturé la plupart des [meilleures surfaces](#) de production de pétrole.

Et à l'heure actuelle, l'industrie ne produit que dans les zones les plus productives – une approche connue sous le nom de « [high grading](#) ». Mais dans le Bakken, il ne reste pas beaucoup de ces meilleurs puits (et la tendance est que les puits deviennent [moins productifs](#) dans les différentes zones de schiste aux États-Unis, y compris le Bakken).

En effet, avec des sites moins prometteurs, moins de pétrole et de gaz sont extraits et moins de profits peuvent être réalisés pour rembourser la dette des entreprises.

Dans le cas de Continental, une fois que ses options de rang élevé sont épuisées, il n'y a qu'une seule voie à suivre pour l'industrie, selon [Seeking Alpha](#) : « Au-delà de cette année, il [Continental] verra très probablement une tendance continue à la détérioration des performances, ce qui ne sera pas une tendance bienvenue étant donné la pression supplémentaire de la dette qui s'accumule maintenant et qui devra être servie ».

Des promesses audacieuses

Dans tout cela, les entreprises font des promesses plus audacieuses alors que les pertes et l'endettement ne cessent d'augmenter. L'industrie a toujours demandé aux investisseurs d'être patients, car les profits, disaient-ils, étaient juste à l'horizon.



« 2019 a été l'année de l'inflexion : Nous avons vu ces lueurs d'espoir que les dirigeants du schiste peuvent imprimer des flux monétaires libres. Et 2020 va voir le cash-flow libre à profusion ».

– Matt Gallagher, PDG de Parsley Energy

Malgré les affirmations du PDG de Parsley Energy, Matt Gallagher, ou celles de sociétés comme Whiting Petroleum, aujourd'hui en faillite, selon lesquelles l'industrie de la fracturation pourrait faire de l'argent lorsque les prix du pétrole sont [aussi bas](#) que 40 dollars le baril, et malgré le fait qu'Exxon ait même dit qu'elle pourrait produire du pétrole fracturé au Permien pour [15 dollars](#) le baril, cela ne s'est pas produit.

En octobre, Lynn Helms, directrice du département des ressources minérales du Dakota du Nord, a déclaré que le prix du pétrole devrait être de [55 dollars](#) le baril pour que quiconque puisse forer un nouveau puits de pétrole dans le Bakken. Les prix du pétrole ont jusqu'à présent augmenté récemment pour atteindre près de 50 dollars

le baril, mais avec la pandémie qui maintient toujours la pression sur la demande de pétrole, il est peu probable que les prix soient beaucoup plus élevés l'année prochaine.

De nombreuses prévisions tablent sur des prix du pétrole bas pendant plusieurs années, les prix ne revenant pas à 55 dollars le baril [avant 2023](#) – ce qui provoquerait très probablement beaucoup plus de faillites de sociétés de schiste.

Pas d'argent pour nettoyer les dégâts environnementaux

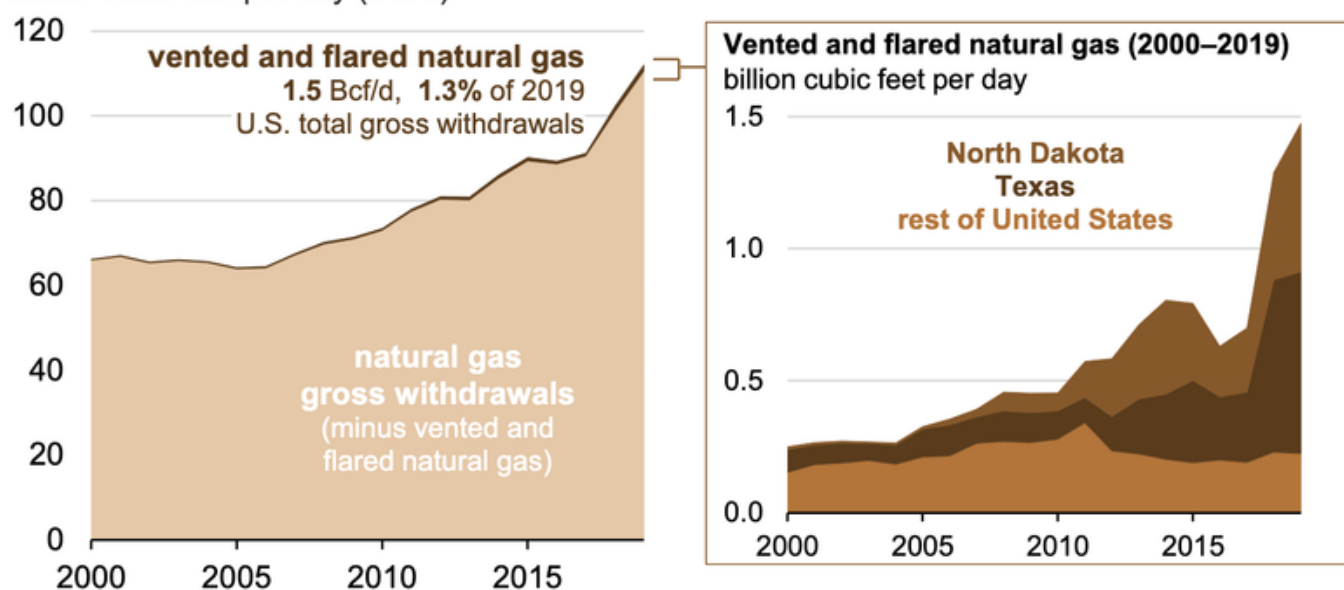
Tout cela se fait au détriment de notre environnement.

L'industrie s'est déchaînée sur les États-Unis sans réglementation adéquate. Elle a donc largement contribué aux [émissions de méthane](#), et l'administration Trump a [réduit](#) les réglementations sur le méthane en 2020. Dans le même temps, les nouvelles réglementations proposées au niveau de l'État du Nouveau-Mexique présentent des lacunes importantes qui exemptent la majorité des puits de l'État et sont donc [inefficaces](#).

L'industrie a également évacué et brûlé d'énormes quantités de gaz naturel, contribuant ainsi au changement climatique et à la pollution de l'air. Le torchage du gaz naturel crée du dioxyde de carbone, gaz à effet de serre, tandis que le rejet du gaz naturel (méthane) dans l'atmosphère sans le brûler est encore pire, car l'impact du méthane sur le climat peut être [85 fois supérieur](#) à celui du dioxyde de carbone sur une période de 20 ans.

Annual U.S. natural gas gross withdrawals (2000–2019)

billion cubic feet per day (Bcf/d)



Source: U.S. Energy Information Administration, [Natural Gas Annual](#)

Note: The *Natural Gas Annual* relies on vented and flared natural gas data reporting by the states, and some states do not collect or publish any data on vented and flared amounts.

Augmentation du gaz naturel brûlé et libéré aux États-Unis. Crédit : [EIA](#)

L'industrie produit également des [déchets radioactifs](#) qui, en raison de l'absence de réglementation, ont été mal éliminés, ce qui a entraîné une [contamination généralisée](#) dans le Dakota du Nord et en [Pennsylvanie](#).

Cependant, les autorités réglementaires ont [décidé](#) en 1998 que cela aurait « un impact économique grave sur l'industrie et sur la production de pétrole et de gaz aux États-Unis ». C'est pourquoi aucune règle n'a été adoptée pour traiter correctement la question des déchets.

Et au-delà de tous ces dommages, l'industrie pétrolière et gazière américaine est confrontée à une facture de 250 milliards de dollars supplémentaires pour le [nettoyage](#) des anciens puits de pétrole et de gaz. Ce coût est répercuté sur le public, car ce sont les États et les municipalités locales qui assument la facture du nettoyage, au lieu d'être payées par l'industrie.

Les entreprises du secteur du schiste font faillite, laissant derrière elles des catastrophes environnementales. Pourtant, les dirigeants sont toujours payés.

Pas de lumière au bout du tunnel

La révolution de la fracturation aux États-Unis a connu un parcours spectaculaire. Le président Barack Obama [voulait](#) à juste titre en revendiquer le mérite et le président Donald Trump a également essayé de la [revendiquer](#) comme son succès. Ni l'un ni l'autre ne reconnaissent publiquement qu'il s'agissait d'une catastrophe financière et environnementale.

L'héritage de la fracturation sera qu'elle a rendu les dirigeants des entreprises de fracturation très riches, car ils ont perdu des centaines de milliards de dollars d'argent des investisseurs tout en empoisonnant le climat et l'environnement et en laissant la facture du nettoyage au public américain.

En décembre dernier, le Wall Street Journal a [publié](#) un article qui commençait par la question suivante : « Investir dans les compagnies pétrolières et gazières a-t-il encore un sens ? »

Pour de nombreuses raisons exposées par le Wall Street Journal, la réponse à cette question pour de plus en plus d'investisseurs est « non ». Et cela est dû en grande partie à la révolution de la fracturation. Le secteur du pétrole et du gaz a toujours été cyclique, mais personne ne s'est jamais interrogé sur sa viabilité future, jusqu'à ce que la fracturation ne dévaste le secteur pendant dix ans, au moment même où l'industrie des énergies renouvelables devenait un véritable concurrent.

[Justin Mikulka](#)

▲ RETOUR ▲

La fête comme si c'était 1984

Par James Howard Kunstler – Le 1 mars 2021 – Source kunstler.com



Un coup fatal au Patriarcat. Cet avatar de la masculinité toxique, Mr Patate, a été jeté dans la même chambre humide de la perdition où les fantômes de [Nathan Bedford Forrest](#), [Theodore Bilbo](#) et [Phyllis Schlafly](#) hurlent et se tortillent – libérant ainsi les milliards de Mr Patate du monde entier de la prison

mentale de la sexualité binaire. Le geste de Hasbro pourrait encore décevoir les légions de l'Ouest en tant que pont – pas assez loin – en attendant les débuts de Mr Patate pour sa [transition de genre](#), avec sa seringue d'hormones et son scalpel, afin que les moins de six ans puissent commencer à planifier leur propre changement de sexe sans l'intervention de Parent 1 et Parent 2, anciennement connus sous le nom de Papa et Maman.

Est-ce une simple coïncidence si cette action au Pays des jouet s'est déroulée la même semaine où une certaine Rachel Levine a été passée au grill lors de son audition de confirmation au Sénat pour le poste de secrétaire adjoint à la santé au sein du ministère de la santé et des services sociaux ? L'audience a basculé vers la transphobie lorsque le sénateur Rand Paul (R-KY) a demandé à [zie](#), un peu trop agressivement, s'ils étaient favorables à ce que les enfants pubères optent pour le changement de sexe en opposition aux parents xyr. Le candidat, qui est lui-même passé de « masculin » à « féminin » en 2011, a répondu que les questions médicales liées aux transgenres sont « complexes et nuancées ». C'est vrai (peut-être). Et probablement plus qu'un sénateur qui est passé d'ophtalmologue à politicien ne pourrait l'apprécier.

Telles sont les grandes préoccupations des dirigeants américains en ces derniers temps de l'empire. Reste-t-il aux progressistes des « premières historiques » à réaliser dans la marche vers un nirvana transhumain ? Un président « sans papiers » ? Une représentation animale à la Chambre et au Sénat ? Des « entités » IA qualifiées pour une fonction publique – Gouverneur Smartphone ? Soyons réalistes, les pitoyables humains de la vieille école qui ont été si longtemps à la tête de l'État font tout un plat de nos affaires. Une caisse enregistreuse pourrait probablement faire un meilleur travail en tant que président de la Réserve fédérale que l'infatigable Jerome Powell. Et un MacBook Pro pourrait faire un meilleur président que Joe Biden dans les brèves heures de fonctionnement quotidien avant que ses marionnettistes « [call a lid](#) » [Conférence de presse sans questions, *NdT*]. Il faudrait leur trouver de nouveaux pronoms personnels, bien sûr.

Les experts et les observateurs nous ont avertis que toute cette agitation artificielle sur le sexe des choses n'est qu'une partie du prélude à un « Grand Reset » dans lequel les gens du monde entier seront rassemblés en corral de comportements ultra-régulés. Bien sûr, les bouvillons et les vaches sont plus faciles à bousculer que les taureaux, et la technologie permettant de transformer les taureaux en bouvillons – ou les hommes en eunuques – n'est pas si complexe ou nuancée. La question est de savoir si suffisamment d'hommes américains se soumettront à la castration, qu'elle soit chimique, financière, politique ou littérale. Peut-être pas.

Les pom-pom girls du *Grand Reset* sous-estiment lamentablement le facteur de désordre dans le système qu'elles ont tant envie d'hégémoniser. Le désordre est exactement ce que le système exprime, et en proportion directe avec la volonté des autorités d'exercer un contrôle tyrannique sur les populations. Non seulement les désordres vont s'aggraver, mais leurs effets vont devenir de plus en plus non linéaires, produisant des conséquences non voulues. Quelqu'un a-t-il remarqué que les programmes d'enseignement supérieur de l'Éveil psychopathe ont reflété le modèle économique en chute libre des collèges et des universités ? Plus ils se sont mis dans le pétrin avec le racket des prêts étudiants, plus l'université a été autorisée à agir de façon folle – jusqu'à demander l'extermination des blancs et l'annulation de la civilisation occidentale. Le modèle économique brisé et la pourriture intellectuelle vont faire tomber beaucoup de ces institutions, et plus vite que vous ne pourriez le croire. Et alors vous n'aurez plus de système d'éducation supérieure. Les gens obtiennent ce qu'ils méritent, pas ce qu'ils attendent.

C'était haletant, c'est sûr, mais à l'approche du printemps 2021, avec le système bancaire qui se désagrège et les marchés qui vacillent, avec l'expulsion de plus d'Américains de leurs quartiers d'habitation mais aussi de la classe moyenne, avec les conflits entre les États et le gouvernement fédéral, et avec les nouveaux combats de rue, les pillages et les meurtres dans les villes, ce ne sera plus aussi amusant. Il y aura beaucoup plus à s'inquiéter que du sexe des jouets.

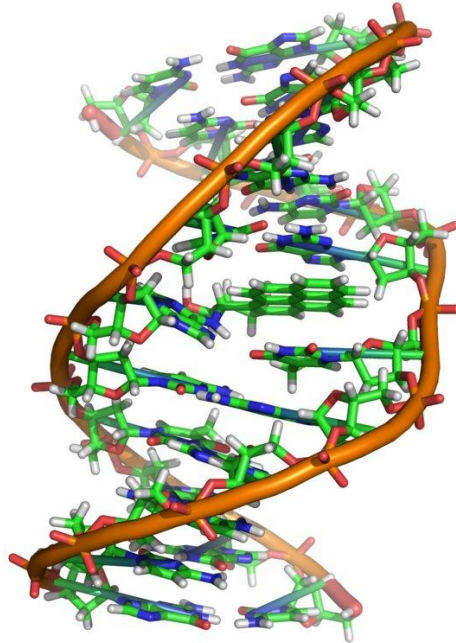
Il n'y a aucune chance que tous les Américains soient rassemblés dans un corral de monnaie numérique sans cash qui équivaut à une castration financière. Nous sommes trop nombreux à apprécier la liberté de ne pas faire

suivre chacune de nos transactions financières par Big Brother. Si le dollar s'effondre, le Texas et la Floride pourraient être amenés à émettre leur propre monnaie, et d'autres États pourraient suivre leur exemple – voire les suivre dans un réalignement politique épique indépendant du marais de Washington DC. Et beaucoup de citoyens de ce pays en ont assez de Google, de Facebook et du reste des monopoles technologiques qui s'immiscent dans la politique et bousculent tout le monde. Le temps est venu pour les chefs de ces groupes de commencer à s'inquiéter de leur propre liberté.

▲ RETOUR ▲

Les variantes de COVID atteignent une vitesse d'évasion

Par Kurt Cobb, initialement publié par Resource Insights 28 mars 2021



Le dense réseau de transport mondial construit par l'homme fait désormais circuler des variantes (mutations) de COVID-19 à travers le monde depuis leur pays d'origine. La variante britannique (appelée B.1.1.7), la variante brésilienne (appelée P.1) et la variante sud-africaine (appelée B.1.351) sont toutes en course à travers le monde. Cela ne devrait pas être surprenant puisque ces trois variantes sont considérées comme plus contagieuses que le virus original.

La variante brésilienne serait capable de réinfecter les personnes qui ont déjà eu le virus original. Et elle pourrait être plus à même d'échapper aux protections créées par les vaccins.

Ce phénomène n'est pas surprenant pour les personnes qui comprennent les virus, en particulier celles qui connaissent les coronavirus. Il y a presque exactement un an, je dînais en face d'un collègue qui en sait long sur les coronavirus. Permettez-moi de résumer ce qu'il m'a dit :

Les coronavirus mutent très fréquemment. Il y en a quelques-uns (trois ou quatre) qui causent ce que nous appelons le rhume. D'autres types de virus sont également à l'origine de rhumes. Une fois que vous avez un rhume causé par un coronavirus, vous n'êtes pas définitivement immunisé contre les rhumes causés par ce groupe de virus. L'immunité s'estompe assez rapidement et, dans tous les cas, vous pouvez être infecté par une autre version du virus qui cause le rhume. En outre, les coronavirus à l'origine des rhumes mutent constamment, ce qui rend impossible la création d'un vaccin efficace qui les couvrirait tous. On s'attend à ce que, même si un vaccin était possible, l'immunité qu'il procure ne dure pas. Si le COVID-19 se comporte comme d'autres coronavirus - et il n'y a aucune raison de croire que ce ne sera pas le cas - il est probable qu'il

n'y aura pas de vaccin efficace, même si plusieurs sont initialement développés et déployés.

Tout cela m'a été communiqué il y a un an, et correspondait à ce que je pouvais trouver sur Internet au sujet des coronavirus. Ce qui m'a intrigué, c'est que ces faits n'étaient pas ou peu évoqués dans les médias lorsqu'ils couvraient le développement des vaccins. On semblait supposer 1) qu'il n'y aurait qu'une seule version du virus COVID-19 ou du moins de nombreuses versions très similaires et 2) que l'immunité conférée par un tel vaccin durerait longtemps.

Nous pouvons maintenant écarter la première hypothèse. Cependant, il ne s'est pas écoulé suffisamment de temps depuis que les vaccins ont commencé à être administrés pour déterminer si la deuxième hypothèse est vraie. Mais la véracité de la deuxième hypothèse peut devenir sans objet si le virus COVID-19 mute suffisamment pour contourner les protections offertes par le lot actuel de vaccins.

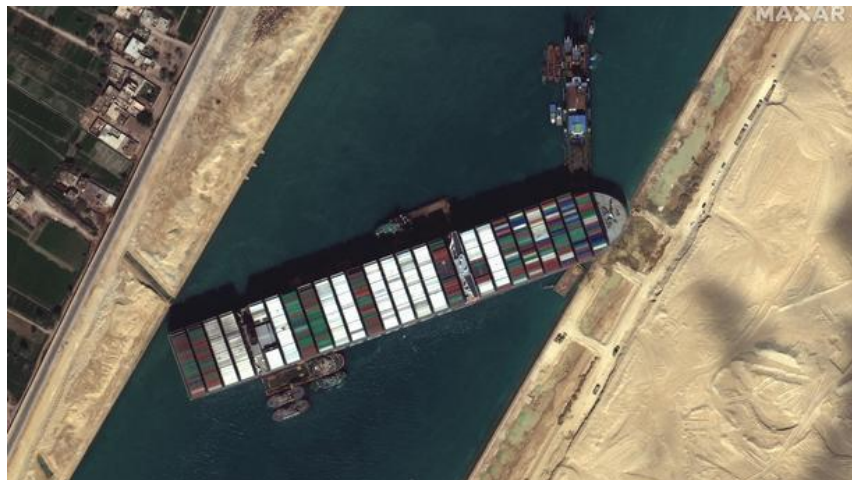
Le PDG du géant pharmaceutique Johnson & Johnson a déclaré le mois dernier que les gens pourraient devoir recevoir des doses annuelles de vaccins COVID-19 en raison de la prolifération des mutations. A l'époque, cela ressemblait à une admission que le COVID-19 deviendrait endémique. Mais il est certain que ce PDG et d'autres personnes de l'industrie savaient que cela était probable dès le départ. Ils ont simplement omis de le mentionner lors des discussions publiques sur les vaccins. Je pense que cela aurait été mauvais pour les affaires.

Il se peut que même cette déclaration du PDG de Johnson & Johnson soit trop optimiste si l'évaluation de mon collègue s'avère correcte. Nous pourrions alors être contraints de nous appuyer sur des mesures de santé publique et individuelle du type de celles que j'ai déjà évoquées à deux reprises (ici et ici).

▲ RETOUR ▲

L'Ever Given bloque toujours le canal de Suez : le point sur la situation

M.D. 28 mars 2021



SAUVETAGE - Le porte-conteneurs géant Ever Given bloque depuis mardi l'accès au canal de Suez, provoquant un gigantesque embouteillage. Les opérations se poursuivent ce dimanche pour déloger le cargo, avec l'espoir d'une sortie de crise en début de semaine prochaine.

Après l'échec de vendredi, une nouvelle tentative est en cours pour tenter de remettre à flot l'Ever Given. Le mastodonte, d'une longueur de 400 mètres pour un poids de plus de 220.000 tonnes, bloque toujours ce dimanche l'accès au canal de Suez, l'une des voies navigables les plus fréquentées du monde.

Six jours après son échouement, et malgré les efforts phénoménaux déployés, le porte-conteneurs géant est toujours coincé en travers. Quatorze remorqueurs, épaulés par des engins de chantier sur la berge, sont désormais à pied d'œuvre pour désensabler le cargo au plus vite.

À quand un retour à la normale ?

La situation pourrait se débloquer, dans le meilleur scénario, en début de semaine prochaine. Samedi, le navire a *"bougé de 30 degrés sur la droite et la gauche"* pour la première fois, un *"bon indicateur"* de l'évolution des efforts pour dégager le navire, indique l'Autorité égyptienne du canal de Suez (SCA) [dans un communiqué](#). La tâche n'en est pas moins titanesque : il faudrait ainsi retirer de 15.000 à 20.000 mètres cubes de sable et atteindre une profondeur de 12 à 16 mètres pour remettre en circulation le navire, ont indiqué les autorités égyptiennes.

Une marée haute avec un important coefficient prévu ce dimanche soir pourrait toutefois faciliter la remise à flot du navire, estime Plamen Natzkoff, expert chez le spécialiste des marchés maritimes VesselsValue. Mais *"s'ils ne parviennent pas à le débloquer lors de cette marée haute, la prochaine n'aura pas lieu avant deux semaines"*, met en garde cet expert. En cas d'échec lors de cette nouvelle tentative, les équipes n'auront pas d'autre choix que d'alléger le navire en procédant à l'enlèvement de conteneurs. Une option qui aurait pour conséquence un très grand retard pour la reprise du trafic.

Les pertes se chiffrent en milliards d'euros

L'opération, titanesque, est à la mesure des pertes phénoménales qu'entraîne cet incident, alors que plus de 300 bateaux sont actuellement coincés aux deux extrémités du canal. Sur cet axe stratégique – trait d'union entre l'Europe et l'Asie – transite pas moins de 8,1 milliards d'euros de marchandises chaque jour, selon [la revue spécialisée Lloyd's list](#). Un coût pur le commerce mondial que l'assureur Allianz évalue pour sa part à *"4 à 8 milliards d'euros"* par jour. De fait, à chaque heure qui passe, le manque à gagner pour l'économie mondiale se chiffre en centaines de millions d'euros.

Cargo échoué dans le canal de Suez : quelles sont les conséquences économiques de l'arrêt de la circulation ?

Un porte-conteneurs géant bloque toujours cette voie maritime où transite habituellement des milliards de dollars de marchandises chaque jour.

[franceinfo avec AFP](#) Publié le 27/03/2021



Une pelleteuse essaie de dégager le navire Evergreen encastré dans le canal de Suez (Egypte), le 25 mars 2021.

Une pelleteuse face à un navire titanesque. La photographie de ce duo improbable, largement diffusée sur les réseaux sociaux, peut prêter à sourire face à l'immensité du défi que tente de relever ce bras articulé. Depuis son échouage mardi 23 mars, l'*Ever Given* est toujours [bloqué en travers du canal de Suez](#), empêchant la reprise complète du trafic maritime dans la région.

Le naufrage du porte-conteneurs pourrait avoir un coût pharaonique. Car en bloquant cette voie maritime très fréquentée, le navire de 220 000 tonnes et 400 m de long a enrayé le fonctionnement d'une partie du commerce mondial. Explications.

Des dizaines de bateaux à l'arrêt

L'interruption du trafic sur le canal de Suez a immédiatement créé un bouchon. Selon la revue navale [Lloyd's List](#) (*en anglais*), plus de cinquante navires par jour empruntent quotidiennement cette voie en temps normal. Depuis mardi, l'Autorité du canal de Suez a rouvert une partie plus ancienne pour détourner certains navires, mais ce passage ne peut accueillir que des embarcations plus petites.

En attendant, 46 vraquiers et des dizaines de pétroliers et porte-conteneurs trop grands pour emprunter cette voie de secours étaient immobilisés vendredi 26 mars aux deux entrées du canal, attendant un redémarrage du trafic, toujours selon [Lloyd's List](#). Mais celui-ci pourrait tarder...

Si le propriétaire de l'*Ever Given* a déclaré avoir bon espoir [que le navire soit débloqué dans la soirée du samedi 27 mars](#), la société chargée de renflouer le porte-conteneurs a plutôt évoqué de son côté "*plusieurs jours voire des semaines*" de travaux.

Des retards de livraison à prévoir

Chaque jour, 5,1 milliards de dollars de marchandises transitent par le canal de Suez en direction de l'Europe (4,3 milliards d'euros), selon la revue *Lloyd's List*. Et vers l'Asie, c'est 4,5 milliards de dollars (3,8 milliards d'euros) de marchandises qui sont acheminés quotidiennement. C'est dire le coût qu'a l'arrêt de la circulation sur cette voie maritime hautement stratégique.

Le retard impliqué par le blocage a conduit le géant du transport maritime Maersk et l'Allemand Hapag-Lloyd à envisager de dérouter ses navires pour passer par le cap de Bonne-Espérance. Soit un détour de 9 000 kilomètres, qui rallongerait de dix jours les délais de livraison. Au moins quatre pétroliers songent à faire de même. Mais un tel changement de trajectoire aurait un coût en carburant important.

"Il se peut qu'on reçoive des choses un peu plus tard que prévu et que les exportations européennes traînent un peu", explique Paul Turret, directeur de l'Institut supérieur d'économie maritime, [à franceinfo](#). Car "le canal de Suez apporte tout ce qui est fabriqué en Chine", précise-t-il.

Vers une hausse du prix du pétrole ?

La nouvelle du blocage a fait bondir les cours du pétrole jusqu'à 6% mercredi, avant de retomber jeudi. En temps normal, des milliers de barils de pétrole, pour la plupart en provenance du Proche-Orient, voyagent chaque jour en empruntant le canal de Suez. Le trafic représente *"environ 10%"* des importations de pétrole européen, estime Paul Turret, interrogé par [France 3](#) cette fois.

S'il dure, le blocage pourrait même avoir un impact sur le prix du carburant en France et en Europe. *"Quand il manque un peu de fluidité [dans le transport] de l'or noir, ça se répercute sur les prix à la pompe"*, explique le spécialiste. Pour l'instant, aucune hausse n'a toutefois été relevé sur le prix de l'essence et du gazole.

Un impact dans de multiples domaines

Près de 10% des échanges commerciaux maritimes internationaux passent par le canal de Suez. A l'instar du pétrole, les cours de divers produits pourraient donc augmenter si la situation devait perdurer : *"Il peut y avoir des pénuries"*, avertit le géopolitologue Christian Bouchet, directeur du Centre d'études de la mer à l'Institut catholique de Paris, auprès de [France 3](#).

Les tarifs du fret maritime pourraient eux aussi grimper en flèche après cet accident car le nombre de transporteurs disponibles pourrait être réduit dans les prochaines semaines, prévient la revue *Lloyd's list*. Par ailleurs, le blocage va peser sur l'économie égyptienne : le canal de Suez a rapporté au pays plus de 5 milliards de dollars en 2020.

▲ RETOUR ▲

Selon les experts, le marché du cuivre est confronté à une pénurie d'approvisionnement alimentée par la diminution des découvertes.

Kip Keen S et P Global 18 juin 2020



La mine de cuivre géante de Chuquibambilla au Chili.

Selon Kevin Murphy, analyste de S&P Global Market Intelligence, la baisse du taux de découverte de gisements de cuivre constitue une menace à long terme pour l'approvisionnement en cuivre dans un secteur où il faut généralement plus de 15 ans pour mener les découvertes à la production.

"Ces futures mines devraient vraiment être en phase de faisabilité maintenant, mais ce n'est pas le cas", a déclaré M. Murphy.

Dans un rapport de recherche publié le 15 juin, Kevin Murphy a qualifié la décennie 2010-2019 de "décennie la plus sombre" pour les découvertes majeures depuis 1990. Murphy a noté que 224 découvertes majeures de cuivre ont été faites depuis 1990, mais seulement 16 au cours de la dernière décennie, et il n'y a eu qu'une seule découverte majeure depuis 2015.

Si le secteur dispose de réserves suffisantes pour répondre à la demande à court terme, il devra faire face à une baisse de l'offre minière d'ici une dizaine d'années, car peu de développements majeurs de cuivre entrent dans le pipeline de projets. Il s'agit d'un problème à long terme sans solution simple.

M. Murphy, comme d'autres analystes, a déclaré que le secteur minier a de plus en plus orienté les fonds d'exploration vers des cibles proches de la mine au cours des dernières décennies, plutôt que vers des projets plus risqués en phase de démarrage ou vers l'exploration greenfield. Les budgets consacrés aux nouveaux projets de cuivre ont été réduits de moitié depuis 1990 en ce qui concerne leur part des dépenses d'exploration, a noté M. Murphy.

"Les entreprises se concentrent davantage sur les actifs établis : les petites sociétés sur des projets dont les ressources sont établies et les grandes sociétés sur leurs sites miniers et aux alentours", a déclaré M. Murphy dans le rapport de recherche. "Bien que certaines nouvelles découvertes majeures aient été trouvées dans des projets à un stade avancé et dans des camps miniers existants, la probabilité de trouver de nouvelles découvertes majeures dans ces projets est plus faible que dans des perspectives plus risquées à un stade précoce."

Une pénurie de l'offre, si elle devait se concrétiser, pourrait pousser les prix du cuivre à la hausse à plus long terme, ce qui pourrait rendre les gisements à faible teneur plus économiques à développer et encourager l'exploration greenfield.

Les budgets globaux d'exploration du cuivre ont atteint un sommet en 2012, à 4,70 milliards de dollars US, mais ils ont diminué depuis, les principaux exploitants miniers se concentrant sur la réduction des coûts et le remboursement de la dette. La discipline en matière de coûts est devenue un thème clé pour les mineurs ces dernières années, car ils cherchent à éviter de courir après les volumes et à viser plutôt des marges plus élevées.

En conséquence, les budgets d'exploration du cuivre ont été réduits, tombant à 1,58 milliard de dollars US en 2016, puis remontant progressivement pour atteindre 2,32 milliards de dollars US en 2019. La diminution des financements et l'abandon de l'exploration greenfield ont contribué à la baisse des taux de découverte, les mineurs se concentrant sur leurs résultats financiers, selon M. Murphy.

"Si vous avez besoin de pneus pour votre camion, vous allez les acheter en premier", a-t-il dit, ajoutant que l'exploration est souvent l'un des premiers postes à subir des coupes budgétaires lorsque les mineurs sont confrontés à des marchés de métaux plus faibles, comme c'est le cas ces dernières années.

Joe Mazumdar, qui dirige Exploration Insights, a décrit le secteur comme manquant de motivation pour se concentrer sur le cuivre et, comme Murphy, a déclaré que le déclin des découvertes finirait par rattraper le marché.

"Ces personnes ne trouvent pas assez de cuivre, et le problème est qu'il va y avoir une fenêtre, à partir de 2025, où beaucoup de ces projets, s'ils n'existent pas maintenant, ne vont pas tomber de l'espace sur la Terre et donner

un gisement", a déclaré Mazumdar.

M. Mazumdar a déclaré que la pénurie de découvertes de cuivre a poussé les mineurs à aller de l'avant avec des gisements qui sont plus difficiles à exploiter, notamment en termes de métallurgie. M. Mazumdar a noté que le minerai plus propre, avec moins de matières toxiques à éliminer, est de plus en plus rare.

"Ce sont les choses qui se passent en arrière-plan pour faire des gisements qui, probablement dans un bon marché du cuivre avec beaucoup de projets, seraient au fond du baril", a déclaré Mazumdar. "Tout le monde a le même problème".

Un point positif pour la découverte de cuivre et le développement de projets pourrait venir du prix de l'or, qui a grimpé en 2020, a déclaré Mazumdar. L'or et le cuivre sont souvent associés dans certains types de gisements plus importants, comme les porphyres, et les explorateurs d'or et les mineurs plus diversifiés peuvent tirer parti de cette force de prix pour se concentrer sur ce type de minerai.

"Les personnes qui peuvent le voir et qui pourraient faire quelque chose à ce sujet sont les diversifiés et les mineurs d'or à la recherche de cuivre porphyrique avec des crédits d'or", a déclaré Mazumdar. "Mais les mineurs de cuivre ne peuvent rien faire pour l'instant".

▲ RETOUR ▲

Le dico de ma fille et l'obscurantisme

Sylvestre Huet Publié le 23 mars 2021

{Sciences²}

Le blog de **Sylvestre Huet**, journaliste,
spécialisé en sciences depuis 1986

La crise sanitaire due à la Covid-19 souligne à quel point nos sociétés ont besoin d'une culture scientifique largement répandue dans la population. C'est une des conditions pour qu'elle puisse réagir avec raison et efficacité aux politiques publiques fondées sur la science (vaccination, gestes barrières...). C'est un combat, montre un petit détour par le dictionnaire Larousse.

Le Coronavirus, c'est un truc qui n'existe pas. Qui a été inventé pour nous faire peur et nous museler. Qui sera le prétexte à nous vacciner avec un produit contenant un bidule électronique permettant de nous pister par la 5G... si si si, je vous le dit, je l'ai lu sur Internet. Vous avez tous entendu, plus ou moins, ces affirmations allant du simple doute à la construction d'un mythe totalement dingue sur la crise sanitaire due au Sars-Cov-2 qui a déjà fait plus de 2,2 millions de morts, dont près de 92 000 en France. Et donc vécu cette situation où l'on se demande où est passé « le bons sens » cher à Descartes. Et surtout où sont passées les connaissances de base en biologie et médecine qui devraient être partagées par toute la population. Des connaissances qui nous conduisent à vacciner nos enfants contre des maladies infectieuses hier dévastatrices, à veiller à l'hygiène de nos aliments et de nos corps, pour nous protéger des bactéries et des virus.

Les chiffres clés en France au 22/03/2021, arrêtés à 14h (mis en ligne en fin de journée)

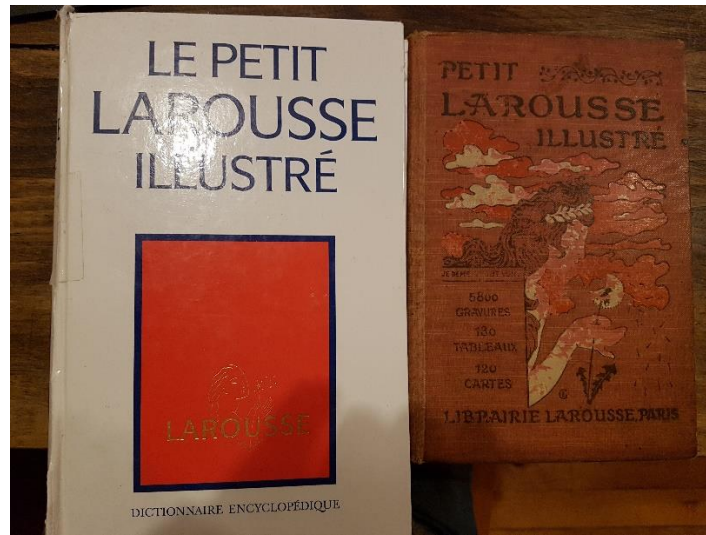


Cette longue crise sanitaire a mis en relief l'exigence de partage des savoirs scientifiques comme un élément indispensable à la bonne santé de nos sociétés. Bonne santé physique, mais aussi morale et démocratique. Comprendre les incertitudes devant un virus émergent, mais aussi la nécessité des mesures pour en endiguer la propagation lorsque n'existent ni traitement efficace ni vaccin, devient une obligation si l'on veut que ces mesures soient acceptées et non imposées de force. S'il ne s'agit pas de transformer chacun en expert médical et épidémiologiste, certaines connaissances sont indispensables à toute réflexion autonome.

Mais fait-on vraiment ce qu'il faut pour réduire l'écart entre les connaissances scientifiques existantes, la méthode scientifique, et les savoirs communs ? A t-on vraiment la bonne attitude permettant aux générations de tous âges de s'appuyer sur cette méthode pour séparer le bon grain de l'ivraie, les informations solides et les intox qui se répandent à la vitesse de la lumière sur Internet ?

Astrologie

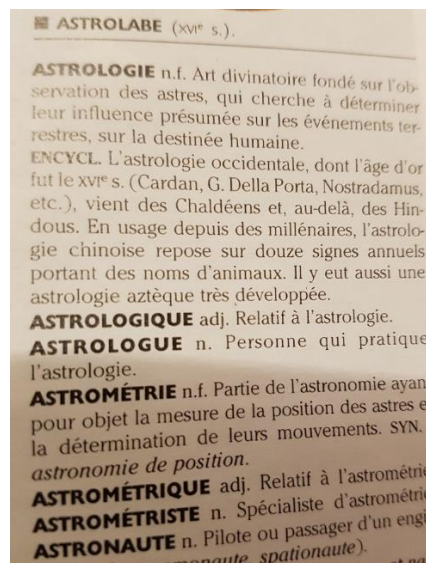
Une petite comparaison sur un siècle de distance permet de juger si l'on prend la bonne direction pour cette action visant à faire de la méthode scientifique la démarche privilégiée par toute la population, au détriment des «on m'a dit », «je ne sais pas mais je pense que», surtout lorsqu'il s'agit de phénomènes naturels étudiés par des dizaines de milliers de chercheurs dans le monde. Une comparaison qui porte sur l'un des dictionnaires les plus utilisés par nos enfants : le Petit Larousse illustré.



A la fin de son école primaire, le jour de la sortie des classes de son Cours Moyen 2, ma fille, comme tous les autres élèves en partance pour le Collège, a reçu un cadeau de la municipalité. *Le Petit Larousse illustré*, édition de 1997. Avec un petit mot du maire de la ville, soulignant que ce dictionnaire serait «une source précieuse d'informations ».

Voici ce que donne l'entrée astrologie :

ASTROLOGIE : Art divinatoire fondé sur l'observation des astres qui cherche à déterminer leur influence présumée sur les événements terrestres, sur la destinée humaine. **ENCYCL.** L'astrologie occidentale, dont l'âge d'or fut le XVI^e s. (Cardan, G. Della Porta, Nostradamus, etc.) vient des Chaldéens et, au-delà, des Hindous. En usage depuis des millénaires, l'astrologie chinoise repose sur douze signes annuels portant des noms d'animaux. Il y eut aussi une astrologie aztèque très développée.

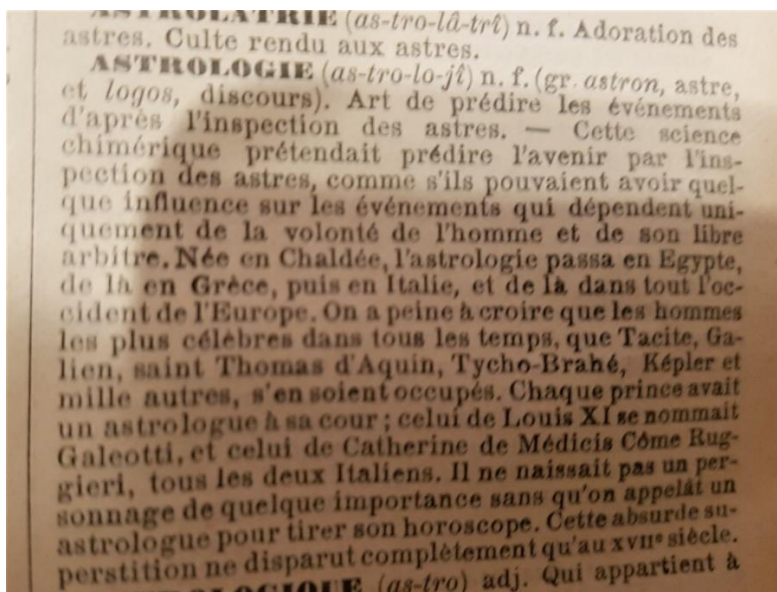


Un ton très neutre, tout à l'indicatif, avec juste un gentil « présumée » pour qualifier l'influence des astres sur votre destin et des précisions historiques qui font de cet « art divinatoire » un élément ancien et solide de notre rapport au réel.

Science chimérique, absurde superstition

Pourtant, le même Larousse illustré, mais dans son édition de **1908** (34ème édition), indique une autre manière d'informer le jeune lecteur. A l'entrée Astrologie on lit, entre autres, ceci :

Art de prédire les événements d'après l'inspection des astres. **Cette science chimérique prétendait prédire l'avenir par inspection des astres comme s'ils pouvaient avoir quelque influence sur les événements qui dépendent uniquement de la volonté de l'homme et de son libre arbitre** (c'est SH qui souligne en gras). On a peine à croire que les hommes les plus célèbres dans tous les temps, que Tacite, Galien, saint Thomas d'Aquin, Tycho-Brahé, Képler et mille autres, s'en soient occupés, cette absurde superstition ne disparut complètement qu'au XVIIe siècle.



Controverse

nagazine

F / madame
FIGARO

style ▾ Beauté & Bien-être ▾ Société & Business ▾ Art de vivre ▾ Cuisine ▾ Culture ▾

quotidien

Par Tiphaine Honnet • Le 05 février 2021



Exit les boules de cristal, cinq podcasts vous expliquent comment maîtriser cette science des astres et en apprendre plus sur soi.
Getty Images

Sur écoute.- Tous les 15 jours, la rédaction vous propose cinq émissions audio pour enrichir votre quotidien. Cette semaine, focus sur l'astrologie. Exit les boules de cristal ; dans cet océan d'incertitudes, spécialistes et amateurs expliquent comment maîtriser cette science des astres et en apprendre plus sur soi.

Les auteurs du Larousse de 1908 ont pris leur désir de rationalité pour la réalité. Aujourd'hui encore des millions de Français croient à l'influence des astres (site web du Figaro ci-contre)... et ne savent pas grand chose des virus et bactéries ni de la méthode scientifique.

Mais le dictionnaire de 1997 avait déjà abandonné le combat rationaliste, au profit d'une présentation de cette «*absurde superstition*» que ne répudieraient pas certains courants de la sociologie contemporaine, y voyant plutôt une «*controverse*» où tous les points de vue doivent être respectés.

Leçon ? Il ne suffit pas de se fixer des objectifs de partage des savoirs scientifiques, à l'école, dans les moyens d'information, sur les réseaux sociaux numériques. Il faut prendre le temps de déconstruire, démolir, combattre... toutes les idées fausses, superstitions et autres «*absurdités*» qui encombrant les esprits. Parce qu'elles se reconstruisent sans cesse, fondées en partie sur le bon sens, l'observation non instruite des phénomènes, des biais cognitifs issus de l'évolution de notre espèce et auparavant outils de survie de nos ancêtres, etc. Et surtout, parce qu'elles entravent l'effort nécessaire et souvent difficile pour se doter des connaissances utiles, voire indispensables, au citoyen lorsqu'il doit participer à une politique publique fondée sur la science. Ou participer à une discussion démocratique sur l'usage d'une technologie – comme la vaccination – issue de ces connaissances. La culture scientifique est un combat. Il se mène partout, tout le temps, à tous âges.

▲ RETOUR ▲

Écologie, collapse : mieux vaut en rire qu'en pleurer

Par Cyrus Farhangi mars 2021



Après un démarrage tantôt ouin-ouin, tantôt agacé par les Cornucopiens, les technolâtres et les climato-sceptico-négato-réalistes, [mon post LinkedIn](#) a pris un virage plus humoristique et détaché. Mécanisme de défense ? Peut-être. Profitons-en en tous cas tant qu'on a encore le luxe d'en rire. De surcroît, par des parallèles plus ou moins capillotractés, cela permet de valoriser une partie du riche patrimoine comique français et américain. Tour d'horizon avec cette compilation.

(Rigoler émet très peu de CO2, contrairement à la vidéo en ligne : vous pouvez regarder en basse définition pour limiter votre impact)

1) Les Inconnus - Beyrouth : ou les guéguerres entre micro-communautés écologistes

Pour parler de limites planétaires il y a heureusement les livres et les réseaux sociaux sinon on s'ennuierait comme des rats morts avec les platitudes des grands médias. Tous les courants et micro-communautés qui suivent sont stimulants. Par contre c'est déjà la pagaille alors qu'on n'est qu'en 2020.

Les techno-découplo-éco-modernistes (un peu fâchés avec les maths mais sans surprise largement dominants)
 Les ingénieurs décroissantistes
 Les agronomistes sols-vivantistes
 Les transhumanistes "y a qu'à programmer des humains moins consommateurs de ressources"
 Les anarcho-primitivistes (mais on garde Internet et le RSA, faut pas non plus déconner)
 La théorie complotiste du Nouvel Ordre Mondial éco-franc-maçonnique
 Les autonomistes et localistes
 Les éco-patriotes souverainistes
 Les colapso-dépressifs dépolitisés attendant que ça s'effondre encore plus pour dire "bon voilà, ça s'est effondré"

encore plus"

Les conservationnistes

Les golpistes

Les anti-spécistes et veganistes

Les néo-malthusiens dénatalistes

Les escapistes et les preppers survivalistes

Les facho-effondristes "on va exterminer les macaques" (ils ne sont pas très conservationnistes)

Les minimalistes fauchés, du coup l'écologie ça tombe bien

Les éco-autoritaristes

Les néo-ruralistes

Les climate doomistes

Les libertaires anarcho-socio-écologistes

2) Monsieur Verneuil - "On a encore le droit de constater dans notre pays ? Alors je constate" : ou le droit de constater que les ENRi/a/d/n/p/s/f/d/s/u/c/l/a/m (énergies renouvelables intermittentes, aléatoires, diffuses, non-pilotables, sans fonction de stock, un café, l'addition, merci) représentent encore une faible part du mix énergétique, même en Allemagne

[D'après ces données de l'AIE](#), en 2019, "wind, solar etc." représentaient 5,3% de l'approvisionnement énergétique total de l'Allemagne. Et on parle ici du pays industrialisé le plus avancé dans sa "transition".

Combien coûte ce résultat ? D'après la Cour Fédérale des Auditeurs d'Allemagne, 32 milliards d'euros par an entre 2013 et 2018. D'après la Düsseldorf Institute for Competition Economics, la facture totale s'élèverait à 520 milliards d'ici 2025 (sources en commentaires). Voici des institutions a priori non-contrôlées par la vieille nucléocratie française ringarde et seule au monde à ne pas vouloir rentrer dans le 21e siècle.

Alors certes, l'Allemagne s'est lancée dans l'aventure alors que les ENR étaient encore assez chères (quoique... Spiegel annonce un coût de 2000 à 3400 milliards d'ici 2050). Certes, les ENR vont encore faire des progrès. Et certes, des gens brillants annoncent un monde 100% ENR où les Burkinabés pourront consommer no limits comme l'Américain moyen.

Mais en attendant tout ça, je regarde les données et je constate. Comme dirait Monsieur Verneuil (sur un sujet qui n'a rien à voir) "c'est un constat, c'est juste un constat, on a encore le droit de constater dans notre pays ? alors je constate."

L'Allemagne aussi apparemment est un pays où on a encore le droit de constater. Alors ils constatent.

<https://www.spiegel.de/international/germany/german-failure-on-the-road-to-a-renewable-future-a-1266586.html>

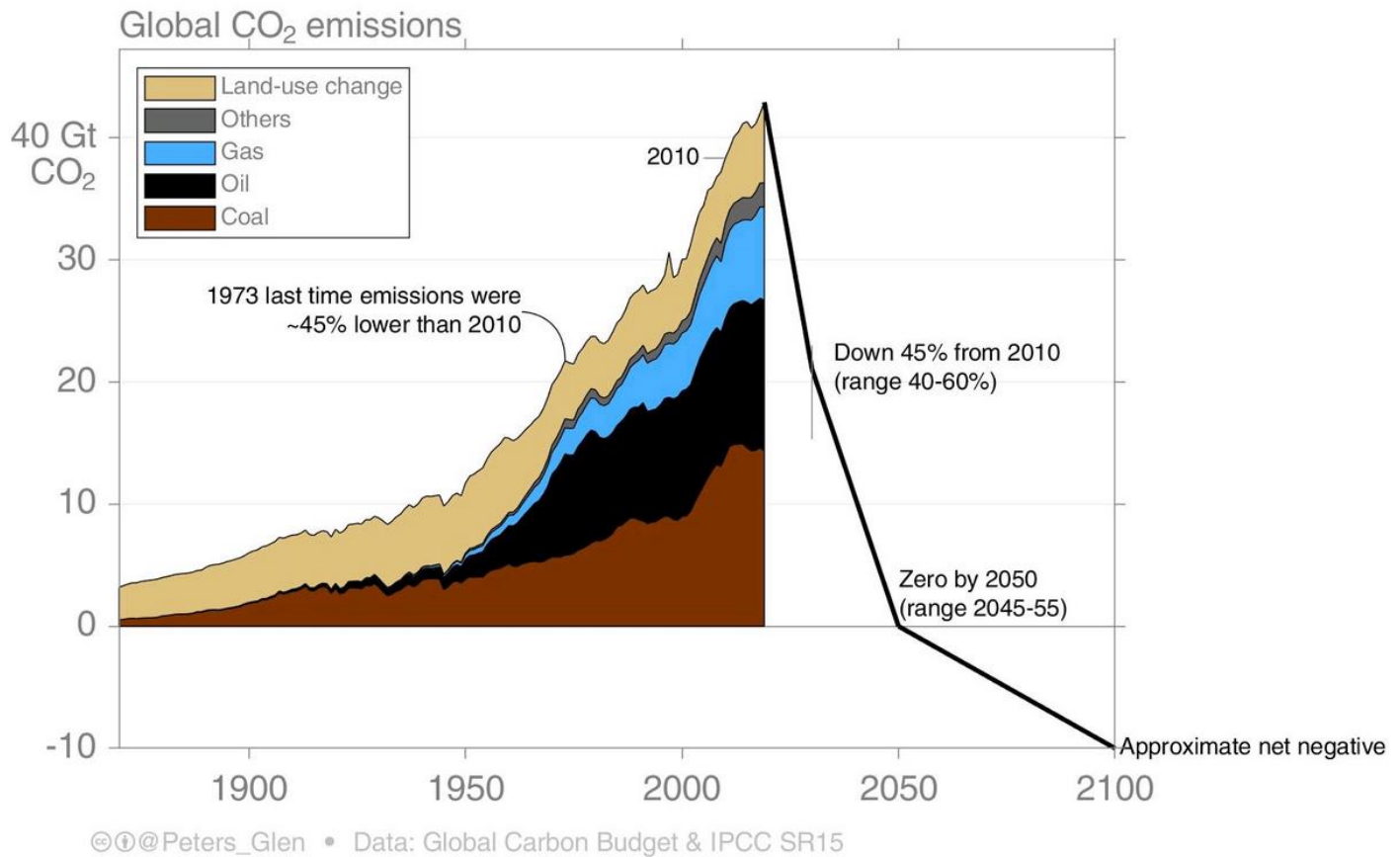
<https://www.forbes.com/sites/michaelshellenberger/2019/05/06/the-reason-renewables-cant-power-modern-civilization-is-because-they-were-never-meant-to/?sh=19b6eab2ea2b>

<https://www.cleanenergywire.org/factsheets/how-much-does-germanys-energy-transition-cost>

<https://www.thegwpf.com/german-energiewende-to-cost-staggering-e520-billion-by-2025-first-full-cost-study-finds/>

3) Alain Chabat - "Il va falloir vous décider pour l'hélico parce que là il reste plus que 1"

(7:30) : ou l'urgence climatique pour laquelle il va potentiellement falloir commencer à envisager de brainstormer l'éventualité de considérer l'opportunité de méditer sur le bien-fondé d'explorer une analyse coût-bénéfices de la possibilité de se sortir les doigts du uq (cf. cet extrait de South Park - Manbearpig, une allégorie du changement climatique)



Ça commence à être tendu pour tenir l'objectif de division de nos émissions de GES par 2 d'ici 2030. Surtout que pour le moment, la priorité est de retrouver les niveaux de 2019, [d'ailleurs ça on sait faire](#). A ce rythme-là, l'objectif en 2029 sera de réduire les émissions de 70% en une seule année.

Un scénario optimiste (mais lucide) encore imaginable serait qu'une fois que l'humanité vivrait "pour de vrai" un monde à +1,5-2C (donc vers les années 30) on mettrait de côté la mascarade climatosceptique ou techno-solutionniste, et on prendrait les décisions qui s'imposent. Rien n'est moins sûr cependant.

- Il serait un peu trop tard en raison de l'inertie climatique, éventuellement des boucles de rétroaction.
- Rien ne garantit qu'un segment suffisamment significatif de l'humanité ne continuerait pas sa fuite en avant, avec de nouveaux moyens de diversion.
- La Chine l'Australie et l'Inde sont assises sur de vastes quantités de charbon (qui restera une énergie bon marché et facilement exploitable), sont également très vulnérables face à la dérive climatique, et vont avoir besoin d'énergie pour avoir de l'eau, de la nourriture, des villes vivables... Idem pour le Moyen-Orient qui aura besoin de son pétrole pour tenir aussi longtemps que possible. En France on a le nucléaire comme amortisseur, eux ils ont le pétrole et le charbon.

4) Palmashow - Babylone : ou les dissidents altermondialistes ou anarchistes pas forcément toujours cohérents

Clip hilarant qui soulève les éventuelles contradictions des "anti-système". Un peu caricatural, mais pas tant que ça. Clip qui peut également rappeler :

- les libéraux qui pestent contre l'interventionnisme mais viennent ramper devant l'Etat et les Banques Centrales dès que ça tourne au vinaigre (pour ensuite fustiger la "soviétisation" de l'économie, tout en reconnaissant qu'on n'avait pas le choix... mais bouh les Bolcheviks quand même)
- les pourfendeurs de notre "système social trop généreux" qui enchaînent les ruptures conventionnelles et les années sabbatiques financées par le chômage
- ceux qui ont pu partir à la retraite à 60 ans tout en soutenant que ce fut la pire des bêtises de gauche (alors augmentons la CSG ou baissons les pensions pour réparer l'injustice ? Ah bah non)
- certains expatriés qui prennent de haut notre pays "arriéré" mais ne manquent pas de revenir s'y faire soigner quand ils ont un pépin de santé
- idem pour les anti-vax et adversaires de "Big Pharma"
- les décroissantistes révoltés lorsque leur augmentation annuelle passe sous 4%
- les identitaires qui ne veulent travailler ni sur les chantiers, ni dans les champs, ni dans les cuisines etc.
- les anti-mondialistes qui ont finalement voté Macron quand on leur a expliqué qu'il allait falloir payer leur iPhone 5000 €

5) Louis CK - Everything is amazing and nobody's happy : les solutions technologiques existent, mais sont gaspillées sur une civilisation pourrie gâtée

J'ai déjà lu des gens disant "les scientifiques tombent de plus en plus dans la collapsologie alors qu'ils feraient mieux de chercher des solutions". Pardon mais il me semble que la science fournit déjà bien plus qu'il n'en faut. Le problème est que ce génie humain est gaspillé sur une "civilisation" pourrie gâtée.

La révolution des énergies fossiles et le procédé Haber-Bosch nous permettent de nourrir correctement plus de 6 milliards de personnes (VS qq centaines de millions au 19e siècle). Dans un pays comme la France, nous sommes quasiment tous déchargés du travail difficile de la terre. Ce n'est quand même pas de la faute des scientifiques si on jette un tiers de la bouffe, si on mange trop, si on veut de la viande tous les jours et de la nourriture transformée, emballée, venue de l'autre bout du monde (pour info un tiers des émissions de GES provient de la chaîne alimentaire).

La science a inventé l'électricité. Déjà rien que ça c'est dingue. A chaque fois qu'on allume la lumière on devrait hurler "saperlipopette quel miracle !". La science permet de produire de l'électricité avec des cours d'eau, du vent, du soleil, et des noyaux fissiles. Ce n'est quand même pas de la faute des scientifiques si nous voulons consommer N fois plus que ce que nous offrent ces sources.

La science a développé des véhicules thermiques consommant 5L aux 100, des vélos électriques et des voitures électriques. A priori il y a de quoi baigner 24 heures sur 24 dans la félicité la plus absolue. Bah non. La science a développé des vaccins, des systèmes d'assainissement d'eau, la chirurgie, et des cures contre le cancer (comparez une chimio aujourd'hui VS il y a 30 ans). On devrait tous théoriquement fêter l'anniversaire de 5 ans de nos enfants en se prosternant devant les statues des scientifiques qui ont permis de faire chuter la mortalité infantile. On vit jusqu'à 70-75 ans en bonne santé sapristi : on en profiterait pas pour admirer et protéger ce que la nature nous offre ? (qui est encore plus incroyable que la science). Bah non. Et quasiment personne parmi nous n'a contribué en quoi que ce soit à tout ça.

Je pourrais poursuivre des heures. Bref. Merci donc aux scientifiques... d'avancer très vite sur la géo-ingénierie.

6) South Park - Captain Hindsight : ou Bill Gates qui débarque 30 ans trop tard pour

nous expliquer ce qu'il aurait fallu faire

[Bill Gates](#) a enfin pris la [pilule rouge](#) sur le climat. Voici ma foi 3 motifs de satisfaction, et un de scepticisme.

- Toute personne sérieuse se sent désormais au moins obligée de dire quelque chose sur le sujet. Les pétroliers, les financiers, les militaires, les économistes, et même [les urologues](#). C'est plus ou moins sincère et pertinent, mais au moins ça réagit. Vous vous rappelez quand on se moquait des gens qui parlaient de climat ? Ca rigole beaucoup moins depuis qq années.
- Il pense qu'on va pour l'instant vers un désastre, et "estime" (?) 5 fois plus de morts que la grippe espagnole = 250 millions de morts. Les collapsos ne diraient donc pas que des bêtises. Une étude comme "[Future of the Human Climate Niche](#)" (publié dans le journal de l'Académie des Science américaine) suggérerait plutôt 3-4 milliards de morts et de déplacés, mais ne chipotons pas (par contre là où la comparaison avec la grippe espagnole rencontre une limite, c'est qu'on parle ici d'un monde où nos enfants seront tous devenus violents, racistes, et dénués d'empathie).
- Ses solutions technologiques ne font pas trop appel à la magie, et il va y investir.

Cependant, pas de notion de limitation des niveaux de consommation, d'effet rebond, d'empilement énergétique, de finitude des ressources...

RDV en 2030 pour une nouvelle pilule rouge encore plus amère ?

7) Family Guy - Black woman in hindsight : ou les collapsos au taquet à chaque méga-feu de forêt, canicule, inondation et rupture d'approvisionnement

Ayant deux gamins, j'espère cependant ne pas trop souvent avoir à ressortir [mon gong et ma toge blanche](#). Je les avais rangés dans ma cave après la fausse alerte du choc-pétrolier-crise-financière de 2007-2008, et suis retourné comme un con à faire des PowerPoints assis sur une chaise. Je les ai remontés dans le placard de ma chambre en 2019. Aujourd'hui ils sont accrochés sur le porte-manteau dans mon entrée.

8) Maria Pacome - Tes problèmes je m'en fous : ou les limites planétaires qui s'en tapent de notre "mode de vie"

En complément de [ce post de notre bon pote Bon Pote](#) sur cette énième manifestation de l'inculture écologique de nos politiques (en l'occurrence ici Marine Le Pen), dire que "le mode de vie français ne se négocie pas", c'est prendre le problème à l'envers. Il ne s'agit pas de "négocier" avec les Amish, mais avec les limites physiques planétaires (un interlocuteur ma foi d'un tout autre acabit). Mme Le Pen aura beau s'indigner et faire la même tête que Vincent Lindon, la finitude du monde s'en fout.

- Nucléaire ou pas, la France reste totalement dépendante du pétrole pour se nourrir et se transporter. A l'image d'à peu près toutes les ressources naturelles dont notre "mode de vie" dépend (et dont la quantité disponible se fiche éperdument de nos désirs d'infini), on n'a pas de pétrole sur notre sol, et la ressource est de plus en plus convoitée (car d'autres pays considèrent aussi que leur "mode de vie" n'est pas négociable). Cela met en péril notre souveraineté et notre sécurité que Mme Le Pen prétend défendre.
- Il va bien falloir un jour mettre fin à l'étalement urbain, l'érosion des sols et l'effondrement de la biodiversité, qui ne sauraient eux non plus se prolonger à l'infini (et qui au passage concourent à l'érosion de la société rurale que Mme Le Pen prétend là aussi défendre). Les surfaces de sols s'en battent les couilles de notre "mode de vie".
- Il va bien falloir un jour gagner en efficience hydrique (le climat et l'eau eux aussi s'en tamponnent grave le coquillard de notre "mode de vie") et réduire nos rejets.

- Je ne sais pas s'il y aura de la place pour 80 millions ou 30 millions d'habitants en France en 2100 (dans un monde à +4C je miserais plutôt sur la fourchette basse, voire moins), en tous cas climat ou pas climat, il va bien falloir à un moment mettre fin à la croissance démographique, qui elle non plus ne saurait être infinie. Cela questionne sur la soutenabilité du projet nataliste de Mme Le Pen, et le risque que cela fait également peser sur notre sécurité.

Bref on n'est décidément pas partis pour s'adapter intelligemment et pacifiquement à la finitude du monde.

9) Yann Marguet et Blaise Bersinger - Cette année-là : une belle synthèse de l'année 1 post-collapse

Je n sais pas si on peut rire de tout, mais [ce clip](#) est une excellente synthèse de l'Année 1 post-Effondrement, donc allons-y gaiement (j'ai rarement autant ri).

Mais comme je suis d'un optimisme incurable (si si, mon post LinkedIn évoque régulièrement [des dizaines](#) et des dizaines de solutions) on pourrait aussi lister les capacités de résilience et la paisibilité affichées en ces temps troubles. Exemples :

- la chaîne alimentaire mondiale et les infrastructures vitales ont tenu
- l'Etat et les Banques Centrales évitent pour le moment un effondrement économique complet
- les entreprises et les citoyens se sont vite réorganisées, beaucoup ont fait preuve de solidarité
- pour des raisons qui m'échappent encore un peu, l'économie informelle (10% de l'économie quand même), pourtant pas du tout soutenue par l'Etat, a tenu bon
- on a renoué avec des plaisirs simples (regarder à ce sujet [cette vidéo de Karim Duval](#) sur les épicurismes-que-rien)
- OK y a eu les blacks blocs, Dijon, des attentats etc, mais la guerre c'est pas ça.

Comme le suggère Stéphane Audrand, "à l'annonce du Confinement, les Américains se sont rués sur les armureries, les Français se sont rués sur la farine pour faire des crêpes avec leurs enfants".

La probabilité de mourir d'un homicide reste encore négligeable en 2020. Super nouvelle !

10) Haroun - Les Start-ups : ou les inventions bullshit pour relancer la croissance

Il y a aussi des limites écologiques mais également non-écologiques à la croissance. Dans les années 60, il fallait équiper les ménages en téléphones fixes, appareils électroménagers, automobiles... et toilettes. Il fallait équiper le pays en infrastructures ferroviaires, routières, énergétiques... On ne consommait pas grand chose et il y avait de quoi consommer beaucoup plus. Petit tour d'horizon de produits supposés aujourd'hui "relancer la croissance" :

- des lunettes connectées, des montres connectées, et même des barbecues connectés à 7000€ qui te préviennent sur ton smartphone pendant que tu discutes avec tes potes, lorsque ta viande est cuite
- vendre des données qui révèlent que t'aimes les barbecues, pour qu'on t'envoie des pubs de barbecues connectés
- des véhicules autonomes qui ne marchent pas et/ou n'attirent pas les gens et/ou sont des gouffres énergétiques
- remplacer des comptables et des juristes par des IA

- "une appli qui", "une appli qui"... par exemple, une appli où tu rentres tes ingrédients, et qui te propose des plats à cuisiner (qu'on ne se méprenne pas, c'est intéressant... mais plutôt de l'innovation "incrémentale" non ?)
- des kiwis non-connectés (pas encore) mais pré-épluchés, emballés et avec un bâtonnet

Et en bonus [la troupe de comédiens du magazine Contrepoints](#) : mais quand dénonceront-ils enfin l'écologie punitive pratiquée par le climat ?

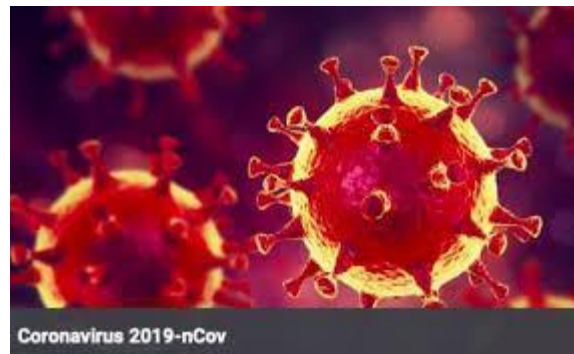
Pionniers du [second degré climato-négationniste](#), aujourd'hui porte-étendards des gesticulations humoristiques contre le [fascisme vert](#) et [l'écologie anti-technologie](#)... mais quand dénonceront-ils enfin ces Ayatollahs [d'océans](#) amish, ou encore ce bobo Khmer Vert technophobe donneur de leçons de [permafrost](#) ?

"Nous avons simplement constaté que les bactéries utilisent les minéraux du fer comme source de nourriture. Au cours de ce processus, les liaisons qui avaient piégé le carbone sont détruites et celui-ci est libéré dans l'atmosphère sous forme de GES", explique Carsten W. Müller, co-auteur de l'étude publiée dans [Nature](#).

▲ RETOUR ▲

Ce pays qu'on enchaîne

Maxime TANDONNET Publié le 29 mars 2021



« Au point où on en est, je ne vois pas comment on ne peut pas aller vers un [confinement](#) total » déclare une épidémiologiste. Depuis un an, la France est ballotée comme un bouchon de liège : confinement strict, déconfinement, couvre-feu, reconfinement, redéconfinement, couvre-feu de nouveau, rumeur de reconfinement strict mais reconfinement limité, couvre-feu étendu, confinement régional, limité, puis étendu, rumeur de reconfinement strict. Il est donc désormais question d'un reconfinement total qui serait annoncé mercredi. Le régime qui est imposé à la France relève d'ores et déjà d'une forme de despotisme : restaurants et bars condamnés, millions de vie ruinées des restaurateurs, des commerçants, des étudiants, des gens de la culture et du sport, déplacements de plus de 10 km interdits comme les rassemblements de plus de 6 personnes, obligation de détenir d'un Ausweis devenu symbole humiliant d'un Etat policier.

Mais ce régime ne suffirait pas: il faudrait aller encore plus loin dans l'asservissement d'une nation pour conjurer le mal. Alors que le nombre des morts déclarés par le covid 19 ne cesse de baisser – [selon l'INSEE, le total des décès en ce début 2021 est presque conforme à la normale](#) – le seul prétexte invoqué pour enchaîner toujours davantage le pays est celui du risque de saturation des places en réanimation (5000). Le coût d'une place en réanimation est de 3000 € la journée. Celui des mesures gouvernementales depuis un an est de 160 milliards € (Cour des Comptes). Il est phénoménal qu'une nation qui prétend être la VIIe puissance du monde n'ait pas été capable de se doter, en plus d'un an, des moyens hospitaliers nécessaires à l'accueil des malades. La France est en train de mourir lâchement étranglée sous la pression d'une poignée de réanimateurs et épidémiologistes plus enclins à brailler qu'à travailler et qui donnent le sentiment de jubiler d'un sourire

mesquin à la vue du pays qu'on enchaîne par la peur et la rage bureaucratique. Un nouveau « re-confinement strict » sous la pression de ces anges du malheur serait une abomination.

▲ RETOUR ▲

Covid-19, niveau de mortalité et darwinisme

Par [biosphere](#) 29 mars 2021

Louis d'Hendecourt : « Un virus qui se réplique à très grande vitesse met en valeur le phénomène de la sélection naturelle darwinienne à l'échelle de quelques semaines seulement. Toute réplication virale fait inévitablement des erreurs de copie qu'on appelle des mutations. Parfaitement aléatoires, strictement imprévisibles et, surtout, non déterministes, elles vont produire des variants. Un avantage sélectif est conféré à un mutant particulier parce que celui-ci s'adapte mieux que le virus initial à cet environnement qui n'est autre que l'être humain. Depuis l'apparition officielle du SARS-CoV-2, il y a seize mois environ, plus de 16 000 mutations ont été répertoriées mais on ne parle que de quelques unités de variants – anglais, sud-africain, brésilien, japonais, californien, new-yorkais... – dont la caractéristique principale semble être leur plus grande contagiosité, qui est en fait leur raison darwinienne. Mais alors, que va-t-on faire ? La vérité scientifique oblige à dire qu'il n'y a pas de réponse définitive à cette question existentielle. Les vaccins – ou n'importe quel traitement – augmentent fatalement la pression de sélection. Si une mutation entraîne un virus plus létal et plus contagieux dans la population, on ne parlera alors plus de 3 millions de morts en un an, mais de centaines de millions en six mois. Cette prévision apocalyptique n'est qu'une hypothèse parmi d'innombrables possibilités que Darwin nous offre. »

En fait **Darwin** ne serait pas mécontent d'une mortalité élevée : « Chez les sauvages, les individus faibles de corps ou d'esprit sont promptement éliminés, et les survivants se font ordinairement remarquer par leur vigoureux état de santé. Quant à nous, hommes civilisés, nous faisons, au contraire, tous nos efforts pour arrêter la marche de l'élimination ; nous construisons des hôpitaux pour les idiots, les informes et les malades ; nous faisons des lois pour venir en aide aux indigents ; nos médecins déploient toute leur science pour prolonger autant que possible la vie de chacun » (La descendance de l'homme – 1871, p 179)

Pour en savoir plus grâce aux [commentaires sur lemonde.fr](#) :

Petrichor : La « Théorie » darwinienne doit être prise ici dans sa définition scientifique : ensemble d'explications d'un phénomène (ici l'évolution) et non dans son sens ordinaire d'hypothèse. La théorie de l'évolution est l'ensemble des mécanismes (mutations, sélection naturelle, sélection sexuelle, dérivé génétique etc etc) qui expliquent l'évolution des espèces. Depuis la naissance de cette théorie, tous les faits scientifiques découverts ont confirmé et renforcé cette théorie.

Anne C. : Mais pourquoi Hendecourt considère que le virus qui s'adapte le mieux est celui qui tue le plus ? Il semble penser que les virus nous veulent personnellement du mal. D'après ce que je retiens de mes cours de biologie, ils veulent juste se perpétuer – le virus le mieux adapté est donc celui du rhume saisonnier qui circule sans obstacles, contamine tout le monde et ne provoque pas d'hécatombes.

-Alazon- : La sélection naturelle favorise les souches les plus contagieuses, c'est tautologique. Pour des raisons aussi évidentes, elle tend à favoriser les souches les MOINS létales.

Lila lala lala : Non, c'est faux : la sélection naturelle ne favorise pas les souches les moins létales, c'est un mythe. On aimerait bien que ce soit vrai... Contre-exemples : la variole, très contagieuse, très mortelle (souches « majeures »), la polio (87% de mortalité quand même, avant l'invention du poumon d'acier). L'important c'est que le virus contamine beaucoup de gens avant de tuer... ce que le covid fait très bien, les malades étant fortement contagieux avant l'apparition des symptômes.

JFG 2 : Les souches qui tuent leurs hôtes se propagent forcément un peu moins bien, sauf à ne se transmettre que précocement. C'est un des soucis avec le SARS-2. Il se transmet non seulement précocement, mais aussi via porteur sain. C'est une différence fondamentale que peu de gens comprennent, il semble. Ebola est d'une virulence effroyable, mais sa contagiosité est très limitée (fluides de personnes symptomatiques). MERS (corona) est d'une virulence très élevée, mais idem sa contagiosité est contenue. Inversement, la virulence de SARS-2 reste limitée, mais il est d'une extrême contagiosité (respiratoire, aérosolisé, inc. via porteurs sains).

Claude Danglot : La pandémie évolue plus vite que les autres à cause du très grand nombre de virus produit par un malade (supérieur à 10^{10} voir 10^{11}). Le taux de mutation étant de l'ordre de 10^{-6} à 10^{-7} , plus le nombre de virus est élevé plus le nombre de mutants est importants et plus la probabilité d'apparition d'un virus plus « performant » en infectiosité est élevée.

le sceptique : Oui mais attention : les circulaires du gouvernement français ont désormais une vitesse de mutation au moins égale à celle du virus.

Diego : La performance d'un organisme dépend de son milieu... c'est justement parce que notre planète est une mosaïque de milieux sensiblement différents qu'elle abrite un grand nombre d'espèces, chacune étant (à peu près) parfaitement adaptée à sa niche écologique. Et c'est aussi pour ça que le changement climatique brutal actuel est un très (très très) gros problème, puisqu'un très (etc) grand nombre d'espèces verront, à génotype fixé, leurs performances diminuer à mesure du changement de milieu, donc seront moins performantes... donc disparaîtront.

Çaosetout : Moi je prédis que le virus va évoluer vers un mutant super-létal et qu'il va y avoir 7,8 milliards de morts. Seuls quelques dizaines de millions d'humains survivront, et tous les problèmes d'environnement seront réglés, grâce à ce mutant appelé « GretaThunbergus ». Mais je peux aussi prédire que ce virus va évoluer vers quelque chose de moins létal, voire de totalement bénin... C'est déjà arrivé nombreuses fois. C'est tout aussi possible sur le plan darwinien !

▲ RETOUR ▲

Surpopulation humaine, éléphants sur la fin

Par [biosphere](#) 28 mars 2021

L'éditorial du MONDE (27 mars 2015) titrait – halte au braconnage – : « *Malgré une forte mobilisation, la proportion des éléphants africains a chuté de 15 % en dix ans* ». Nous écrivions alors sur ce blog, [Trop d'humains, pas assez d'éléphants et de vie sauvage](#). Rien ne change aujourd'hui, seulement en pire ! Sous la plume de [Perrine Mouterde](#) en 2021 : « *Dans les savanes la population des éléphants d'Afrique a reculé d'au moins 60 % en cinquante ans... Alors que les éléphants ont besoin de vastes espaces pour se nourrir et se déplacer, le développement de l'agriculture et des infrastructures réduisent et fragmentent toujours plus leurs territoires. Les éléphants des savanes n'occupent plus que 15 % de leur aire de répartition historique.* » L'article du MONDE attaque surtout le braconnage, mais ne dit rien de la cause première de l'extinction des espèces, la surpopulation humaine. Les [commentateurs sur lemonde.fr](#) compensent cet oubli significatif, le malthusianisme est un tabou médiatique :

MD : Il est même très étonnant que cet animal, et d'autres (lions, tigres, rhinocéros, ...) puissent encore vivre en liberté dans la nature.

jean-claude meyer : Encore un triste exemple qui montre que l'espèce humaine est la plus grande prédatrice, en particulier quand elle se développe trop vite comme c'est le cas en Afrique.

Jacques Buty : On estime qu'avant la colonisation européenne, 20 millions d'éléphants vivaient en Afrique. Ce qui signifie qu'il ne subsiste plus aujourd'hui que 2 % des populations d'autrefois. Et l'effondrement des populations est similaire pour la plupart des autres espèces de mammifères (lions, guépards, tigres, rhinocéros, gorilles...).

Qui dit expansion humaine dit extermination de la faune...

tartifume : pression démographique et sauvegarde de l'environnement sont incompatibles.....On aura beau se débattre et gesticuler, les grands mammifères vont disparaître et accessoirement la planète va fortement se réchauffer ! C'est un combat perdu d'avance....

Michel SOURROUILLE : Si la population humaine diminuait dans les mêmes proportions que les éléphants de savanes, soit 60 %, nous serions quand même un peu plus de 3 milliards au lieu de 7,8 milliards en ce moment. Si la population humaine diminuait de 86 % comme les éléphants des forêts, nous serions encore plus de un milliard, soit la population mondiale en 1800 ! Evolution exponentielle de la population humaine, extinction accélérée de la biodiversité. Au secours Malthus, les humains sont devenus fous !

A. Morin : Le Covid n'est finalement pas assez actif pour faire une coupe claire dans la seule espèce qui mérite de disparaître. Vive les virus !

▲ RETOUR ▲

NIOUZES ÉNERGÉTIQUES 29/03/2021

29 Mars 2021 , Rédigé par Patrick REYMOND

Bon, ils ont vraiment me fâcher [les Houthis](#), attirant des réponses vraiment, elles aussi, courroucées, et le bombardement des infrastructures pétrolières séoudiennes continuent.

C'est pas du jeu, les séoudiens faisant simplement couler l'hémoglobine des femmes et des enfants à flot, mais sans résultats, alors que les bombardements Houthis, sont économiquement, très rentables, bien que 100 fois moins nombreux.

La "communauté internationale" (lire, USA + larbins), s'indigne des dégâts fait en Arabie, mais pas au Yémen. C'est parce que c'est que des Zarbis ???

[Les revenus des géants](#) du pétrole ont fortement décliné l'année dernière, et rien n'indique un redémarrage... La logique, pour eux, c'est l'extinction.

En France, nous avons visiblement, atteint "l'âge de l'effondrement", avec [une consommation](#) pétrolière en berne, en février 2021 de - 10 %, comparativement à 2020, ce qui indique une contraction plus importante que celle annoncée.

L'industrie du schiste a été un monumental [piège à con](#), pour l'industrie pétrolière et gazière aux USA. Depuis 2010, le shale a "brûlé" 342 milliards de USD : « *J'ai une super idée d'investissement pour vous – prenez la moitié de votre argent, brûlez-le, prenez l'autre moitié de votre argent et mettez-le sous un matelas* »... *cela aurait été une idée terrible, une stratégie d'investissement terrible – sauf qu'elle aurait fait mieux que ce que l'industrie pétrolière et gazière américaine a fait au cours des quatre dernières années* »

Confirmé dans ce qui suit :

"La deuxième chose pour laquelle la fracturation s'est avérée efficace est la destruction du capital des investisseurs. L'industrie a perdu plus de 300 milliards de dollars au cours de la dernière décennie."

L'industrie pétrolière, dans son ensemble est tombé dans ce piège, et aucun n'a de solution. Il ont détruit leur capital, obsédé par des productions gigantesques et ils ne se sont pas souciés des débouchés, et quand ils les trouvent, ils provoquent provisoirement une telle dépression des prix, que tout empire.

*"Le secteur du pétrole et du gaz a toujours été cyclique, mais personne ne s'est jamais interrogé sur sa viabilité future, jusqu'à ce que la fracturation ne dévaste le secteur pendant dix ans, au moment même où **l'industrie des énergies renouvelables devenait un véritable concurrent.***

Visiblement, la notion de rendements décroissants a été totalement évacuée dans la tête des dirigeants, au profit des paillettes et du clinquant.

Pour terminer, le ponpon de la débilité profonde a été atteint ici : "Nos industriels du pétrole parient sur de [nouveaux carburants](#) bas carbone".

De fait, si le véhicule électrique semble totalement risible, pouvant remplacer, au plus, une petite fraction du parc, le véhicule thermique fonctionnant aux "carburants bas carbone", est du même tonneau... On pourra en faire rouler combien ? Sous l'occupation, c'était 1/10 du parc. Et le parc était de 3 000 000 de véhicules.

MÉMÉ TERMINATOR...

En direct, une mémé terminator qui a tout compris.

"[Dictature bourgeoise](#)", la mémé a tout compris, comme celle que j'avais croisé dans un ascenseur. On s'est retrouvé bloqué pendant 1/2 heure, celui-ci est tombé en panne.

A 90 ans, celle-ci s'est mise à me parler d'effondrement.

Elle avait sa tête, toute, et un bon sens fabuleux, avec un niveau d'instruction élémentaire, fini à 14 ans...

La mémé a compris le système et l'a exécuté en quelques phrases...

LOBOTOMIE ORDINAIRE...

D'abord, chez les "artistes", qui trouvent un [musée raciste-élitiste](#). Comme ces ~~abus~~ ^{abus}, pardon, artistes, n'ont rien compris du monde dans lequel ils vivent, il faut leur expliquer.

Il n'y a pas de marché de l'art, tout au plus un marché de lard.

Ce qui fait les prix de leurs bouses, ce sont les défiscalisations et les escroqueries liées. Ils, les acheteurs, n'en ont rien à foutre de leurs "oeuvres", ils jouent aux sous.

Je défiscalise, tu défiscalises, il défiscalise, voilà ce qu'ils disent en haut, après, ils se revendent les bouses, dans un ballet savamment orchestré pour faire tintinnabuler les picaillons étatiques dans leurs poches.

Sinon, les artistes, ils vivront comme ceux que je connais, en allant travailler à un truc alimentaire et en vendant, parfois, un truc à leur famille, pour leur faire plaiz.

Bien entendu, entre l'achat pour faire plaisir d'un pékin moyen, et le circuit de corruption établi, il y a un monde, d'un côté quelques centaines d'euros au plus, de l'autre, des millions, au moins.

On peut dire aux dits artistes, "crève charogne", c'est tout ce qu'ils méritent. Ils sont aussi inutiles que donneurs de leçons. De fait, ils sont payés, les plus célèbres, pour AUSSI donner des leçons.

[Crétinisme ordinaire](#), quand on parle de "droit à voyager". Bien, voyagez à pieds, et voyez combien partent. Le "triple B" en action : "Baffre, bouge et baise".

Crétinisme ordinaire aussi sur zero hedge, qui se lamente sur l'industrie "[dynamique](#)" de la croisière... Je me demande si chez les amateurs de croisières, certains ont compris, que, comme le transport aérien, c'était un "super-épandeur" d'épidémieSSSSSS... La croisière, c'est pas le luxe, c'est se baigner dans une poubelle.

[Crise d'hystérie](#) envers les soignants. On veut les [contraindre](#) à la vaccination, et on les menace de les virer. Visiblement, ceux qui préconisent ça n'ont aucune idée de la pénurie de main d'oeuvre dans ces métiers et en ce moment... On veut virer pour les remplacer par quoi ??? Par des gens comme ce barreur de l'ever green qui a sans doute été recruté aux Philippines ou au Bangladesh, en lui disant : "Tu sais rien faire ? Pas grave, tient la barre", comme pour le Costa Concordia ? C'était parce qu'il était imbattable au niveau prix ???

Catastrophisme crétin, aussi, la surmortalité du covid [est faible](#), voire [anecdotique](#). Simplement, la population est plus vieille, il y a beaucoup de comorbidités, et une population négligente. C'est plus simple, de prendre une, deux ou quinze pilule que d'essayer de faire un minimum de soins de soi.

Hystérie aussi, du réchauffement climatique. [Une bonne dose](#) de scepticisme remet aussi les pendules à l'heure...

CHAINAGES ÉCONOMIQUES

Certains trouvent qu'il était pitoyable de faire des réserves de PQ et d'essuie tout. Ces lobotomisés ont oubliés une petite chose. La production de pâte à papier, et son circuit, sont certainement les plus ~~mondialisés~~ globalisés qui soient.

Donc, faire ses réserves, comme faire [plein de réserves](#), c'est simplement avoir une petite idée de la complexité des circuits économiques, et finalement, ce sont les plus humbles qui le devinent le mieux. Là, comme disait Todd, les crétins sont en haut, l'intelligence en bas.

Quand on a rien trouvé de plus malin, comme circuit économique que pour un produit aussi simple que la patate, on se doit en Europe de lui faire visiter tous les pays de l'UE, on se dit qu'il y a un problème.

[Qu'au Brésil](#) il y ait des tas de réserves de papier, et qu'on nous le chante, ça met, au contraire le doigt sur ce qui ne va pas. [Le PQ](#) va t'il se retrouver dans mes WC ??? La pâte à papier au Brésil, dans les grands entrepôts et pas dans les chiottes, c'était l'économie soviétique ou l'armée française de 1940.

Donc, je vais revenir sur l'affaire de Suez. Si la [fermeture](#) du canal de Suez avait été bénigne en 1967, le trafic n'était pas [aussi important](#) et les zones économique d'extrême orient, marginales dans ce trafic. Le Japon commerçait essentiellement avec les USA, et les autres pays n'étaient pas encore très industrialisés, quand à la Chine, sa production industrielle était inférieure à celle de la France, et les contacts extérieurs, d'un niveau ridicule.

Donc, [la fermeture de Suez](#), coûte 400 millions par heure à l'économie mondiale. Enfin, cette économie mondiale. Parce que l'Egypte, a une période avait trouvé plus profitable et plus sûr militairement, de couper le canal des pharaons. C'était au moyen âge.

10 jours de blocage, c'est [80 milliards de coûts](#). Et les partisans du juste à temps et zéro stocks ridiculisés, comme des connards qu'ils sont. Le stock, effectivement, ça coûte cher, mais ça coûte encore plus cher de ne pas l'avoir, et on risque simplement de devenir riche... Une petite expérience personnelle. J'ai vécu deux ruptures, et j'ai vu l'envolée immédiate des prix... Et le désespoir de la direction de n'avoir pas su anticiper.

Anticipation, quel gros mot !

DEAGEL 2019-2025

Retour sur les prospectives de Deagel, [en évolution](#).

"En 2014, nous avons publié un avis de non-responsabilité sur les prévisions. En six ans, le scénario a radicalement changé. Cette nouvelle clause de non-responsabilité vise à identifier la situation à partir de 2020. Parler des États-Unis et de l'Union européenne en tant qu'entités séparées n'a plus de sens.

Il apparaît évident que les deux pôles, et même le Japon, sont tellement intégrés économiquement, et les responsables européens et extrême-orientaux, tellement larbinisés, qu'il n'y a plus de différence.

Les deux sont le bloc occidental, continuent d'imprimer de l'argent et partageront le même sort. Après COVID, nous pouvons tirer deux conclusions majeures : Le modèle de réussite du monde occidental a été construit sur des sociétés sans résilience qui peuvent à peine résister à des difficultés, même de faible intensité.

C'était supposé mais nous avons obtenu la confirmation complète sans aucun doute. La crise du COVID sera utilisée pour prolonger la vie de ce système économique mourant grâce à la soi-disant grande réinitialisation.

La grande réinitialisation ; comme le changement climatique, la rébellion d'extinction, la crise planétaire, la révolution verte, les canulars de pétrole de schiste (...) promus par le système; est une autre tentative pour ralentir considérablement la consommation des ressources naturelles et donc prolonger la durée de vie du système actuel.

On est d'accord là dessus, on s'aperçoit qu'il est nécessaire d'appuyer sur le frein, dans une économie qui ne l'a jamais fait, qui ne sait pas le faire, et qui ne veut pas le faire, de la seule manière qui soit politiquement acceptable, celle du ticket de rationnement. Les riches vont quand même aux sports d'hiver, et s'ils ne prennent plus la remontée, ils prennent l'hélicoptère. Le serrage de ceinture, c'est pour le peuple qu'ils haïssent, méprisent et diabolisent, sous prétexte de racisme, source de tous les maux, notamment de la déplétion pétrolière dont l'UE, ne veut pas subir les effets, pour une raison. S'il y avait rationnement de l'énergie, le 1 % qui en consomme 50 % serait le plus impacté.

Le changement climatique, comme pétrole de schiste est vu par Deagel comme une simple manœuvre, par effet de rabâchage des médias.

Cela peut être efficace pendant un certain temps, mais ne résoudra finalement pas le problème de la ligne de fond et ne fera que retarder l'inévitable. **Les élites dirigeantes du noyau espèrent rester au pouvoir, ce qui est en fait la seule chose qui les inquiète vraiment.** L'effondrement du système financier occidental - et finalement de la civilisation occidentale - a été le principal moteur des prévisions avec une confluence de crise avec un résultat dévastateur.

Wilfredo Pareto : "l'histoire est un cimetière d'aristocraties."

Comme COVID l'a prouvé, les sociétés occidentales qui embrassent le multiculturalisme et l'extrême libéralisme sont incapables de faire face à des difficultés réelles. La grippe espagnole, il y a un siècle, représentait la mort de 40 à 50 millions de personnes. Aujourd'hui, la population mondiale est quatre fois plus importante avec les **voyages aériens en plein essor** qui sont par définition **un super épandeur**. Le nombre de morts dans le monde d'aujourd'hui représenterait 160 à 200 millions en termes relatifs, mais plus probablement 300 à 400 millions en tenant compte du facteur de transport aérien qui n'existait pas il y a un siècle. Jusqu'à présent, le nombre de morts de COVID est d'environ 1 million de personnes.

Les voyages en avions sont des super-épandeurs, le transport maritime aussi est un épandeur (la syphilis de retour en Espagne en 1493, est à Macao en 1503. D'une manière générale, tous les voyageurs sont des épandeurs. La palme revient aux croisières.

Il est fort probable que la crise économique due aux verrouillages causera plus de morts que le virus dans le monde. Le système soviétique était moins en mesure de livrer des friandises au peuple que le système occidental. Néanmoins, la société soviétique était plus compacte et résiliente sous un régime autoritaire. Cela à l'esprit, l'effondrement du système soviétique a anéanti 10 pour cent de la population. **La dure réalité des sociétés occidentales diversifiées et multiculturelles est qu'un effondrement aura un bilan de 50 à 80 % en fonction de plusieurs facteurs, mais en termes généraux, les plus diversifiés, multiculturels, endettés et riches (niveau de vie le plus élevé) subiront le plus de dégâts.**

Notamment les macrono-parisiens, parasites incapables et paumés dans la perception d'un monde qui n'existe pas ou plus depuis 50 ans.

La seule colle qui empêche un tel collage aberrant de s'effondrer est la surconsommation avec de fortes doses de dégénérescence sans fond déguisée en vertu. Néanmoins, la censure généralisée, les lois haineuses et les signaux contradictoires signifient que même cette colle ne fonctionne plus.

Tout le monde n'est pas obligé de mourir, la migration peut également jouer un rôle positif à cet égard. Les pays autrefois connus sous le nom de pays du deuxième et du troisième monde sont inconnus à ce stade. Leur sort dépendra des décisions qu'ils prendront à l'avenir.

Il y a une nette inflexion de Deagel sur ce sujet, qui pense maintenant que les pays dit "du tiers monde", pour prendre une ancienne appellation, souffriront démographiquement, alors qu'auparavant, Deagel pensait qu'ils épargnés. Personnellement, je pense qu'AUCUN ne le sera, même ceux qui ont le plus d'atouts pour le faire. Parce que le monde est tellement interconnecté que les dégâts se produiront.

Les puissances occidentales ne vont pas les reprendre comme elles l'ont fait dans le passé parce que ces pays ne pourront pas contrôler leurs propres villes, bien moins que des pays éloignés. S'ils restent liés à l'ancien Ordre Mondial, ils descendront le long des puissances occidentales mais ne connaîtront pas le déclin brutal de la fin parce qu'ils sont plus pauvres et pas assez diversifiés mais plutôt assez homogènes utilisés pour faire face à une sorte de difficultés mais pas précisément. celui qui vient.

Là, la vue est occidentale et occidentaliste. Tous les pays africains noirs sont noirs, mais ethniquement déchirés, et en quelques semaines, 15 à 30 % de la population du Congo brazzaville, par exemple avait disparu dans la [guerre civile](#) de 1997, pour un total de 400 000 à 800 000 morts pour pas même [trois millions d'habitants](#). 4 mois de guerre, seulement... En occident, les villes comme Baltimore ou Detroit sont des prototypes. Et encore, la situation n'a pas été suivie d'épidémie, de famine ou autre, parce qu'il y avait le reste du monde pour les soutenir. Si une situation pareille s'était produite, on peut penser à une chute rapide, effectivement, de 80 %. Comme pendant la crise du XIV^e siècle.

S'ils passent en Chine, ils peuvent avoir une chance de se stabiliser, mais cela dépendra de la gestion de leurs ressources. Nous nous attendions à ce que cette situation se déroule et se déroule actuellement avec les élections de novembre qui déclenchent une bombe majeure si Trump est réélu. Si Biden est élu, il y aura également de très mauvaises conséquences. Il y a beaucoup de mauvais sang dans les sociétés occidentales et les protestations, les manifestations, les émeutes et les pillages ne sont que les premiers symptômes de ce qui s'en vient.

La situation entre les trois grandes puissances a radicalement changé. La seule réalisation pertinente des puissances occidentales au cours de la dernière décennie a été la formation d'une alliance stratégique, à la fois militaire et économique, entre la Russie et la Chine. À l'heure actuelle, le partenariat potentiel entre la Russie et l'Union européenne (UE) est mort, la Russie se tournant définitivement vers la Chine.

Effectivement, la politique du Washingtonistan coalise contre les USA.

C'était depuis le début le résultat le plus probable. Airbus n'a jamais tenté d'établir un véritable partenariat mais plutôt une stratégie pour faire disparaître l'industrie aérospatiale russe. En fait, la Russie et la Chine ont formé une nouvelle alliance pour construire un avion de ligne long-courrier. L'Europe occidentale (sans parler des États-Unis) n'a jamais été intéressée par le développement de la Russie ou par la création d'une relation de maître esclave avec la Russie fournissant des matières premières et s'inscrivant dans la ligne de l'Occident. C'était clair à l'époque et aujourd'hui c'est un fait.

La Russie se prépare à une guerre majeure depuis 2008 et la Chine augmente ses capacités militaires depuis 20 ans. Aujourd'hui, la Chine n'est pas une puissance de second rang par rapport aux États-Unis. Tant sur le plan militaire qu'économique, la Chine est au même niveau et, dans certains domaines spécifiques, elle est loin devant.

Dans les manoeuvres, les forces US perdent systématiquement contre les adversaires russes, chinois et même iraniens, et ce, de plus en plus rapidement. 15 milliards ont été dépensés par les russes pour les armes hypersoniques, 1500 le seront par les USA, dans le but des les rattraper, mais c'est sans espoir.

Dans le domaine de la haute technologie, la 5G a été un succès dans le domaine commercial, mais le destroyer Type 055 est également une autre percée avec les États-Unis acquérant une capacité similaire (DDG 51 Flight III) au milieu de cette décennie (plus probablement d'ici 2030).

Nanchang, le navire de tête de la classe Type 055, a été mis en service au milieu de la pandémie et du verrouillage en Chine.

Il y a six ans, la probabilité d'une guerre majeure était minime. Depuis lors, il n'a cessé de croître de manière spectaculaire et est aujourd'hui de loin l'événement majeur le plus probable des années 2020. Le conflit ultime peut venir de deux manières. Un conflit conventionnel impliquant au moins deux grandes puissances qui dégénère en une guerre nucléaire ouverte. Un deuxième scénario est possible à l'horizon 2025-2030.

Une première frappe russe contre les États-Unis et leurs alliés avec le nouveau S-500, les défenses antimissiles stratégiques, les sous-marins Yasen-M, les missiles INF Zircon et Kalibr et un nouvel actif spatial jouant le rôle clé. La première frappe sournoise impliquerait toutes les branches des forces stratégiques de missiles russes (bombardiers et missiles au sol) aux différents stades d'une telle attaque, ce qui serait une traduction stratégique de ce qui a été vu en Syrie en novembre 2015.

Une telle capacité de lancer une attaque interarmes multiples de haute précision sur des cibles distantes de plus de 2000 kilomètres. Les renseignements occidentaux n'avaient aucune idée. L'ironie est que depuis la fin de la guerre froide, les États-Unis manœuvrent à travers l'OTAN pour parvenir à une position pour exécuter une première frappe sur la Russie et maintenant il semble que la première frappe puisse avoir lieu mais que le pays fini serait les États-Unis.

Une autre particularité du système occidental est que ses individus ont subi un lavage de cerveau au point que la majorité accepte leur niveau moral élevé et leur avance technologique comme une évidence. Cela a donné la suprématie des arguments émotionnels sur les arguments rationnels qui sont ignorés ou déconseillés. Cet état d'esprit peut jouer un rôle clé dans les événements catastrophiques à venir.

Visiblement, au niveau militaire et économique, c'est une vision de 1970.

Au moins dans le système soviétique, la majorité silencieuse de la population était consciente des erreurs dont elle en avait assez. Nous pouvons voir les allégations des États-Unis selon lesquelles le G5 leur a été volé par la Chine ou la technologie hypersonique volée par la Russie comme la preuve que les élites occidentales sont également infectées par cet orgueil.

Au cours de la prochaine décennie, il deviendra évident que l'Occident prend du retard sur le bloc Russie-Chine et le malaise pourrait se transformer en désespoir. Entrer en guerre peut sembler une solution rapide et facile pour restaurer l'hégémonie perdue pour enfin les retrouver dans un moment France 1940. À l'époque, la France n'avait pas d'armes nucléaires pour transformer une défaite en victoire.

L'Occident pourrait essayer cet échange parce que la perspective désagréable de ne pas être Mars et Vénus, **mais plutôt un tyran et sa sale garce s'enfuir dans la peur pendant que le reste du monde se moque d'eux.** S'il n'y a pas de changement radical de cap, le monde va assister à la première guerre nucléaire. **L'effondrement du bloc occidental peut survenir avant, pendant ou après la guerre.**

Cela n'a pas d'importance. Une guerre nucléaire est un jeu avec des milliards de victimes et l'effondrement se joue dans les centaines de millions.

Ce site Web est à but non lucratif, construit sur le temps libre et nous fournissons nos informations et services EN L'ÉTAT sans autres explications et / ou garanties. Nous ne sommes liés à aucun gouvernement. Tenez compte du fait que la prévision n'est rien de plus qu'un jeu de chiffres, qu'ils soient erronés ou corrects, sur la base de certaines hypothèses spéculatives. Vendredi 25 septembre 2020"

Deagel voit la population encore augmenter dans 23 pays sur 179. Cela me paraît non seulement très optimiste, mais déraisonnable. En outre, il est clair pour moi, que les chutes annoncées dans les pays jeunes me paraissent très petites. Je vois mal certains pays, même si les gens y sont habitués à la pauvreté, s'en sortir. Au Bangladesh, beaucoup vivent de l'industrie textile, quand l'occident n'en achètera plus, je vois mal l'Inde s'en sortir sans mal, surtout depuis que le gouvernement vient de sacrifier l'agriculture de survie. Le sort de l'Egypte me paraît aussi incertain. ou plutôt certain, à moins de se satelliser totalement sur la Russie.

Quant aux pays occidentaux, certains peut-être peuvent-ils réussir à avoir un atterrissage en douceur, mais il faudrait une volonté politique sans doute qui n'existe pas. Ou pas encore.

▲ RETOUR ▲





puma54 il y a 16 heures

1 252

Ça y est, les passeports vaccinaux se développent partout dans le monde! Ce n'est plus une hypothèse, c'est une nouvelle réglementation... C'est pour votre bien !

Les passeports vaccinaux sont appelés récemment les nouveaux « tickets d'or » nécessaires pour voyager dans le monde entier —...



L'industrie des croisières a été dévastée pendant le confinement ! Quel désastre économique...

« Je n'aurais jamais imaginé me retrouver à faire la queue pendant des heures devant une banque alimentaire comme ça....

Blocage du canal de Suez c'est 10 milliards de dollars par jour !

par [Charles Sannat](#) | 29 Mars 2021



Au moment où j'écris ces lignes, le navire de la compagnie Evergreen bloque toujours le canal de Suez, et chaque jour de blocage coûte environ 10 milliards de dollars à l'économie mondiale.

Avec une semaine de blocus, le coût estimé est de 70 milliards.

Je ne sais pas quel est l'assureur et le réassureur de l'assureur concerné (et je n'arrive pas à trouver l'information), mais cela va faire l'un des plus beaux sinistres du millénaire et nous promet une bataille juridique d'anthologie dans laquelle personne ne voudra payer et indemniser !

Charles SANNAT

Blocage du canal de Suez: les conséquences économiques estimées à près de 10 milliards de dollars par jour

La revue spécialisée Lloyd's List a estimé les pertes économiques de l'incident au canal de Suez à 400 millions de dollars par heure. Un porte-conteneurs de 400 mètres y est échoué depuis plusieurs jours, bloquant le passage à 12% du commerce maritime international.

Le porte-conteneurs Ever Given s'est échoué mardi 23 mars dans le canal de Suez, bloquant depuis trois jours plus de 200 navires. Selon les estimations de Lloyd's List, revue britannique spécialisée dans le transport maritime, ce blocage coûte 400 millions de dollars par heure au commerce mondial, puisqu'environ 12% du commerce maritime international utilise ce passage géré par l'Égypte.

En effet, sur la base de la valeur approximative des marchandises qui le traversent chaque jour, Lloyd's List a estimé que l'incident coûte 5,1 milliards de dollars par jour vers l'Europe (4,3 milliards d'euros) et 4,5 milliards de dollars vers l'Asie (3,8 milliards d'euros).

Mais le montant des véritables conséquences économiques dépendra de la durée de ce blocage, comme l'a expliqué sur CNBC Alan Baer, président de l'entreprise logistique OL USA. «La clé de ce problème réside dans le temps qu'il faudra pour déplacer l'Ever Given», a-t-il déclaré. Des transporteurs maritimes comme Maersk et Hapag-Lloyd ont déjà procédé au détournement de leurs navires par la corne de l'Afrique, un détour de 9.000 kilomètres équivalent à 10 jours de trajet, selon l'AFP.

Déblocage imminent?

La Suez Canal Authority (SCA), l'agence publique égyptienne qui gère le canal de Suez, a indiqué jeudi 25 mars à l'AFP que le porte-conteneurs de 400 mètres serait bientôt débloqué, promettant un retour de la navigation «dans 48 à 72 heures». Elle a notamment reçu l'aide des États-Unis dans cette opération, qui consiste à enlever le sable qui bloque ce navire de 220.000 tonnes afin de le remettre à flot. Ce vendredi, 87% du processus avait été effectué, selon la SCA.

La société japonaise Shoei Kisen Kaisha, propriétaire du navire, a publié un communiqué le 25 mars, présentant ses excuses à l'ensemble des bateaux coincés en raison de l'incident, évoquant une météo défavorable au moment de la traversée. L'exploitant du navire, Evergreen, a quant à lui précisé que des vents de 55 kilomètres par heure l'ont fait dévier de sa trajectoire, le poussant sur le récif.

Agence de presse russe [Sputnik.com](https://sputnik.com) [ici](#)

Suez bloqué, pénurie de PQ, l'Australie rationne déjà...



Et voilà que la panique autour du papier toilette va repartir un an après la dernière fièvre acheteuse.

En effet nous allons manquer de pâte à papier et donc de papier toilette.

Du coup, l'Australie pour éviter de nouvelles émeutes du PQ vient de rationner les achats... Hé oui !

Mais dans quel monde vit-on ?

Je dois vous dire qu'à ce rythme nous allons vite être tous au bout du ...rouleau !!

Charles SANNAT

Papier toilette (image d'illustration) Le spectre d'une pénurie de papier toilette se profile devant nous, avertit Bloomberg

Le manque de conteneurs nécessaires pour expédier la pâte de bois, qui sert à fabriquer du papier toilette, risque d'entraîner une pénurie mondiale de ce produit hygiénique, prévient Bloomberg.

La reprise économique liée à l'allègement des mesures sanitaires et l'explosion consécutive de la demande de transport par voie maritime risquent d'avoir un effet néfaste sur la production du papier toilette, prévient l'analyste de Bloomberg Fabiana Batista.

Dans sa tribune, elle cite notamment Walter Schalka, directeur du groupe brésilien Suzano, premier producteur mondial de pâte de bois qui sert à fabriquer du papier toilette. Ce dernier déplore le manque actuel de conteneurs nécessaires pour expédier la matière première. Selon lui, tous les acteurs sud-américains qui exportent en vrac «sont confrontés à ce risque».

Les problèmes d'expédition de la pâte de bois pourraient ainsi «faire boule de neige» et perturber sérieusement l'approvisionnement en papier toilette si les producteurs ne disposent pas de stocks suffisants, explique l'analyste.

Flambée d'achats sur fond de confinement

Avec l'adoption de mesures drastiques de confinement pour lutter contre la pandémie de coronavirus au printemps 2020, les achats de papier toilette ont connu une hausse vertigineuse, ce qui a obligé les producteurs à accroître l'offre.

Selon les évaluations du Statista Consumer Market Outlook réalisées en mars 2020, la hausse des ventes la plus spectaculaire a eu lieu en Italie, avec une croissance estimée de 140% par rapport à mars 2019. Venaient ensuite l'Australie (+98%), l'Espagne (+82%) et le Royaume-Uni (+80%), alors que la France a affiché une hausse assez modeste (+30%).

Face à cette panique d'achat en temps de pandémie, des sociologues présentent diverses explications de ce type de comportement.

Ventes rationnées en Australie

En Australie, certaines chaînes de supermarchés sont allés jusqu'à imposer des quotas quant au nombre de rouleaux de papier toilette et d'essuie-tout que les clients pouvaient acheter. Même le Premier ministre Scott Morrison a dû s'adresser à la nation pour tenter d'endiguer la frénésie consommatrice: «Arrêtez, c'est ridicule».

Sur fond de panique générale, un Australien a acheté près de 5.000 rouleaux de papier toilette et 150 bouteilles de désinfectant pour les mains pour les revendre en ligne. Or, la suite lui a donné tort.

Agence de presse russe [Sputnik.com](https://sputnik.com) [ici](#)

“Le retour de l'inflation serait catastrophique pour la zone euro !” Vraiment ?



Taux d'intérêt : «le retour de l'inflation serait catastrophique pour la zone euro !» C'est le point de vue du chroniqueur du magazine Capital Alain Lemasson, auteur de Comprendre l'Économie et la Finance.

Pour lui, « le retour d'une l'inflation proche de 2 % signifierait l'arrêt immédiat de l'aide cruciale apportée par la BCE aux États de la zone euro et aux banques ».

Voici ce qu'il écrit.

« Le retour d'une l'inflation proche de deux pour cent provoquerait de manière quasi automatique l'annulation du quantitative easing et donc du programme de rachats d'obligations souveraines. Cela signifierait l'arrêt immédiat de l'aide cruciale apportée aux États de la zone euro et aux banques. L'arrêt des facilités d'emprunts à taux négatifs pour les premiers, et pour les secondes, la fin de l'argent gagné – bien discret lui aussi – par la revente des obligations souveraines à la BCE, un gain vital pour la reconstitution de leurs fonds propres dans l'optique de Bale 3. Et après tout, la hausse de l'euro présente quelques avantages, à commencer par la diminution de la facture pétrolière. Quoiqu'il en soit, le retour de l'inflation serait catastrophique pour la zone euro, ce que la BCE ne peut pas dire, mais que chacun peut deviner »...

Je ne comprends pas du tout son raisonnement.

Il n'y a aucun lien entre retour de l'inflation et annulation du quantitative easing et donc du programme de rachats d'obligations souveraines !

La BCE peut continuer autant qu'elle le souhaite.

La question sera en réalité non pas économique mais profondément politique.

Les Allemands, qui viennent de suspendre la ratification du plan de relance européen, accepteront-ils cette inflation ou la refuseront-ils ?

Si l'Allemagne refuse la monétisation et une inflation supérieure à 2 % alors la zone euro explosera de même que l'Union Européenne.

Si l'Allemagne accepte l'euro survivra.

Charles SANNAT Source [Capital.fr ici](https://www.capital.fr/economie-finance/le-retour-de-linflation-serait-catastrophique-pour-la-zone-euro-1274444)

▲ RETOUR ▲

États-Unis: Défaut de paiement de la dette à venir...

“ Il n’y a aucun moyen d’éviter l’effondrement final d’un boom économique généré par l’expansion du crédit. La seule alternative consiste à faire en sorte que la crise arrive plus vite, par l’abandon volontaire de l’expansion de crédit, ou plus tard, impliquant ainsi une destruction finale et totale du système monétaire en question. ”

— Ludwig von Mises



La dette américaine a atteint 135% du PIB, contre 35% en 1969, et ne cesse de croître. Ces niveaux d’endettement sont insoutenables pour la croissance future. Avec des recettes fiscales en baisse et des dépenses en hausse, il n’y a aucune chance que cette dette soit un jour réduite. Lorsque les taux d’intérêt augmenteront, les États-Unis ne seront même pas en mesure d’honorer la dette. Un défaut sur la dette aura probablement lieu dans les prochaines années.

Alors que le PIB des États-Unis a été multiplié par 20 depuis 1969, le PIB de la Chine a été multiplié par 175. Il ne fait aucun doute que la Chine sera la prochaine superpuissance économique mondiale. Seule une révolution pourrait l’en empêcher.

Le [prix de l’or](#) a été multiplié par 53 depuis 1969 et le Dow a été multiplié par 34. Si les dividendes après impôt étaient inclus et réinvestis, la hausse du Dow et celle de l’or seraient plus ou moins équivalentes. J’ai commencé cet article en donnant le point de vue de la Chine sur l’avenir du dollar et de l’économie américaine. L’explosion de la dette et la faible croissance du PIB montrent clairement à quel point elle avait raison. La chute de 98% du dollar par rapport à l’or et de 79% par rapport au franc suisse confirme les prévisions de la Chine en 1971 : “... la gravité de la crise économique américaine et le déclin du système capitaliste.” “... marque l’effondrement du système monétaire capitaliste avec le dollar américain comme support... La nouvelle politique économique de Nixon ne pourra sortir les États-Unis de la crise financière et économique.” Les chinois ont pressenti il y a un demi-siècle ce qui allait arriver aux États-Unis, au dollar et au système capitaliste. Ils savaient déjà qu’ils en seraient les principaux bénéficiaires.

La destruction des monnaies et la chute des Empires ne sont pas nouveaux dans l’histoire. Von Mises a décrit ce phénomène avec beaucoup d’éloquence :

Source: [or.fr](#)

▲ RETOUR ▲

Plus je vieillis, plus je trouve le Keynésianisme débile.

Charles Gave 29 Mars, 2021



Plus je vieillis, plus je trouve le Keynésianisme débile.

Charles Gave

Dans le fond, il y a deux idées fortes dans le Keynésianisme :

- La première stipule que les épargnants sont stupides et ont tendance à épargner trop. Pour éviter que cet excès d'épargne ne crée une dépression, il faut donc que la banque centrale procède à ce que Keynes appelait « l'euthanasie du rentier », en maintenant des taux réels négatifs sur les placements sans risque pour faire fondre cette épargne excédentaire.
- La deuxième avance que les entrepreneurs sont tout aussi stupides, mais dans l'autre sens, à cause sans doute d'un surplus de testostérone (*animal spirit* disait Keynes), et vont continuer à investir, même si la demande finale baisse. Et du coup nous dit Keynes, le système économique va être en surcapacité perpétuelle.

Dans ce monde, où les intervenants économiques sont stupides, heureusement la banque centrale et le gouvernement ne le sont pas. Le rôle de la banque centrale sera de maintenir des taux très bas perpétuellement pour que les entrepreneurs n'aient pas de mal à servir leurs dettes tandis que la mission de l'Etat sera de supporter la demande finale en payant des gens à ne rien faire. Keynes disait par exemple qu'il fallait embaucher des gens qui feraient des trous le matin pour les reboucher l'après-midi, merveilleuse anticipation du salaire universel.

Le lecteur averti remarquera qu'il s'agit ni plus ni moins que de la thèse Marxiste de la baisse tendancielle de la rentabilité du capital menant à une stagnation inévitable, théorie tout autant démentie par les faits que les autres théories Marxistes de la loi d'airain des salaires ou de la capture de la plus-value par la bourgeoisie. Dans le fond, le keynésianisme est au Marxisme ce que l'abus d'alcool est à la prise d'héroïne. Le désastre à l'arrivée est le même, mais l'alcoolisme met plus de temps à tuer le patient.

Une politique keynésienne repose donc sur deux piliers. Le premier, ce sont des taux d'intérêts anormalement bas, et le deuxième une croissance perpétuelle des dépenses de l'Etat. Je ne connais pas un seul exemple historique d'une telle politique qui n'ait amené, à terme, à un appauvrissement général de la population et à la faillite de l'Etat local. Et pourtant, aujourd'hui, la quasi-totalité des pays occidentaux suivent cette politique, ce qui amène à une question : mais pourquoi tous ces pays s'obstinent-ils à suivre des politiques qui, toujours et partout, ont échoué ?

La réponse nous a été fournie par Pareto et Schumpeter.

Pareto disait que chaque théorie de gouvernement devait être analysée selon deux critères :

1. Est-ce qu'elle était efficace pour améliorer la réalité ?
2. Est-ce qu'elle était populaire avec le corps politique?

Nous avons donc quatre possibilités : populaire et efficace (très rare), populaire et inefficace (la plus dangereuse des combinaisons), impopulaire et efficace (difficile à mettre en œuvre et réservée aux dictatures), impopulaire et inefficace (peu commune, sauf en France comme on le voit avec l'Europe). Le résultat final de l'application de théories inefficaces est toujours le même : un accroissement du pouvoir de L'Etat et une baisse des libertés des citoyens. C'est ce que nous avons vu avec le Marxisme, le Keynésianisme et que nous verrons bientôt avec l'écologie, qui est à peu près aussi scientifique que le Marxisme l'était au temps de Staline.

L'explication de ce paradoxe a été fournie par Schumpeter : Le capitalisme permet une hausse perpétuelle du niveau de vie, ce qui autorise tout le monde à suivre des études, en particulier dans des domaines aussi productifs que l'administration de l'Etat, la sociologie ou la psychologie. Voilà qui crée une classe de faux intellectuels aigris par leurs manques de réussite, et ces intellectuels, inemployables dans le secteur privé sont embauchés par l'Etat dans le secteur de l'éducation en particulier, dont la qualité s'effondre. Et les nouveaux fonctionnaires vont militer dans les partis dits « de gauche », et ils feront campagne en expliquant que le capitalisme ne marche pas et que le marché doit être remplacé par les interventions de leur employeur, l'Etat, c'est-à-dire par eux. Et ces gens-là, après avoir soutenu le socialisme scientifique en URSS, défendent aujourd'hui les idées keynésiennes en Europe et demain les idées écologiques partout dans le monde, la victoire de ces idées étant nécessaire à leur maintien au pouvoir. En fait, qu'ils soient Marxistes, Keynésiens, écologistes ou les trois à la fois, une chose est certaine : ce sont toujours les mêmes.

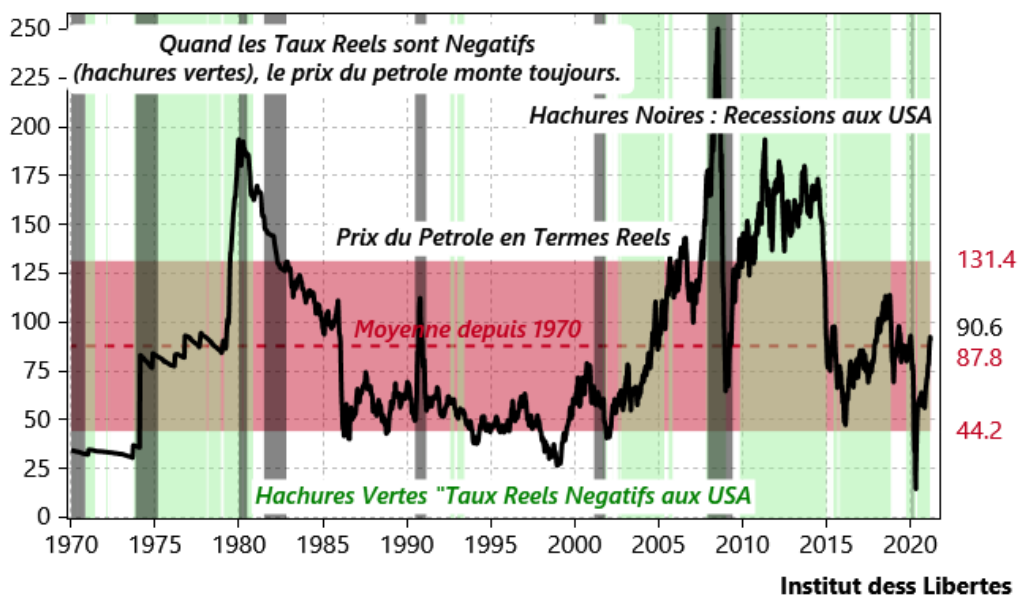
Et en deux générations, l'économie s'écroulera et la démocratie avec.

Cette (longue) introduction ayant été écrite, je vais maintenant montrer cette semaine pourquoi les taux d'intérêts bas sont un désastre tandis que la semaine prochaine, j'expliquerai pourquoi la croissance perpétuelle des dépenses de l'Etat est encore pire.

Première partie : Les taux bas sont un désastre et les subventions étatiques encore plus.

Premier graphique : l'apparition des taux bas entraîne toujours une hausse du prix de l'énergie.

**Prix du Pétrole en Termes Reels et Taux Reels sur les Bons du Tresor
à 3 Mois**

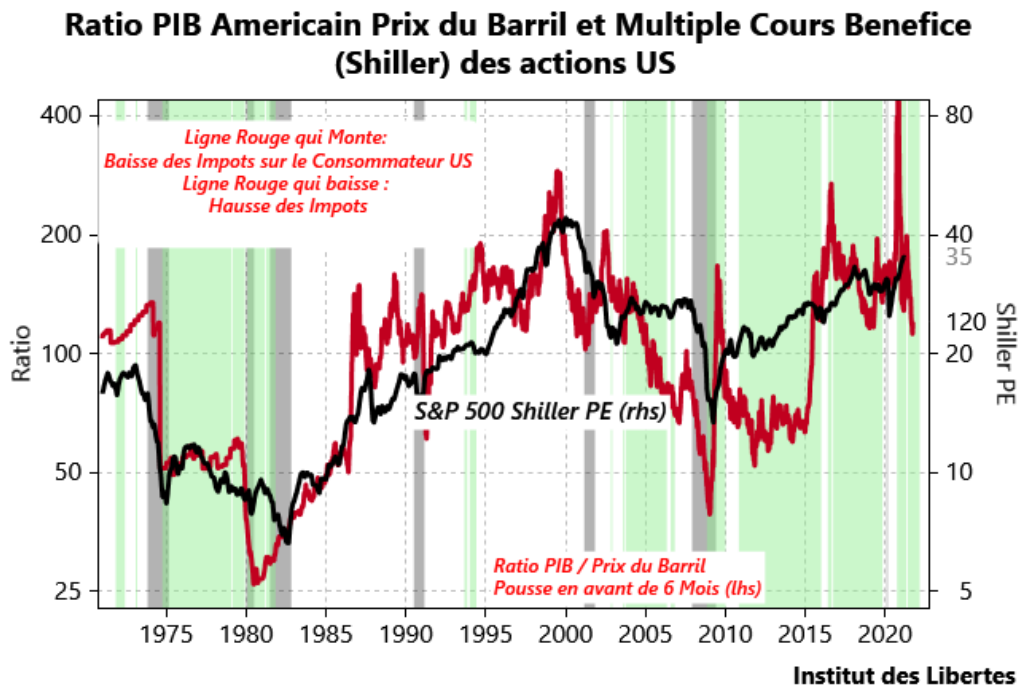


Des taux anormalement bas ne sont rien d'autre qu'un impôt sur l'épargne, ce qui réduit l'épargne et donc l'investissement et à terme la croissance économique, contrairement à ce que nous dit la doxa keynésienne.

De plus les taux bas maintiennent en survie artificielle les sociétés qui gaspillent capital, travail et énergie, et qui donc devraient disparaître. L'efficacité énergétique du système s'écroule donc avec la rentabilité moyenne du capital investi.

La première conclusion est donc que le prix du pétrole va continuer à grimper pendant les années qui viennent tant les « investissements » dans les énergies alternatives ont une rentabilité faible (si elle n'était pas faible, les subventions ne seraient pas nécessaires), ce qui est une bien mauvaise nouvelle pour les marchés financiers. [cG1]

Ce qui m'amène à mon deuxième graphique...

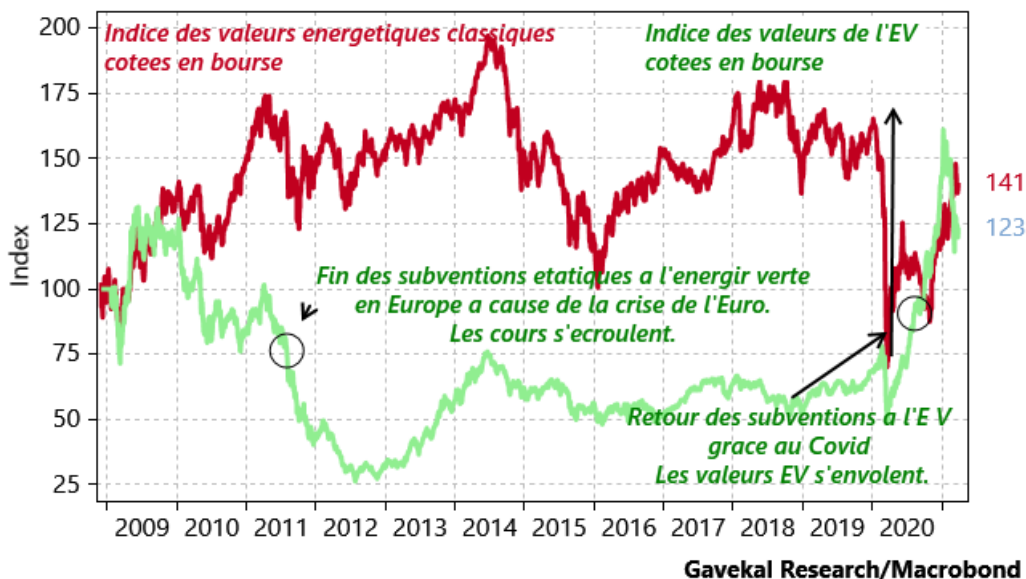


J'ai souvent écrit que l'économie n'était que de l'énergie transformée. Dans le graphique ci-dessus, la ligne rouge représente le ratio PIB nominal US divisé par le prix d'un baril de pétrole.

- Si la ligne **monte**, cela veut dire que le PIB nominal monte plus vite que le cours du pétrole, ce qui est équivalent à une baisse des impôts.
- Si la ligne **baisse**, cela veut dire que l'efficacité énergétique du système **baisse** et donc que la rentabilité sur capital investi est en chute libre.

Et cette rentabilité du capital investi est mesurée par la ligne noire qui est simplement le multiple cours bénéfices de la bourse de NY (Shiller). Si la ligne noire baisse, cela veut dire que la rentabilité du capital investi baisse. Si la ligne noire monte, la rentabilité est en train de monter. Le lecteur studieux peut vérifier que la ligne noire suit la ligne rouge avec 6 mois de retard. D'où je conclus que la politique keynésienne, après avoir ruiné les épargnants, puis les consommateurs, ruine enfin les entrepreneurs au profit des producteurs d'énergie et de la sphère étatique. Mais quid des énergies nouvelles ? Que le lecteur veuille bien considérer le dernier graphique. La ligne verte représente l'indice des valeurs « vertes » cotées en bourse dans le monde et la ligne rouge représente la valeur boursière des sociétés productrices d'énergie fossiles.

Les valeurs energetiques vertes n'ont une valeur que grace aux subventions



Les énergies vertes n'ont une valeur que grâce aux subventions étatiques. Quand ces subventions s'arrêtent, comme en Espagne pendant la crise de l'Euro, leurs cours s'écroulent. Quand les subventions reprennent les contraintes budgétaires ayant disparu avec la Covid, elles montent comme des fusées. Et si j'ai toujours dit une chose à mes lecteurs, c'est celle-ci : il ne faut jamais acheter quoi que soit qui serait subventionné par l'Etat et surtout par un état « stratégie », oxymore s'il en fût.

Conclusion

Une politique Keynésienne de taux bas couplés à des subventions a les conséquences suivantes :

1. Elle ruine les épargnants et fait baisser le stock de capital disponible pour les investissements futurs, ce qui garantit que la croissance va s'effondrer.
2. Elle transfère le capital frais disponible du secteur privé au secteur public (rarement une bonne idée). Ce transfert fait monter le prix de l'énergie et amène à une baisse de la rentabilité sur capital investi, ce qui appauvrit tout le monde, mais surtout les entrepreneurs.
3. Ce qui reste de capital est ensuite gaspillé par l'Etat en transferts sociaux et en investissements qui défigurent nos campagnes et vont ruiner le pays à terme.

Nous sommes vraiment dans un cas de politique désastreuse mais populaire (Pareto), menée par des ratés qui cherchent à se venger sur les autres de leur médiocrité (**Schumpeter**) parce qu'ils se croient plus intelligents qu'ils ne le sont (**Keynes**). Et toutes les politiques suivies dans nos pays sont keynésiennes. J'attends les résultats avec sérénité.

▲ RETOUR ▲

Faut-il avoir peur de l'Etat ?

Par Michel Santi mars 28, 2021



L'Etat a toujours fait peur et ceux que l'on nomme désormais « libertariens » ont toujours vu avec appréhension les pouvoirs publics prendre de l'ampleur car l'accroissement des attributs d'un Etat était interprété par nombre de citoyens à travers le monde occidental comme un rétrécissement de leurs propres libertés. Pour les adeptes de cette école de pensée – disons-le – assez complotiste, les marges de manœuvres privées sont inversement proportionnelles à la taille de l'Etat. Milton Friedman, Nobel d'économie en 1976 et qui fut quand même le père du monétarisme ayant un temps rayonné à travers le monde, n'aurait pas renié le Bitcoin car la pensée libertarienne fut au cœur de sa thèse économique.

Voilà en effet un économiste majeur qui s'appliqua, tout au long de sa carrière, à confectionner des théories dont le but essentiel fut de limiter les pouvoirs étatiques et de promouvoir les initiatives privées dont il était persuadé qu'elles étaient bridées par les pouvoirs publics. Les Etats-Unis d'Amérique ont certes un lourd passé jalonné d'une guerre civile, notamment provoquée par le refus de certains Etats de reconnaître un pouvoir fédéral. Cette histoire et même cette scission sont toujours plus que jamais d'actualité de nos jours et restent largement représentées au sein des deux grands partis politiques. Friedman, pour sa part, transcendait dans ses pensées économiques l'aspect politique et allait encore plus loin en prêtant des intentions machiavéliques à un Etat qui – selon lui – profite des crises pour soutenir son économie afin d'accroître subrepticement et progressivement son emprise. Une récession et même un taux de chômage très élevé ne justifiaient en rien, selon Friedman, que l'Etat intervienne, il préférerait de loin soulager une économie déprimée grâce à la politique monétaire des banques centrales.

Cette approche – ayant il est vrai consacré dès les années 1980 la toute-puissance de la politique monétaire – est à mettre en perspective avec notre conjoncture actuelle où les banques centrales semblent à bout de souffle en dépit d'un activisme et d'un interventionnisme sans précédents depuis 2007. Milton Friedman ne pourrait plus, aujourd'hui, se cacher derrière elles dans le but de tenir l'Etat en laisse car les taux d'intérêt ne peuvent passer sous la barre du zéro. Désormais parvenus au niveau plancher, nul ne prêterait à autrui à des taux négatifs, tout comme nulle expansion de liquidités n'est plus réalisable par leur seul fait d'une banque centrale qui rafle obligations et Bons du Trésor. John Maynard Keynes avait – avant Friedman – bien identifié ce hiatus et l'avait formulé comme d'habitude simplement en expliquant que l'injection d'argent dans une économie n'aurait aucun effet stimulant en l'absence d'investissement et de consommation. C'était, disait-il, « comme tenter de grossir par le simple fait d'acheter une ceinture large »...

Nous nous retrouvons donc en 2021 à la croisée des chemins car des politiques publiques largement expansionnistes – et une intervention massive de l'Etat qui ferait frémir Friedman – sont vitales afin de contrer la dépression qui nous guette. Voilà des années que nos banquiers centraux – Mario Draghi en tête – exhortent les responsables au pouvoir en ce sens car ils sont pertinemment conscients qu'une politique monétaire n'est pas capable, à elle seule, de juguler une crise, encore moins de relancer une croissance au long cours. On le constate, cette confrontation entre ces deux théories économiques – celle de Friedman et celle de Keynes – est plus que jamais d'actualité aujourd'hui. Du reste, Friedman lui-même – qui avait pleinement conscience de la nécessité impérieuse de l'Etat en certaines circonstances – avait signé le 31 décembre 1965 un article dans le «

Times » où il reconnaissait que « nous sommes tous keynésiens maintenant ». Puissent nos responsables politiques contemporains l'écouter.

▲ RETOUR ▲

La politique de relance aux États-Unis est injustifiée

Par Pascal Salin. 29 mars 2021



Il s'agit bien d'un problème de production et non d'un problème de demande. Ce n'est pas la politique de relance qui peut permettre le retour à la normale, mais la fin des contraintes de production.

Comme beaucoup d'autres pays, les États-Unis ont connu une diminution de leurs activités économiques du fait de la crise sanitaire. Mais comme c'est le cas depuis bien longtemps, nombreux sont ceux qui estiment que c'est la politique économique qui est capable de résoudre ce problème et de relancer l'économie.

C'est ainsi que le nouveau président des États-Unis, Joe Biden, a proposé que [l'État injecte pour cette raison 1900 milliards et même bien davantage dans l'économie](#) américaine. Il a indiqué que cela aiderait au redémarrage de l'économie mondiale. Cette proposition a été récemment adoptée par le Congrès national des États-Unis. Il avait déjà recommandé ce type de politique avant d'être élu à la présidence.

Par ailleurs Donald Trump qui avait été initialement réticent à l'égard de ce type de politique avait finalement accepté fin décembre 2020, donc peu de temps avant la fin de sa présidence, une proposition faite par les membres du Congrès américain d'[un plan de relance de 900 milliards de dollars](#).

La nécessité d'un plan de relance a été constamment considérée comme justifiée par les politiciens démocrates aux États-Unis, mais aussi par certains politiciens républicains. Dans la plupart des pays du monde la politique de relance peut être préconisée aussi bien par des politiciens de droite que de gauche.

En France, Emmanuel Macron a déclaré très récemment que cette politique américaine serait très efficace et qu'il était regrettable que des décisions équivalentes n'aient pas été prises [pour l'Europe](#).

C'est ainsi qu'il a déclaré :

« On voit bien que les États-Unis vont retrouver à peu près mi-2021 le niveau absolu qui était le leur avant la crise et surtout vont très rapidement retrouver la trajectoire qui était la leur », alors que l'Union européenne ne retrouvera ce niveau « qu'au printemps-été 2022 ».

Cet accord au sujet de la politique de relance par des politiciens de toute orientation semble indiquer qu'ils sont favorables à une politique justifiée du point de vue du raisonnement économique. Malgré cela on devrait être convaincu, au contraire, que la politique de relance n'est pas justifiée et qu'elle peut même avoir des conséquences nuisibles.

La politique de relance est injustifiée

Bien entendu, la croyance dans le caractère positif de la politique de relance par augmentation des dépenses publiques paraît justifiée parce qu'elle correspond à une théorie économique réputée, [la théorie keynésienne](#).

Pour celle-ci la relance implique une augmentation de la demande globale et l'un des moyens essentiels pour l'obtenir consiste à accroître les dépenses publiques directement ou indirectement.

Dans le cas de la politique américaine [il est prévu](#) en particulier que l'État accordera 1400 dollars à un grand nombre de citoyens qui auront ainsi la possibilité d'augmenter la demande globale, non pas par des achats supplémentaires de l'État, mais par une augmentation indirecte des demandes de biens.

En réalité une analyse économique correcte doit conduire à penser que la production effectuée par les membres d'une société, par exemple d'un pays, ne résulte pas du montant des demandes, mais des décisions d'activités productives et plus particulièrement des incitations productives. En effet un producteur – qu'il s'agisse par exemple d'un salarié ou d'un entrepreneur – décide ses activités productives pour obtenir des biens qu'il désire, mais cela dépend de son appréciation de l'utilité de ses différentes activités, en particulier les activités de loisir.

S'il choisit de produire une certaine quantité de biens, optimale pour lui, il ne va pas augmenter sa production si la demande des biens qu'il produit augmente. Bien sûr on peut être tenté de considérer que l'augmentation de la demande pour les biens qu'il produit peut en augmenter le prix ce qui l'inciterait à produire plus.

Mais il faut bien voir que cette augmentation du prix d'un bien implique une diminution du prix d'autres biens, ce qui diminue l'incitation d'autres producteurs à produire des biens. En fait cela n'a pas de sens de parler d'une augmentation de la demande globale car il ne peut en fait y avoir qu'une augmentation de la demande de certains biens aux dépens d'autres biens.

Une politique de relance aux effets nuisibles

Cela doit être considéré comme évident en ce qui concerne la prétendue politique de relance. L'État augmente ses achats de biens ou permet à certains citoyens d'en acheter davantage, mais il n'a pas pour autant produit plus de biens ; sa politique consiste simplement à substituer certains achats à d'autres achats.

En effet, n'étant pas producteur de biens, l'État doit financer sa politique de relance et il est clair par exemple dans le cas américain que l'on s'interroge sur les augmentations de fiscalité qui vont être décidées.

Le secrétaire au Trésor américain, [Janet Yellen](#), a bien confirmé la nécessité d'augmenter les impôts et elle doit décider prochainement quels impôts doivent être augmentés ou créés.

Bien évidemment ces augmentations d'impôts vont diminuer les achats effectués par les citoyens, mais surtout elles risquent de porter atteinte aux incitations productives des producteurs. Ainsi, même si certaines productions augmentent du fait de la politique de relance, d'autres diminueront.

La politique de relance n'est pas une politique d'accroissement de la demande globale, mais une politique de changement structurel de la production et de la consommation.

Or, cette politique est forcément discrétionnaire et on ne peut pas mesurer la baisse d'utilité qu'elle provoque nécessairement pour beaucoup d'individus. Il n'y a aucune justification à un changement des structures de production et de consommation, d'autant plus que leur véritable nature est inconnue.

Vers une augmentation de la fiscalité

Certes il est parfois admis que cette politique de relance est d'autant mieux justifiée qu'elle est financée par des emprunts publics et non par des impôts (ce qui permet de faire des dépenses « *quoi qu'il en coûte* »). Mais il faudra bien un jour que l'État rembourse ses emprunts et il augmentera alors probablement la fiscalité.

Par ailleurs, s'il emprunte cela implique une diminution de l'épargne disponible des citoyens pour d'autres utilisations. Or, l'épargne permet de financer les investissements et donc de faciliter la croissance économique.

Dans ce cas l'augmentation de la demande due à la politique de relance a pour contrepartie une diminution de la demande de biens d'investissement. Il s'agit de ce point de vue également d'un changement d'ordre structurel et non d'une augmentation de la demande globale.

Augmenter la demande n'a aucun sens

Par ailleurs il devrait être évident que les producteurs d'un pays ne souffrent pas d'une insuffisance de la demande globale. En effet ils ont à faire face non pas seulement à une demande nationale, mais à une demande internationale.

De ce point de vue on peut considérer que la demande a une dimension presque illimitée pour tout producteur et que cela ne sert à rien d'augmenter la demande de certains biens à l'intérieur d'un pays.

Nous venons de voir que les productions dans un pays étaient déterminées non pas par la demande, mais par les incitations productives. Or ceci paraît particulièrement évident dans les conditions actuelles où la crise sanitaire empêche un certain nombre de producteurs – salariés ou entrepreneurs – de mener leurs activités productives habituelles et souhaitables.

Il s'agit bien d'un problème de production et non d'un problème de demande. Ce n'est pas la politique de relance qui peut permettre le retour à la normale, mais la fin des contraintes de production.

Un raisonnement erroné

Par ailleurs, comme nous l'avons rappelé précédemment, Joe Biden considère que la politique de relance aidera à redémarrer l'économie mondiale, comme bien d'autres personnes le pensent également.

Cette idée est très probablement due au raisonnement implicite suivant : on considère que l'augmentation du revenu national américain grâce à la politique de relance va augmenter la demande des Américains pour les biens étrangers ; ce qui implique d'ailleurs que l'augmentation de la demande globale américaine ne se traduirait pas uniquement par une augmentation de la production américaine.

Ceci signifie que des pays autres que les États-Unis vont pouvoir augmenter leurs exportations. Or, conformément à la théorie keynésienne, l'augmentation des exportations constitue elle aussi une augmentation de la demande globale.

Supposons donc qu'une augmentation du revenu national américain a pour conséquence une augmentation des exportations par des pays étrangers, contrairement à ce que nous considérons comme erroné, à savoir que la politique de relance américaine a un effet positif sur le revenu national américain.

Ce qui est logique consiste à considérer – à juste titre – que l’analyse faite précédemment pour démontrer que l’augmentation de la politique de relance n’a pas d’effet sur la production d’un pays doit être appliquée au cas où il y a augmentation des exportations.

Dans les deux cas il s’agit de critiquer l’idée keynésienne selon laquelle l’augmentation de la demande globale a pour conséquence une augmentation de la production. En fait on doit admettre que la notion même de demande globale est dénuée de sens et qu’il convient simplement de considérer les structures de production et de consommation ou d’investissement.

Par ailleurs lorsqu’on considère que l’augmentation des exportations dans un pays a un effet positif sur la production c’est parce qu’on suppose qu’il y a une variation positive du solde de la balance commerciale (c’est-à-dire que l’on suppose implicitement que le montant des importations n’est pas modifié).

Mais il est erroné de penser que les exportations et les importations d’un pays sont indépendantes les unes des autres. En effet une balance des paiements a nécessairement un solde nul car la valeur des exportations d’un pays est nécessairement égale à la valeur de ses importations.

Ainsi, un déficit commercial implique qu’il y a par ailleurs un excédent de la balance financière, à savoir des échanges d’actifs financiers, mais aussi de monnaie. Or si le taux d’épargne dans un pays est plus faible que le taux d’investissement désiré (ce qui est le cas des États-Unis) il en résulte que les résidents de ce pays vendent plus d’actifs financiers, c’est-à-dire des demandes de crédit, qu’ils n’en achètent.

Il y a donc un excédent de la balance financière et en contrepartie il y a nécessairement un déficit de la balance commerciale. Ceci est d’ailleurs parfaitement logique car le déficit commercial signifie que les résidents du pays obtiennent plus de ressources qu’ils n’en vendent, grâce au déficit commercial, ce qui permet d’augmenter les investissements.

Ceci signifie qu’il est illusoire de penser que l’on peut obtenir facilement une variation du solde de la balance commerciale et donc un prétendu effet sur le revenu national. Il est donc erroné de penser que la politique de relance américaine peut avoir un effet positif sur les activités productives du reste du monde.

Que l’État cesse de faire de la politique économique

De manière plus générale on devrait d’ailleurs admettre qu’il est illusoire de penser que l’une des activités essentielles d’un État consiste à faire de la politique économique.

On devrait au contraire soutenir l’idée que cela n’est pas justifié et peut même être nuisible. Il conviendrait que l’État ait uniquement ce qu’on appelle des activités régaliennes. Bien évidemment cette idée n’est pas admise par les politiciens de droite ou de gauche ni par leurs électeurs, signifiant évidemment que la politique de droite n’est pas beaucoup plus libérale que la politique de gauche.

Il serait évidemment souhaitable que des candidats aux élections soient libéraux. Le libéralisme est justifié par son fondement éthique (le respect des droits légitimes des individus) et par son efficacité pratique. Il est regrettable qu’il ne soit pas mieux compris dans la plupart des pays du monde.



Pascal Salin

wikiberal.org/wiki/P...

Pascal Salin est un économiste français, Professeur honoraire à l'université de Paris IX Dauphine, spécialiste de la finance publique. Ancien président de la Société du Mont-Pèlerin (1994-1996), il est aussi président de l'ALEPS (association pour la liberté économique et le progrès social). Il est l'auteur de *Libéralisme* (éditions Odile Jacob, 2000).

▲ RETOUR ▲

Covid, de l'échec à la guerre des vaccins

Bruno Bertez 27 mars 2021

Qu'est-ce qu'un échec? C'est ce qui ne donne pas le résultat escompté et conduit à recommencer.

Le signe de l'échec en toutes matières, c'est celui-là: on est obligé de recommencer.

Ainsi on vous a vendu les politiques monétaires non conventionnelles, les taux zéro, les Quantitative Easing, la répression financière, les réformes comme devant rétablir la croissance et l'inflation à 2% et l'échec est patent on ne cesse de recommencer. Toujours plus!

On vous a vendu l'idée des mesures de protection contre le virus, ce fut un échec.

On vous a vendu les confinements, ce fut un échec

on vous a vendu les couvre-feu, ce fut un échec

On vous a vendu les vaccins et c'est en train de devenir un échec

On va vous vendre l'idée des passeports de vaccinations et bien sur ce sera un échec de plus.

Et bien sur personne en haut lieu ne reconnaît ces échecs, sa nullité ou même sa responsabilité: c'est toujours votre faute, et ... c'est toujours vous qui payez soit en argent soit en liberté perdue.

Pourquoi? Parce que tout cela est abordé politiquement. Parce que tout est abordé de façon centralisée par des gens qui croient posséder la science infuse sur tous les sujets. C'est irréaliste, fondé sur une méconnaissance radicale du virus, de ses origines, de la maladie, de sa transmission, de sa propagation, des réactions humaines et enfin méconnaissance des comportements.

Les cas de Covid-19 augmentent à nouveau, annulant des mois de progrès grâce à des variantes à propagation rapide et à des restrictions assouplies.

Les perspectives pour le continent européen s'assombrissent alors que la bataille pour l'approvisionnement en vaccins s'intensifie et que les pays recherchent les précieuses injections .

Comme toujours la rareté entraîne l'agressivité et la recherche de boucs émissaires, et c'est ce que l'on constate déjà.

On va vers la guerre des vaccins. On montre du doigt.

L'Union européenne est prête à commencer à confisquer des doses destinées au Royaume-Uni, au risque d'une forte détérioration de ses relations déjà endommagées par le Brexit avec Londres.

De l'autre côté de l'Atlantique , le pays qui domine le monde a activé une vieille loi qui a jusqu'à présent empêché les exportations de vaccins, Joe Biden n' a autorisé que des transferts de millions de doses au Mexique et au Canada .

Triste spectacle, triste constat.

▲ RETOUR ▲

La grande illusion de la lutte contre la désinformation

Bruno Bertez 27 mars 2021

Lorsque le duc et la duchesse de Sussex ont rompu avec la famille royale, ils ont promis que leur «vie au service du public» continuerait.

Disons le tout de suite, on s'en passerait bien.

Déjà, le prince Harry a trouvé un rôle « utile »: en tant que guide des idées, des tendances et des modes superficielles de jet-setters bien pensants .

Un jour après avoir été embauché en tant que « Chief Impact Officer » de la start-up BetterUp de Silicon Vally, Harry a décroché un deuxième emploi, de membre de la Commission sur les troubles de l'information de l'Institut Aspen.

Rien de tel pour alimenter les thèses complotistes, les questions sur le Nouvel Ordre Mondial, le rôle de la Couronne britannique dans le Grand Complot .. si on avait voulu faire une provocation on ne s'y serait pas pris autrement.

Les instituts Aspen forment un réseau international d'échanges et de réflexion à but non lucratif fondé en 1950 à Aspen dans le Colorado aux États-Unis. Ils se donnent pour but d' » encourager l'ouverture sur le monde, la prise d'initiative et l'exercice des responsabilités au service du bien commun ».

Harry dit que «l'expérience du monde numérique d'aujourd'hui nous inonde d'une avalanche de désinformation, affectant notre capacité en tant qu'individus et tant que sociétés à penser clairement et à comprendre vraiment le monde dans lequel nous vivons».

Wouah!

Le prince dit qu'il pense qu'il s'agit «d'un problème humanitaire et que, en tant que tel, ce problème exige une réponse multipartite de la part des membres des médias, des chercheurs universitaires et des dirigeants du

gouvernement et de la société civile. Je suis impatient de rejoindre cette nouvelle commission Aspen et j'ai hâte de travailler sur une approche orientée vers la solution de la crise du « désordre » de l'information ».

Nommer un membre de famille royale non qualifié, y ajouter une pincée de jargon diafoirique prétentieux, faire du problème un problème «humanitaire» va-t-il faire avancer quoi que ce soit sur ce sujet complexe?

Foutage de gueule!

▲ RETOUR ▲



La Bourse, concurrent pervers de l'investissement

rédigé par [Bruno Bertez](#) 29 mars 2021

La Bourse n'a désormais plus qu'un très lointain rapport avec l'investissement – en fait, elle lui fait même concurrence, nuisant à l'économie réelle... et aux investisseurs eux-mêmes.

Investir ce n'est pas acheter en Bourse. L'investissement boursier, c'est un abus de langage, une mystification.

Acheter un morceau de papier qui est la contremarque soit d'une action d'entreprise soit d'une dette d'entreprise, ce n'est pas investir. C'est simplement acheter un morceau de papier à quelqu'un d'autre sur un marché et lui donner du *cash*.

C'est un abus de langage, un de ces abus de langage familier du système pour cacher ce qu'il est.

La Bourse n'a qu'un rapport de plus en plus lointain avec l'investissement. J'irais jusqu'à dire qu'elle est devenue un concurrent pervers de l'investissement, ne serait-ce que par [le jeu scandaleux](#), mais logique, des *buybacks* – les rachats, par les entreprises, de leurs propres actions.

Les *buybacks* sont de l'anti-investissement puisqu'ils consistent, pour une société, à racheter son capital plutôt qu'employer ses fonds ou son crédit pour s'équiper et se développer. Ils sont la pratique qui permet aux entreprises de s'opposer à la baisse de profitabilité du capital en le raréfiant.

Les *buybacks* sont le produit de la tendance à la baisse de la profitabilité du capital ; ils sont une forme de grève du capital pour empêcher la chute du taux de profit.

Grève du capital

On reconnaît là la dialectique qui fait basculer la Bourse : d'institution dont la fonction est de financer les investissements, elle s'est inversée et est devenue l'institution qui réalise la grève du capital, c'est-à-dire le malthusianisme de l'investissement.

La Bourse s'est vidée de son contenu et de sa fonction objective. Au lieu de mettre à disposition du capital-risque pour financer les investissements productifs, elle est devenue une alchimie qui permet de créer du capital fictif par la rencontre :

- 1) d'une théorie idiote de la valeur ;
- 2) d'un excédent de monnaie en quête d'emploi ;
- 3) d'organes financiers dédiés et équipés pour la spéculation.

Le capitalisme inversé en est arrivé au point où, par le bais du jeu des IPO et du capital-risque, il fabrique les fonds propres... à crédit et même avec du crédit au jour le jour. Que voilà de la belle alchimie !

Pire que le casino

Finalement la Bourse est devenue pire que le casino dont parle Keynes ; [elle est l'ogre](#) qui demande sans cesse plus d'aliments, l'ogre qui dévore et menace de s'effondrer et de réaliser le fameux risque systémique dont toutes les élites ont peur.

La Bourse, d'intermédiaire, d'interface avec l'économie productive, n'est plus qu'un système de loterie qui désigne les gagnants sur les écarts de cours/prix. La Bourse est une colossale dérivée de dérivée devenue folle au point de nier sa fonction d'allocation intelligente du capital-monnaie vers les emplois les plus efficaces et de pratiquer l'anti-sélection de « l'investissement passif ».

La Bourse en a marre de faire le détour de la production ; c'est trop long, trop risqué, elle préfère faire le détour dans l'imaginaire... des anticipations.

Un Prix Nobel d'économie l'a explicité et démontré il y a quelques années – désolé, j'ai oublié son nom : il n'est pas rentré dans l'Histoire, on n'en a plus jamais entendu parler ! Passé à la trappe, il avait dit des choses désagréables.

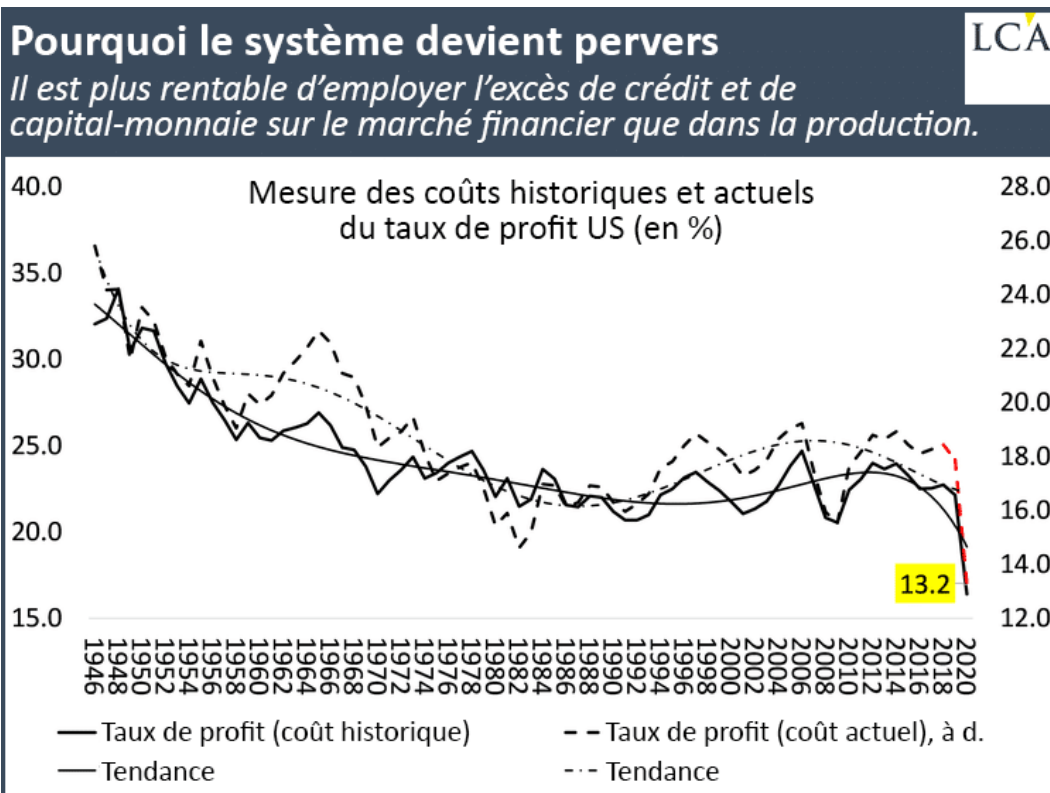
Ce Prix Nobel avait osé dire que l'argent suivait la plus grande pente du profit facile et qu'à ce titre, dans un environnement de faible profitabilité et de risques déflationnistes élevés, il était bien plus rentable d'acheter du papier en Bourse et de spéculer que de financer des équipements productifs.

Financer des équipements productifs, c'est risqué, c'est long, c'est presque sale, on a les mains dans le cambouis... tandis que faire de la Bourse, c'est propre, on jouit vite et on peut sortir encore plus vite. Avec l'équipement productif on se coltine le réel, le sang et la sueur, les prolos, avec la Bourse on manipule des signes, des abstractions, des modèles, on combine, et on encaisse.

Tout cela, toute cette perversité est rationnelle ! Eh oui !

Machine infernale

Si vous avez une tendance irrésistible à la [baisse de la profitabilité du capital](#), si vous avez non pas un excès d'épargne, comme le disent les zozos des banques centrales, mais un excès de crédit gratuit tombé du ciel et de création de monnaie, alors le surplus de monnaie et de crédit va sur la Bourse, engendre une rareté, fait monter les titres, crée une performance... et une machine infernale de Ponzi se met en marche, l'argent afflue sans arrêt car les performances passées sont comme la Lorelei au milieu de la rivière, elles attirent.



L'issue de la situation d'impasse actuelle passe, entre autres et pour commencer, par :

- l'arrêt de la machine à produire des dettes fiscalement subventionnées et de l'argent gratuit ;
- la destruction contrôlée civilisée du capital fictif, son euthanasie ;
- la confiscation partielle des très grandes fortunes-papier qui ont été produites par la dérive financière ;
- l'investissement productif réel concret, celui qui produit des vraies richesses sociales ;
- des mécanismes sociaux et politiques qui assurent le fonctionnement d'une économie des besoins d'un côté et, de l'autre, d'une économie du désir et du profit.

▲ RETOUR ▲

Les lockdowns sont plus dévastateurs économiquement que la distanciation sociale volontaire

Mihai Macovei 29 mars 2021 Mises.org



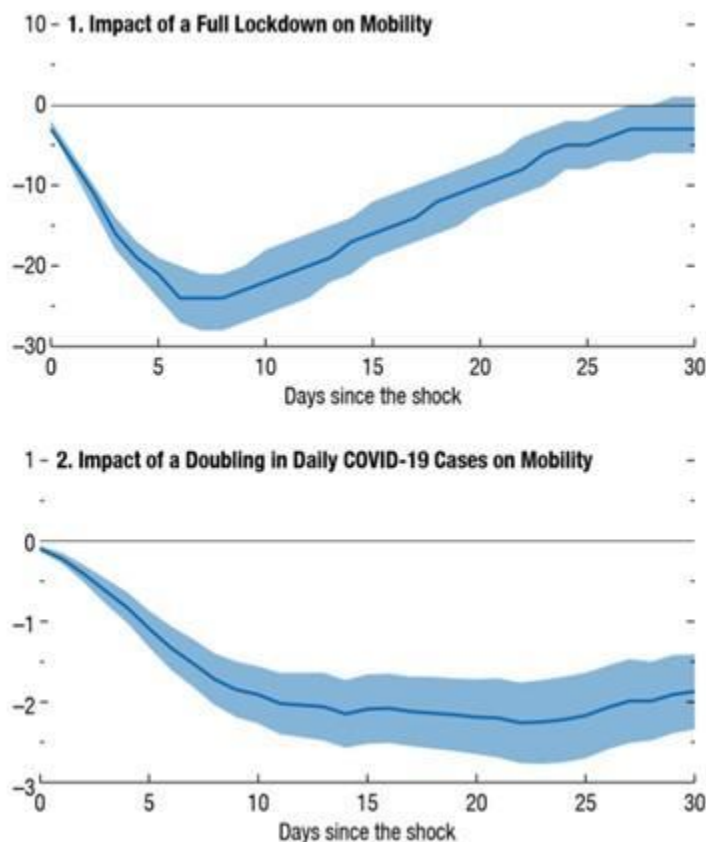
Une fois de plus, plusieurs pays européens ont prolongé et renforcé les mesures de confinement, alors que le continent est soumis à des mesures de confinement strictes et récurrentes depuis le début de la pandémie. La population a assisté, incrédule, à l'ajout de nouvelles restrictions à l'accès déjà fortement restreint aux restaurants, aux bars, aux rassemblements culturels, aux événements sportifs et aux voyages internationaux. Les autorités répètent le même discours pour justifier les nouvelles mesures - un pic de cas de covid-19 menace de surpeupler les hôpitaux, tandis que les médias imputent le fiasco à la propagation de nouvelles souches de virus ou à la lenteur des campagnes de vaccination. En réalité, il s'agit d'une preuve supplémentaire que les mesures de confinement ne sont pas la solution à la crise du covid-19. Ryan McMaken démontre avec force que les mesures restrictives de confinement ont réduit l'activité économique au-delà de l'effet d'une distanciation sociale volontaire normale, sans produire aucun avantage sanitaire supplémentaire pendant la pandémie. Cela amène à se demander pourquoi, après plus d'un an de pandémie, les mesures de confinement obligatoires sont toujours perçues comme une "solution miracle" alors que l'autoprotection volontaire contre le virus serait plus efficace. En principe, les individus utilisant leur propre jugement sont susceptibles d'adapter plus efficacement leur comportement professionnel et social au risque sanitaire perçu, réduisant ainsi le poids de la distanciation sociale.

Cette question devient presque rhétorique si l'on pense à la volonté inhérente des gouvernements et des politiciens de contrôler la conduite des entreprises et des citoyens. Ils ne pouvaient pas manquer l'occasion de la crise du covid-19. Et pour les soutenir, les analystes traditionnels ne ménagent pas leurs efforts pour trouver des théories et des arguments inattendus. Dans le chapitre 2 de ses dernières Perspectives de l'économie mondiale, le Fonds monétaire international affirme que "les fermetures et la distanciation sociale volontaire ont joué un rôle presque comparable dans la récession économique" et met en garde "contre une levée prématurée des fermetures dans l'espoir de relancer l'activité économique". En d'autres termes, ce ne sont pas les lockdowns obligatoires qui ont fait plonger de nombreuses économies pendant la pandémie, mais la peur de contracter le virus, qui a conduit de nombreuses personnes à réduire leurs contacts sociaux. En outre, le FMI conclut que "la levée des mesures de confinement a peu de chances de ramener rapidement l'activité économique à son potentiel si les risques sanitaires persistent" et que "les gains à moyen terme peuvent compenser les coûts à court terme des mesures de confinement, voire entraîner des effets globaux positifs sur l'économie." Donc, ce que le FMI affirme, c'est que les lockdowns n'ont que peu ou pas de coût économique car, en leur absence, l'épidémie aurait de toute façon fait des ravages dans l'économie.

Avant de montrer que l'analyse du FMI va à l'encontre de la réalité, on ne peut s'empêcher de noter que son affirmation générale est contre-intuitive. Si les modèles du FMI sont corrects et que les confinements et l'éloignement social volontaire ont joué un rôle similaire dans la réduction de la mobilité et de l'activité économique pendant la pandémie, pourquoi les premiers seraient-ils nécessaires ? Même si les mesures de confinement ne sont pas censées causer une douleur économique supplémentaire, elles ont certainement un coût psychologique, qui réduit le bien-être des gens. En outre, il existe un coût non négligeable de mise en conformité avec la loi, tant pour la police que pour le contribuable.

L'affirmation du FMI se fonde sur une analyse quantitative de l'impact des lockdowns et de l'éloignement social volontaire sur la mobilité. D'après cette analyse, l'application d'un lockdown complet comprenant l'obligation de rester à la maison, la fermeture des entreprises et des écoles et des restrictions de déplacement réduit considérablement la mobilité, d'environ 25 % en une semaine. Ensuite, la mobilité reprendrait progressivement au fur et à mesure que le "choc du renforcement du verrouillage se dissipe". Mais les gens sont également susceptibles de réduire leur exposition les uns aux autres sur une base volontaire lorsque le nombre de cas augmente. Dans ce cas, le FMI estime qu'un doublement du nombre de cas quotidiens réduit la mobilité d'environ 2 % en deux ou trois semaines, après quoi l'effet commence à se dissiper (graphiques 1 et 2). Le FMI conclut en outre qu'au cours des trois premiers mois de la pandémie, les mesures de confinement et l'éloignement social volontaire ont eu un impact important et à peu près similaire sur la mobilité, la contribution de l'éloignement social volontaire étant plus faible dans les pays à faible revenu et plus importante dans les économies avancées.

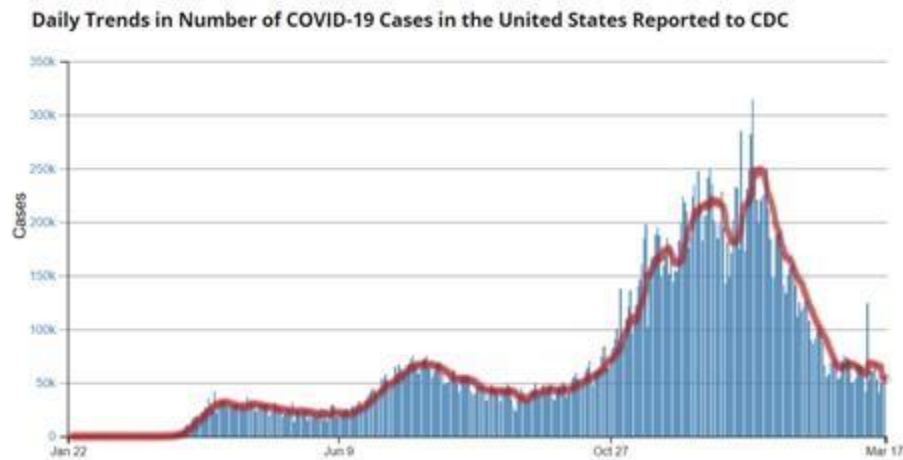
Graphiques 1 et 2



Source : Fonds monétaire international, Perspectives de l'économie mondiale : A Long and Difficult Ascent (Washington, DC : Fonds monétaire international, octobre 2020).

Il faut toujours prendre les résultats de la modélisation avec un grain de sel, mais dans ce cas, il est difficile de voir comment une baisse de la mobilité d'environ 25 % en une semaine pourrait être à peu près égale à une baisse d'environ 2 % en deux ou trois semaines, compte tenu des tendances historiques du nombre de cas quotidiens. Par exemple, les statistiques américaines montrent qu'entre avril et octobre 2020, le nombre de nouveaux cas quotidiens de covid-19 n'a doublé qu'une seule fois au début de l'été (graphique 3). Par la suite, le nombre de cas a été multiplié par cinq environ de novembre 2020 à janvier 2021, ce qui n'est clairement pas suffisant pour mettre sur un pied d'égalité les lockdowns et l'éloignement social volontaire en termes d'impact sur la mobilité. En particulier parce que l'augmentation du nombre de cas quotidiens est allée presque de pair avec l'augmentation du nombre de tests quotidiens d'avril 2020 à janvier 2021. Un plus grand nombre de tests entraîne automatiquement un plus grand nombre de cas mais pas nécessairement une plus grande propagation de la maladie si le diagnostic d'un cas ne nécessite pas de symptômes cliniques. En outre, les tests faussement positifs sont également monnaie courante, ce qui nous amène à nous demander comment ce type d'augmentation des "cas" modifierait le comportement de distanciation sociale des gens. Enfin, l'analyse du FMI montre que l'impact négatif des lockdowns sur la mobilité se dissipe beaucoup plus rapidement que celui de la distanciation sociale volontaire. Cela signifie **qu'au fil du temps, les gens feront tout leur possible pour contourner les règles auxquelles ils ne croient pas**, ce qui affaiblit encore les arguments en faveur des lockdowns obligatoires.

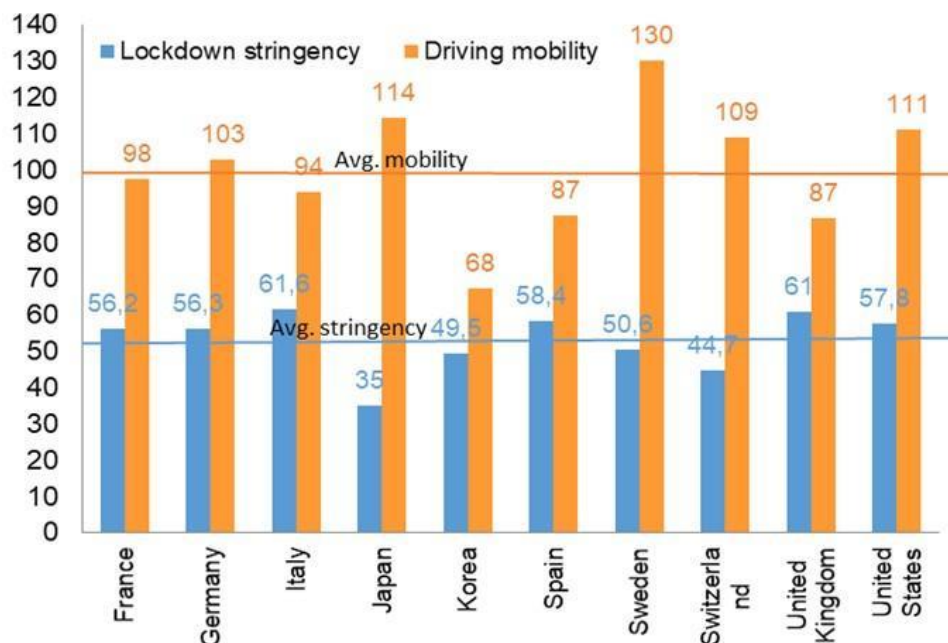
Graphique 3



Source : Centres américains de contrôle et de prévention des maladies (CDC).

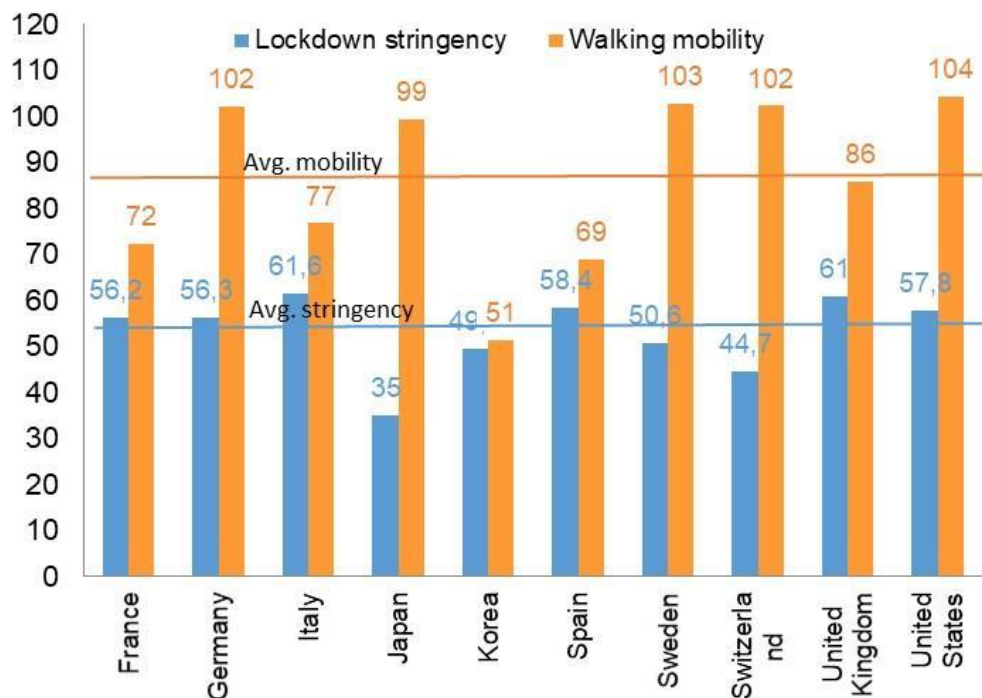
Un examen rapide de l'évolution de plusieurs grandes économies montre que les mesures de confinement gouvernementales sont le principal facteur de la baisse de la mobilité et de la croissance économique pendant la pandémie. Selon l'Oxford COVID-19 Government Response Tracker (OxCGRT), la France, l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne, le Royaume-Uni et les États-Unis ont subi des mesures de confinement plus strictes que le Japon, la Suisse, la Corée et la Suède. Cela semble cohérent avec les preuves anecdotiques et les rapports indépendants. Dans le même temps, selon les tendances de la mobilité de la population fournies par Apple, le même groupe d'économies ayant connu des lockdowns plus sévères a enregistré une mobilité plus faible de la population, en moyenne, à la fois en termes de marche et de conduite (graphiques 4 et 5).

Graphique 4



Source : OXFORD COVID-19 Government Response Tracker (OxCGRT) et Apple Mobility Trends (Moyenne, janvier 2020-février 2021, calculs propres).

Graphique 5



Source : OXFORD COVID-19 Government Response Tracker (OxCGRT) et Apple Mobility Trends (Moyenne, janvier 2020-février 2021, calculs propres).

Comme ces indicateurs ne sont que des approximations agrégées qui ne peuvent pas rendre compte de la réalité dans son intégralité, il existe également des cas moins nets qui nécessitent des éclaircissements supplémentaires. La Corée semble afficher une faible mobilité de la population malgré des mesures de verrouillage assez légères, ce qui semble déroutant. Un deuxième indicateur de mobilité fourni par Google montre qu'en réalité les Coréens ont réussi à poursuivre leurs activités habituelles avec le moins de perturbations possible par rapport à la situation pré-pandémique. La Corée a obtenu de bien meilleurs résultats que ses pairs pour presque tous les indicateurs de mobilité, notamment les visites sur le lieu de travail, le temps passé à la maison, l'utilisation des transports publics, les achats et la visite de lieux de loisirs (graphiques 6 à 11). Elle n'est à la traîne du groupe de pairs qu'en termes de visites de parcs et d'espaces extérieurs, ce qui peut indiquer qu'en préservant des schémas de déplacement presque normaux, les visites de parcs et de jardins locaux étaient moins nécessaires. La Corée a bénéficié de nombreux tests précoces pour détecter et isoler les cas potentiels et d'un secteur de la santé bien préparé. Les États-Unis et l'Allemagne ont également affiché une mobilité relativement élevée selon l'indice Apple, mais contrairement à la Corée, ils semblent avoir connu des mesures de confinement strictes. Dans le cas des États-Unis, la rigueur du verrouillage semble avoir affecté les modalités de travail et le temps passé à la maison, plutôt que les déplacements pour les achats et les loisirs. Associées à une volatilité de la mobilité et à une rigueur du verrouillage plus faibles qu'en Europe, les données des États-Unis indiquent une meilleure continuité de la vie professionnelle et sociale. En revanche, l'Allemagne a bénéficié d'une mobilité plus élevée au début de la pandémie, qui s'est considérablement détériorée une fois qu'elle est entrée dans un lockdown strict et long en novembre 2020. Dans l'ensemble, malgré des limites intrinsèques, ces indicateurs montrent clairement que la rigueur du lockdown est en bonne corrélation avec la mobilité de la population, que ce soit en comparant différents pays ou différents moments au sein d'un même pays.

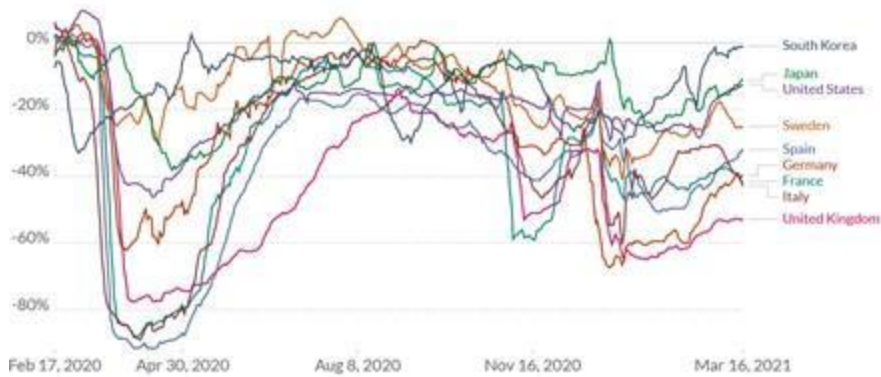
Graphiques 6-11

Retail and recreation: How did the number of visitors change since the beginning of the pandemic?

Our World in Data

This data shows how the number of visitors to places of retail and recreation has changed relative to the period before the pandemic. This includes places like restaurants, cafés, shopping centers, theme parks, museums, libraries, movie theaters.

+ Add country

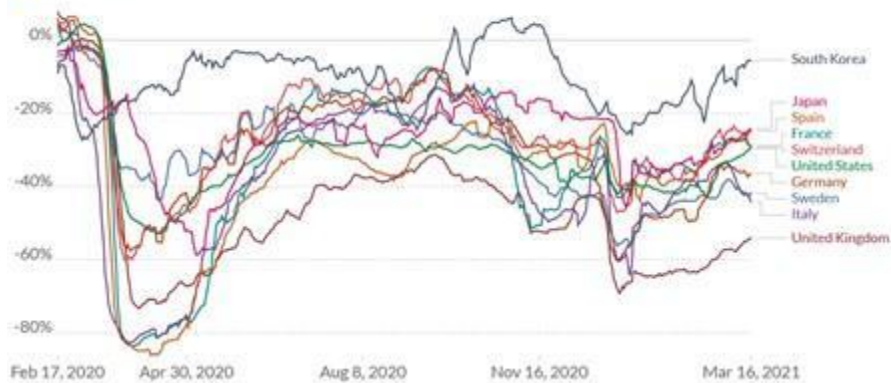


Transit stations: How did the number of visitors change since the beginning of the pandemic?

Our World in Data

This data shows how the number of visitors to transit stations has changed relative to the period before the pandemic. This includes public transport hubs such as subway, bus, and train stations.

+ Add country

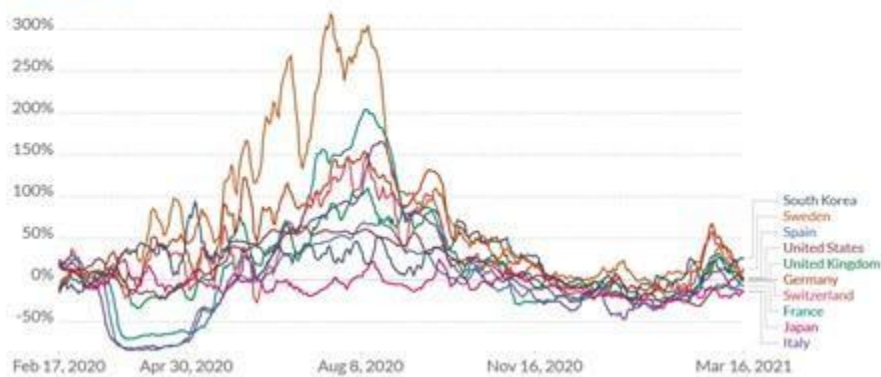


Parks and outdoor spaces: How did the number of visitors change since the beginning of the pandemic?

Our World in Data

This data shows how the number of visitors to parks and outdoor spaces has changed relative to the period before the pandemic. This includes places like local parks, national parks, public beaches, marinas, dog parks, plazas, public gardens.

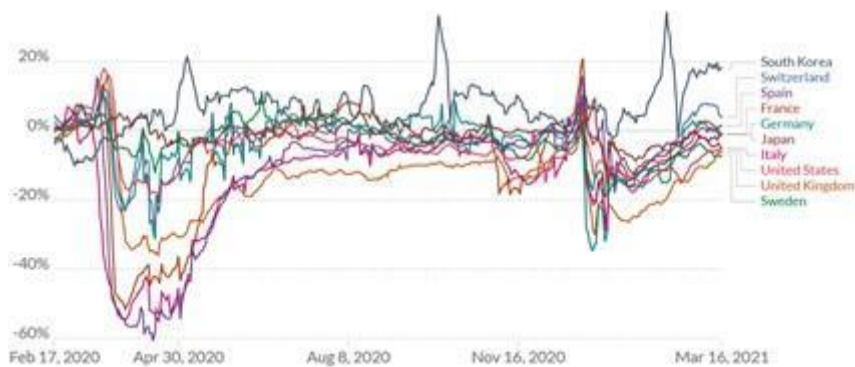
+ Add country



Grocery and pharmacy stores: How did the number of visitors change since the beginning of the pandemic?

This data shows how the number of visitors to grocery and pharmacy stores has changed relative to the period before the pandemic. This includes places like grocery markets, farmers markets, specialty food shops, drug stores, and pharmacies.

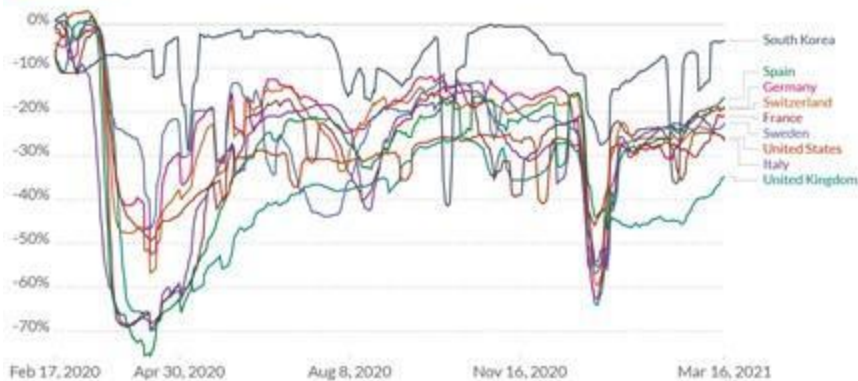
+ Add country



Workplaces: How did the number of visitors change since the beginning of the pandemic?

This data shows how the number of visitors to workplaces has changed relative to the period before the pandemic.

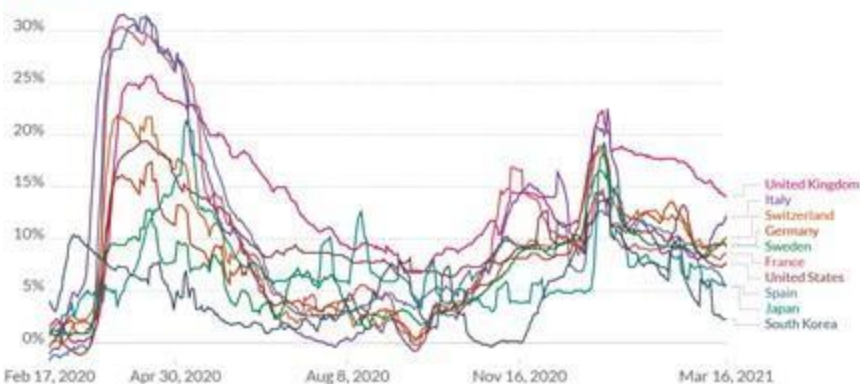
+ Add country



Residential areas: How did the time spent at home change since the beginning of the pandemic?

This data shows how the number of visitors to residential areas has changed relative to the period before the pandemic.

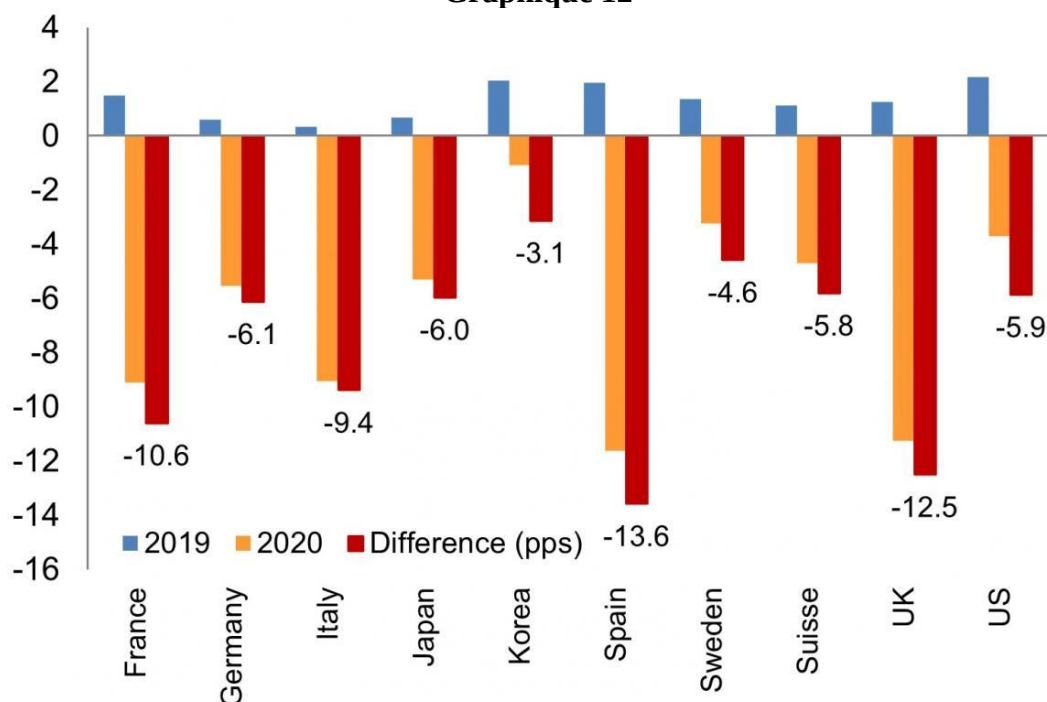
+ Add country



Source : Google COVID-19 Tendances de la mobilité communautaire. Notre monde en données.

Les fermetures strictes ayant tendance à réduire davantage la mobilité de la population et l'activité commerciale, elles ont également un impact plus négatif sur la croissance économique. Les données de l'Organisation de coopération et de développement économiques montrent que le PIB réel a chuté de façon spectaculaire, de près de 10 % ou plus, en France, en Italie, en Espagne et au Royaume-Uni en 2020. Le différentiel de croissance de la production entre 2019 et 2020 a été plus que doublé dans ces pays par rapport à leurs pairs qui avaient une plus grande mobilité de la population (graphique 12). Dans le même temps, la Corée, la Suède et la Suisse ont été les plus performantes sur le plan économique pendant la pandémie, tout en ayant des verrouillages parmi les plus légers.

Graphique 12



Source : OCDE.Stat.

Conclusion

L'affirmation du FMI selon laquelle les confinements obligatoires et l'éloignement social volontaire ont joué un rôle similaire dans la récession économique au cours de la pandémie semble largement infondée. Les données disponibles montrent que les mesures de confinement sévères ont réduit la mobilité de la population et entravé la croissance économique plus que les mesures plus légères. Comme plusieurs études remettent également en question les avantages supposés des lockdowns dans la suppression de la pandémie, ils devraient être levés plutôt que prolongés ou renforcés. La principale raison de les maintenir semble être l'incapacité de la médecine socialisée à faire face aux pics du nombre de cas de covid-19. Pourtant, il est presque inconcevable qu'après plus d'un an depuis le début de l'épidémie, certains des pays les plus riches du monde ne soient pas en mesure d'assurer un nombre suffisant de lits de soins intensifs dans les hôpitaux et soient très en retard en termes de vaccination. Dans ce cas, la réponse logique ne serait pas d'étendre davantage l'intervention de l'État, mais de dénouer l'intervention initiale, c'est-à-dire de déréglementer et de privatiser les soins de santé.

Le Dr Mihai Macovei (macmih_mf@yahoo.com) est chercheur associé à l'Institut Ludwig von Mises de Roumanie et travaille pour une organisation internationale à Bruxelles, en Belgique.

▲ RETOUR ▲

.Or : Le courant dominant se trompe.

Jim Rickards 23 mars 2021

L'or a pris un coup cette année, cela ne fait aucun doute. Après avoir culminé à plus de 1 950 dollars début janvier, le prix de l'or est tombé à 1 725 dollars aujourd'hui.

Mais tout n'est pas si sombre. Une certaine perspective est nécessaire. Si l'on remonte au début du marché haussier actuel, le 16 décembre 2015 (lorsque l'or a atteint son plus bas niveau à 1 050 \$ l'once), l'or est en

hausse de plus de 60 %, même au prix battu d'aujourd'hui.



Ce creux s'est produit le jour exact où la Fed a commencé son "lift-off" des taux d'intérêt après sept années bloquées à zéro. J'ai alors exhorté les investisseurs à acheter de l'or. Ceux qui ont écouté sont toujours assis sur d'énormes gains, même après la dernière baisse.

Les investisseurs avisés savent que le prix de l'or en dollars est volatile. Ils gardent un œil sur les tendances et les facteurs à long terme du prix de l'or. Les investisseurs avertis ne s'inquiètent pas des baisses. Ils considèrent les baisses occasionnelles comme un excellent point d'entrée et une opportunité d'achat. C'est aussi mon cas.

Rien de nouveau ici

Nous sommes déjà passés par là.

L'or a chuté de 17 % du 5 août 2016 au 1er décembre 2016. Il a chuté de 8,1 % entre le 8 septembre 2017 et le 13 décembre 2017. Il a chuté de 12,5 % du 6 mars 2020 au 19 mars 2020, pendant la panique de la pandémie.

Après chacune de ces chutes, l'or s'est redressé et a maintenu une ligne de tendance de sommets plus élevés, pour finalement atteindre le seuil des 2 000 dollars l'once en août 2020.

Les questions importantes pour les investisseurs en or sont les suivantes : S'agit-il d'une simple baisse ou du début d'un nouveau marché baissier ?

Et qu'est-ce qui a provoqué cette baisse ? Quand peut-on espérer un retournement de tendance ? Nous répondons à ces deux questions en examinant le scénario dominant et en expliquant pourquoi il est erroné et comment le retournement de tendance se produira.

Le scénario classique

Voici le scénario classique : Les économies américaine et mondiale font un retour en force après la pandémie. La Chine connaît une croissance rapide, le chômage américain est en baisse, le virus s'estompe et les blocages prennent fin. En soi, ce serait une recette pour une forte croissance et des taux d'intérêt plus élevés.

Aujourd'hui, le Congrès et la Maison Blanche ont adopté un projet de loi d'aide COVID de 1 900 milliards de dollars, qui n'a pas grand-chose à voir avec le COVID et tout à voir avec des dépenses pour des intérêts privilégiés, notamment les enseignants, les travailleurs municipaux, les travailleurs fédéraux et les organisateurs communautaires. Il prévoit également des fonds pour des programmes tels que le Kennedy Center, le National Endowment for the Arts, etc.

L'opinion du marché est que ces 1 900 milliards de dollars de dépenses supplémentaires, combinés aux 6 000 milliards de dollars de dépenses déficitaires déjà approuvés pour les exercices 2020 et 2021 et à un autre paquet de dépenses déficitaires de 4 000 milliards de dollars attendu plus tard cette année, sont plus que ce que la situation du COVID exige et plus que l'économie ne peut absorber sans inflation.

C'est pourquoi les prévisions d'inflation ont fortement augmenté. Et, parallèlement aux prévisions d'inflation, le rendement à l'échéance du billet de référence du Trésor américain à 10 ans s'est envolé.

Le rendement du 10 ans est passé de 0,917 % le 4 janvier à 1,316 % le 6 février et à 1,638 % aujourd'hui. Ces hausses de taux peuvent sembler insignifiantes, mais elles constituent un véritable séisme sur le marché des obligations.

Si l'on compare les hausses de taux à la baisse du prix de l'or, on constate un degré élevé de corrélation. Lorsque les taux montent, l'or baisse. C'est aussi simple que cela.

L'augmentation des dépenses déficitaires attise les attentes d'inflation, ce qui entraîne une hausse des taux et une baisse des prix de l'or. Lorsque ces tendances fondamentales sont combinées à l'effet de levier, à l'algo-trading et au momentum, c'est comme jeter de l'essence sur une flamme ouverte.

Les investisseurs en or ont été brûlés.

Qu'est-ce qui est défectueux dans ce scénario ? La réponse courte : tout.

Perspective

Vous ne pouvez pas contester les faits : les taux augmentent et l'or baisse. Mais les hypothèses qui sous-tendent ces tendances sont erronées. Cela signifie que les tendances vont inévitablement s'inverser, probablement de manière brutale.

Encore une fois, la perspective aide.

Ce n'est pas notre première flambée des taux d'intérêt. L'obligation à 10 ans a atteint 3,96 % le 2 avril 2010. Il est ensuite tombé à 2,41 % le 2 octobre 2010. Il a de nouveau atteint 3,75 % le 8 février 2011, avant de chuter brusquement à 1,49 % le 24 juillet 2012.

Il a encore grimpé en flèche, atteignant 3,22 % le 2 novembre 2018, avant de s'effondrer à 0,56 % le 3 août 2020, l'une des plus grandes remontées du prix des billets jamais enregistrées.

Il y a un modèle dans cette série chronologique appelé "hauts inférieurs et bas inférieurs". Les sommets étaient de 3,96%, 3,75% et 3,22%. Les plus bas ont été de 2,41 %, 1,49 % et 0,56 %.

Le fait est que le marché des billets remonte de temps en temps. Et lorsqu'il le fait, il ne peut pas maintenir les taux élevés antérieurs et finit par s'enfoncer dans de nouveaux taux bas.

Si nous appliquons ce modèle à la hausse actuelle des taux, nous devons nous attendre à ce que l'augmentation des taux atteigne un sommet bien en deçà de 2,5 %, et qu'un nouveau plancher puisse suivre, aussi bas que 0,25 % ou même zéro. Il n'y a aucune garantie à cet égard ; ce n'est pas déterministe. Mais cela serait cohérent avec la tendance à la baisse des taux depuis 10 ans.

Mais il y a plus que cela. L'économie est loin d'être aussi forte que les gros titres et les pom-pom girls de Wall Street voudraient le faire croire.

Le scénario alternatif

La baisse du taux de chômage n'est pas due à une forte création d'emplois, mais à l'abandon de la population

active par des travailleurs valides dans la force de l'âge. La baisse du taux de participation à la population active est à l'origine de la diminution du taux de chômage, car les travailleurs qui abandonnent la vie active ne sont pas comptabilisés comme "chômeurs".

S'ils l'étaient, le taux de chômage réel serait d'environ 11 %, un taux associé aux dépressions.

Les ventes au détail sont stimulées par les chèques du Trésor distribués par le Congrès. Que se passera-t-il lorsque ces chèques cesseront ?

Les pertes immobilières sont freinées par des moratoires sur les loyers et des décrets anti-éviction. Que se passera-t-il lorsque les loyers seront enfin dus ?

Les défauts de paiement des prêts étudiants sont suspendus en raison de la prolongation de la période de grâce pour le remboursement. Que se passera-t-il lorsque le délai de grâce sera terminé ?

La réalité est que l'économie est faible, mais que cette faiblesse est masquée par des aides, des délais de grâce et des arrêts de remboursement. Lorsque ces aides cesseront, la croissance ralentira fortement, et la déflation ou la désinflation réapparaîtra.

Les taux d'intérêt plus élevés anticipent l'inflation, mais celle-ci n'est qu'un mirage. L'essence à la pompe et les prix des logements augmentent. Presque tout le reste, des frais de scolarité aux soins de santé en passant par les vêtements, diminue.

L'or est gagnant dans tous les cas

Que se passera-t-il ensuite ? Il faudra du temps pour réaliser que nous ne sommes pas en train de regonfler les prix. Elle émergera des données au cours des six prochains mois.

Le Congrès mettra fin aux programmes de dépenses de plusieurs trillions de dollars de déficit, malgré les souhaits des démocrates qui pensent que le pays est prêt pour un autre programme de trillions de dollars. Vers le milieu ou la fin de l'année 2021, la musique s'arrêtera, l'économie ralentira, les taux d'intérêt reprendront leur tendance baissière à long terme et les prix de l'or s'envoleront.

Et si je me trompais ? Ce serait une bonne nouvelle pour l'or également.

La pire situation pour l'or est celle que nous connaissons actuellement : les taux augmentent, mais il n'y a pas d'inflation réelle. Si j'ai raison au sujet de l'inflation, alors les taux redescendront et l'or se redressera.

Mais, si l'inflation apparaît réellement, devinez quoi ? L'or augmentera, car il augmente toujours en cas d'inflation.

L'or est gagnant dans les deux cas.

▲ RETOUR ▲

.Le trou est déjà trop profond

Brian Maher 24 mars 2021



Un homme s'enfonce profondément dans un trou. Il souhaite ensuite en sortir. Que doit-il faire en premier ?

Il doit arrêter de creuser.

Or, le gouvernement des États-Unis s'est enfoncé dans un trou de 28 000 milliards de dollars. Comment compte-t-il en sortir ?

En creusant plus profond... et plus profond... et plus profond.

En un an... le gouvernement des États-Unis a pelleté près de 6 trillions de dollars de "secours en cas de pandémie".

6 trillions de dollars, c'est assez fantastique - près d'un tiers du PIB de 2019. Et considérez :

Le coût ajusté à l'inflation des joutes américaines à l'étranger - de 1917 à 2021 - s'élève à 7,9 trillions de dollars... combinés.

Ainsi nous trouvons :

La dernière année d'achat de beurre équivalait à un siècle entier d'achat d'armes. Bloomberg :

En dollars ajustés à l'inflation, les États-Unis ont dépensé environ 4,1 trillions de dollars pour la Seconde Guerre mondiale. Ils ont également dépensé plus de 300 milliards de dollars chacun pour la Première Guerre mondiale et la guerre de Corée, et 738 milliards de dollars pour la guerre du Vietnam. La facture des guerres menées par les États-Unis en Irak, en Afghanistan et ailleurs depuis les attaques terroristes du 11 septembre 2001 s'élève à 2,3 trillions de dollars. Au total, les États-Unis ont dépensé environ 7,9 trillions de dollars en guerre depuis la Première Guerre mondiale.

Au moins, les coûts de la guerre ont écrasé l'Axe

Mais les dépenses de l'année dernière n'ont pas permis de mettre des bottes aux pieds. Elles n'ont pas mis de fusils dans les mains. Elles n'ont pas mis de travailleurs dans les usines.

Elles n'ont pas écrabouillé Hitler... Mussolini... Tojo.

Les dépenses de l'année précédente ont plutôt mis des pieds sur des meubles et des changeurs de chaîne dans les mains. Elles ont mis les travailleurs non pas dans des usines mais dans des canapés.

En d'autres termes, les dépenses de l'année précédente ont payé les hommes non pas pour qu'ils produisent, mais pour qu'ils se reposent et se prélassent.

Une nation peut-elle s'enrichir en produisant moins ? Nous n'en connaissons pas d'exemple historique.

Les professionnels ont insisté sur le fait que l'oisiveté était nécessaire pour "arrêter la propagation".

Les hommes d'action peuvent avoir été requis pour abattre un Hitler, ont-ils admis. Mais les hommes d'inaction sont nécessaires pour mettre en déroute le virus.

Le gouvernement devait soutenir ces héroïques paresseux dans leur oisiveté. D'où les multiples émissions de chèques de "stimulation".

Mais quel niveau de stimulation était nécessaire ? Notre ancien collègue David Stockman s'est lancé dans les chiffres...

6 000 milliards de dollars pour combler un trou de 274 milliards de dollars

M. Stockman a constaté que :

Jusqu'en décembre 2020... les revenus n'ont baissé que de 3,4 % par rapport à leur niveau d'avant la pandémie (février 2020) - 276 milliards de dollars en tout.

Pourtant, les pelles mécaniques se sont mises en action fébrilement...

Le gouvernement fédéral a entrepris un puissant projet d'excavation de 6 trillions de dollars pour combler un trou de 274 milliards de dollars. M. Stockman :

Les politiciens de Washington [jettent] près de 6 trillions de dollars dans un trou de 274 milliards de dollars dans le seau des salaires de la nation. C'est une solution 22X plus grande que le problème putatif !

22 fois !

En attendant, nos agents rapportent des rumeurs inquiétantes...

Les petites entreprises ne parviennent pas à attirer la main-d'œuvre. C'est parce que les candidats potentiels sont plus attirés par la flânerie que par le dur labeur du travail.

Qui peut les en blâmer ? Qui se plongerait dans la corvée pour 8 dollars de l'heure quand son gouvernement lui donne 12 dollars pour paresser ?

Près de 8 fois la taille du trou

Le PIB, quant à lui, a subi une baisse de 3,6 % sur la même période de 10 mois (février-décembre 2020).

Mais le PIB du quatrième trimestre de 2020 a bondi de 4,1 %. Le PIB du quatrième trimestre 2019 ne l'a dépassé que de 270 milliards de dollars.

Ajoutez les salaires perdus au PIB perdu. M. Stockman trouve que la fouille de 6 000 milliards de dollars remplit tous les trous - plusieurs fois :

Même si vous voulez tout compter, y compris les pertes des 2,5 trillions de dollars d'activité imputée dans le PIB, les 6 trillions de dollars de renflouement en attente représentent 7,7X la taille du problème !

Et donc l'homme demande - comme nous demandons :

Pourquoi Washington a-t-il le droit d'imposer aux futurs contribuables des paiements permanents au titre du service de la dette afin de compenser une perte de revenus de 276 milliards de dollars et un désagrément de 3,4 % pour les contribuables d'aujourd'hui ?

M. Stockman connaît la réponse, bien sûr. En deux mots, ce sont les intérêts spéciaux. En un mot, c'est la politique.

Gimme, Gimme !

Les enseignants, les entreprises, les syndicats, Amtrak, les gouvernements d'état et locaux... la liste est longue...

Tous pêchent à la ligne pour avoir un seau dans le ruisseau, pour avoir un museau dans l'auge, pour attraper un penny... pour faire les poches d'un ou deux contribuables.

Et le parti qui dirige actuellement le spectacle est impatient de leur accorder l'accès. Il y a la prochaine élection à considérer - après tout - et l'élection suivante.

Nous pensons que Politico a mis le doigt sur quelque chose lorsqu'il affirme :

Un changement radical dans le tissu social des États-Unis est devenu une réalité - et avec lui, une opportunité pour le parti démocrate que personne n'aurait pu imaginer il y a 50 jours.

Et donc le pelletage continue à un rythme vraiment étonnant.

En rappel : Le gouvernement fédéral a dépensé plus d'argent l'année dernière que pour la Seconde Guerre mondiale.

Est-ce que le creusement va augmenter le produit intérieur brut... comme le prétendent les creuseurs ?

Autrement dit, un trou plus profond fera-t-il remonter la nation ?

Vous connaissez la réponse, bien sûr...

La dette non productive

L'économie peut faire un premier pas en avant. Mais nous risquons qu'elle s'avère passagère et éphémère.

Chaque dollar emprunté a de moins en moins de poids que le précédent. Cela est particulièrement vrai lorsque la dette finance la consommation.

En d'autres termes, la dette creuse des trous lorsqu'elle est non productive, ce qui est le cas d'une grande partie de la dette actuelle.

La dette non productive appauvrit l'avenir pour satisfaire le présent. M. Michael Lebowitz de Real Investment Advice :

Lorsque la dette est utilisée de manière productive, les intérêts et le principal sont couverts par des bénéfices plus élevés et une activité économique soutenue. Mieux encore, les revenus dépassant le coût de la dette rendent la nation plus prospère.

À l'inverse, une dette improductive peut fournir une étincelle unique d'activité économique, mais elle ne génère que peu ou pas de revenus résiduels pour en assurer le service à l'avenir. En fin de compte, elle crée un vent contraire à l'économie, car le service de la dette à l'avenir remplace l'investissement productif ou la

consommation...

L'économie américaine est trop dépendante de la dette improductive. Il n'est pas surprenant que les taux de croissance séculaires aient tendance à baisser depuis trois décennies. La quantité massive de dette improductive ajoutée l'année dernière ne fera que réduire davantage les taux de croissance futurs.

Mais les cracks de la Réserve fédérale ne sont-ils pas conscients du dilemme central ?

La Fed est parfaitement consciente de cette faiblesse mais refuse de reconnaître le problème ou d'encourager l'endettement productif. Au lieu de cela, elle vante les avantages économiques temporaires d'un endettement accru avec des taux d'intérêt excessivement bas. Ce faisant, elle encourage la spéculation et la consommation, et non l'endettement productif.

Chaque "reprise" économique depuis 2000 s'est progressivement affaiblie... à mesure que la dette s'est progressivement accrue.

Nous ne voyons aucune raison pour que la reprise actuelle rompe cette tendance néfaste - et toutes les raisons pour que le mal continue.

Pendant ce temps, les autorités continuent de nous enfoncer de plus en plus dans des profondeurs impossibles... sans perspective de fin...

Jusqu'à ce qu'elles creusent jusqu'à la Chine...

▲ RETOUR ▲

.Les leçons d'investissement que nous avons oubliées

Bill Bonner | Mar 26, 2021 | Journal de Bill Bonner



Les gens ne sont ni toujours bons ni toujours mauvais, mais toujours sujets à l'influence

- Un dicton du journal intime

YOUGHAL, IRLANDE - Il n'y a pas beaucoup d'avantages à vieillir. On peut difficilement en imaginer un seul.

Vous ne pouvez pas jouer au basket-ball professionnel. Vous n'obtiendrez pas le rôle principal dans un théâtre communautaire. Vous avez des courbatures et des douleurs partout...

Et vous ne pouvez pas comprendre comment acheter des bitcoins... ou pourquoi vous le voudriez.

Vous "ne comprenez pas", disent vos enfants et petits-enfants.

Mais parfois, ne pas comprendre est payant.

La technologie va de l'avant. Les modes, elles aussi, changent... et nous laissent souvent perplexes. Le monde nous laisse derrière.

Pourquoi les gens voudraient-ils s'asseoir dans un restaurant avec huit écrans de télévision... et de la musique à fond ?

Et pourquoi quelqu'un paierait-il des millions de dollars pour un NTF... sans parler d'un "Michael Jackson qui allaite" ou d'un mini personnage de Joe Biden, nu, se soulageant sur un Donald Trump également nu ?

Ils devraient vous payer pour prendre ce genre de choses.

La même vieille histoire

Mais si certaines choses nous quittent pour toujours... d'autres reviennent. Et les leçons apprises il y a 50 ans... ou 20 ans... peuvent avoir une certaine valeur résiduelle après tout.

Non... les téléphones rotatifs noirs en bakélite ne remplaceront peut-être jamais l'iPhone d'Apple. Et le téléviseur à oreilles de lapin avec trois chaînes n'est pas près de faire son retour.

Le support évolue, il avance comme le temps lui-même.

Mais le message revient... et les influenceurs nous donnent un nouveau coup de pied au derrière.

C'est toujours la même vieille histoire, en d'autres termes. Un combat pour l'amour et la gloire. Tout le monde se casse la tête pour essayer d'avancer... pour gagner plus d'argent... pour être plus chic... plus cool... plus riche... et plus puissant.

Nous avons déjà vu ce spectacle auparavant

Cette soif de richesse, de statut et de pouvoir conduit inévitablement les gens à essayer de se mettre au pas.

Mais contrairement à la technologie ou au capitalisme honnête, où les avantages sont infinis et les bénéfices répandus, **il y a vraiment très peu de nouvelles façons de voler, de tricher et d'escroquer.**

Des cafouillages ? Les hold-up ? Les pots-de-vin ? Taxes ? Règlements ? Monnaie de papier ? Inflation ? Larcins ? Contrefaçon ? Fraude ? Vol de votes ? Flim-flam ? Mentir ?

Quoi de neuf ?

Pas grand-chose.

C'est pourquoi, en matière de politique et de marchés, l'âge peut avoir au moins un avantage. Il y a de fortes chances que le vieil homme ait déjà vu ce spectacle ; il sait comment il se termine.

C'est sur un vieil écran de télévision que nous avons appris - dans les années 1970 - que les taux hypothécaires avaient atteint 15 %. C'est sur le papier - dans un livre - que nous avons appris à évaluer une action en estimant les bénéfices futurs et en les actualisant à la valeur actuelle (avec une bonne marge pour les choses qui

pourraient mal tourner).

Et c'est par expérience directe que les septuagénaires d'aujourd'hui ont appris les conséquences d'une inflation à deux chiffres.

Des leçons oubliées

Mais au cours des 40 dernières années - et surtout des 10 dernières - ces leçons ont été démodées. L'inflation des prix à la consommation a diminué, plus ou moins, depuis le début des années 1980. Les actions sont en hausse. Et les anciennes leçons n'ont servi à rien.

Et récemment, elles sont devenues une malédiction.

À l'époque de la bulle, les bénéfices n'ont guère d'importance. Quelque 40 % des actions de l'indice Russell 2000 ont perdu de l'argent ; inutile d'additionner les zéros. Et pourtant, ces sociétés sont souvent celles qui enregistrent les plus gros gains.

Que faut-il en penser ? Que faire des jetons non fongibles (NFT) et des crypto-monnaies ? Qu'en est-il de Bepple ?

Et qu'en est-il de MicroStrategy ? Les revenus de l'entreprise étaient en baisse depuis 2014. Puis, l'année dernière, elle a acheté pour plus d'un milliard de dollars de bitcoins... et le cours de son action a augmenté de 400 %.

Quel sens cela avait-il ? L'entreprise vient-elle de devenir un moyen pratique de posséder des bitcoins sans avoir à se souvenir de son mot de passe ?

Mais comment les investisseurs savent-ils que MicroStrategy n'oubliera pas ?

À l'époque de la bulle Internet, le PDG de MicroStrategy, Michael Saylor, a proclamé que "l'information veut être gratuite". Puis, en 2000, il a payé une amende de 8 millions de dollars à la Securities and Exchange Commission (SEC) pour avoir surévalué les bénéfices de l'entreprise.

Comment les investisseurs peuvent-ils savoir qu'il ne ment pas maintenant au sujet du bitcoin ?

La jeunesse contre l'expérience

Mais c'est le genre de question qu'un vieux de la vieille pourrait poser.

Les jeunes investisseurs font confiance. Les plus âgés cherchent des vérifications. Ils ont entendu trop d'affirmations qui se sont révélées fausses... ils ont vu trop de bulles exploser... et ont fait confiance à trop de personnes qui se sont révélées indignes de confiance.

Les spéculateurs d'aujourd'hui ont leur propre façon d'évaluer les actions... et leurs propres gourous - désormais appelés "influenceurs FinTwit" - pour les aider à le faire.

Elon Musk, par exemple, est né en 1971. Il n'avait que 9 ans lorsque le grand marché haussier des actions et des obligations a commencé. Et il est né en Afrique du Sud. Mais son influence est si puissante qu'il lui suffit de mentionner une entreprise qui ressemble à une autre entreprise... et les deux doublent en quelques minutes.

Chamath Palihapitiya - le "roi du SPAC" - est né en 1976, au Sri Lanka. Ce n'est qu'en 2007, lorsqu'il a rejoint Facebook, qu'il a commencé à accumuler gloire et fortune. Aujourd'hui, il a les deux... ainsi que 1,4 million de followers sur Twitter.

Influenceur nonpareil

Cathie Wood, dont nous avons parlé hier, n'est pas si jeune. Et pas si étrangère. Mais elle doit être la Henry Blodget de la bulle technologique du 21e siècle.

Vous ne vous souvenez pas de lui ? Pensez-vous que le terme "influencer" a été inventé hier ?

Non, cher lecteur, l'influence est l'une de ces choses qui reviennent... l'une de ces choses que l'âge reconnaît peut-être mieux que la jeunesse.

Blodget était un jeune analyste financier dans les années 1990. En 1998, il a déclaré qu'Amazon, dont le cours était alors de 240 dollars par action, atteindrait bientôt 400 dollars. C'est ce qui s'est passé. Par la suite, Blodget est devenu un influenceur hors pair, apparaissant dans des émissions de télévision et des reportages, vantant les mérites de son livre sur les actions des entreprises point-com.

Mais la bulle Internet éclate en 2000 et l'ancien procureur général de New York, Eliot Spitzer (qui sera plus tard lui-même disgracié), poursuit Blodget pour fraude boursière.

Blodget a payé 4 millions de dollars et a été banni à vie du secteur des valeurs mobilières.

Maintenant, c'est Elon, Cathie et Chamath qui exercent une influence.

Et les vieux de la vieille savent à quoi s'attendre...

▲ RETOUR ▲